

18 AVRIL ET 2 MAI 2027
L'ÉLECTION
PRÉSIDENTIELLE :
LE TOURMENT FRANÇAIS

Par Dominique Reynié

Une étude de
la Fondation pour l'innovation politique

ÉTÉ 2026

18 AVRIL ET 2 MAI 2027

**L'ÉLECTION
PRÉSIDENTIELLE :
LE TOURMENT FRANÇAIS**

Par Dominique Reynié

Une étude de
la Fondation pour l'innovation politique

ÉTÉ 2026

Le débat public a besoin de la Fondapol et la Fondapol a besoin de vous !

Née en 2004, la Fondapol s'inscrit dans une perspective libérale, progressiste et européenne. Par ses travaux, elle contribue à un débat pluraliste et documenté.

Reconnue d'utilité publique, la Fondation met gratuitement à la disposition de tous la totalité de ses travaux sur le site fondapol.org. De plus, sa plateforme [data.fondapol](http://data.fondapol.org) permet à chacun de consulter l'ensemble des données collectées dans le cadre des enquêtes. Ses bases de données sont utilisables, dans le prolongement de la politique d'ouverture et de partage des données publiques voulue par le gouvernement. Enfin, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales, les données sont proposées dans les différentes langues du questionnaire.

Sous l'appellation « **Anthropotechnie** », la Fondation dédie une partie de ses travaux aux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme-machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales.

La Fondapol est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées.

AUTEUR

Dominique REYNIÉ, directeur général de la Fondapol

PRODUCTION

Clotilde BOUCHELET de VENDEGIES, Apolline CHARLET, Camilia COLIGNON,
Anne FLAMBERT, Melchior de PRÉNEUF, Maxime de PANAFIEU,
Dominique REYNIÉ, Paul ROPARTZ, Giovanni SERRA, Romain THIROUARD

MAQUETTE ET RÉALISATION

Julien RÉMY

IMPRESSION

GALAXY Imprimeurs

PARUTION

Été 2026

ENQUÊTE

Le questionnaire conçu par la Fondapol a été administré par l'institut OpinionWay
L'équipe:

Bruno Jeanbart, vice-Président et Guillaume Inigo, directeur conseil pôle Opinion

Les données d'opinion de cette étude ont été produites par une enquête administrée par l'institut OpinionWay pour la Fondapol entre le 1^{er} et le 8 juin 2026, auprès de 3 057 personnes inscrites sur les listes électorales issues d'un échantillon de 3 598 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Le questionnaire de l'enquête a été conçu et rédigé par la Fondapol. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence. L'enquête a été réalisée en appliquant les procédures et règles de la norme ISO 20252. Les résultats de ce sondage doivent être lus en tenant compte des marges d'incertitude : 0,8 à 1,8 points au plus pour un échantillon de 3 000 répondants.

Sommaire

Principaux enseignements	7
Introduction	11
I. QUE PEUT ÊTRE L'APRÈS MACRON ?	13
1. Fin du macronisme sous Macron	13
1. La dissolution du 9 juin 2024 et la rupture avec le macronisme	13
2. À l'été 2026, 41% de ses électeurs regrettent d'avoir voté Macron	16
3. Le double échec du macronisme : le clivage gauche/droite renaît, les populistes sont renforcés	17
2. Une classe politique jugée incapable de gouverner	19
1. Les partis de gouvernement ont perdu leur réputation de compétence	19
2. Le discrédit des gouvernants s'exprime dans l'évaluation de leurs performances	21
3. En finir avec les politiques ? L'idée d'un candidat issu de la société civile	23
3. Qui en 2027 ?	25
1. Où peuvent aller les électeurs d'Emmanuel Macron ?	25
2. Le potentiel électoral des candidats à la succession	26
3. Peut-on revenir au monde d'avant ? François Hollande et la blessure narcissique de ses électeurs	28
II. 2017-2027	
UN DÉRÈGLEMENT POLITIQUE DEVENU CHRONIQUE	29
1. Radicalisation des clivages et expansion du religieux	29
1. À gauche et à droite, des partis modérés sous la pression des populistes	30
2. À droite, une tentation autoritaire et des catholiques ouverts au vote RN	31
3. À gauche, penchant insurrectionnel et mobilisation du vote musulman	34
2. Désobéissance en vue : le refus du « barrage républicain »	37
1. L'instrumentalisation du « barrage républicain » a provoqué sa ruine	37
2. Désormais, il faut aussi dresser un « barrage républicain » contre la gauche	39
3. Le Pen, Mélenchon : l'équivalence des dangers n'est pas admise par l'opinion	40
3. Crise d'une nation et de son élection souveraine	46
1. Pour la plupart des électeurs (64%), la France n'est « plus dans la course »	46
2. Est-ce aux électeurs de craindre une « crise financière majeure » (88%) ou à leurs gouvernants ?	49
3. Puissance de la crise politique patrimoniale	50

III. LE POISON DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE	54
1. UNE ÉLECTION CONTRE LE PAYS	54
1. Inquiétude et découragement des Français à l'approche de leur présidentielle	54
2. L'élection présidentielle et la disparition de la responsabilité	55
3. Électorat rétréci au premier tour, « barrage républicain » au second, protestations ... Quel élu pourra gouverner ?	57
2. Que peut encore l'élection présidentielle ?	59
1. Pour qui, pourquoi voter si le problème des Français est leur classe politique (64%) ?	59
2. Les élections législatives : le 3e tour d'une longue présidentielle (avril-mai-juin-juillet 2027)	61
3. Le retour à l'ordre est-il possible en 2027 ?	65

Principaux enseignements

1. La présidence d'Emmanuel Macron s'achève dans un climat de vives inquiétudes. Plus des trois quarts des personnes interrogées (78 %) disent être « insatisfaites » d'Emmanuel Macron comme président de la République.

2. La dissolution du 9 juin 2024 a pulvérisé l'électorat macroniste. L'absence de majorité à l'Assemblée nationale qui en a résulté est désapprouvée par la plus grande partie (80 %) de ceux qui avaient voté pour la réélection du Président lors du 1er tour de la présidentielle de 2022, de même que par la plupart de ses électeurs de second tour (77 %), de ceux qui ont voté pour la liste de la Majorité présidentielle aux élections européennes du 9 juin 2024 (87 %) et, enfin, de ceux qui ont voté pour la Majorité présidentielle aux élections législatives de 2024 (85 %).

3. Les plus jeunes sont les plus nombreux à regretter leur vote Macron : 61 % des électeurs de moins de 35 ans qui ont pris part à sa réélection en 2022 le regrettent aujourd'hui. À l'inverse, les 65 ans et plus, sont les plus nombreux (61 %) à ne pas le regretter, mais ils sont également insatisfaits de la présidence Macron (78 %).

4. Une minorité (16 %) des électeurs aurait souhaité qu'Emmanuel Macron puisse être à nouveau candidat s'il en avait eu le droit (83 % ne l'auraient pas souhaité).

5. La proximité perçue des candidats avec les idées d'Emmanuel Macron pèsera sur la réception de leur candidature, avec ses effets positifs ou négatifs, compte tenu de l'impopularité du Président et de la recherche d'un vote sanction dans une grande partie de l'électorat. Gabriel Attal est jugé le plus proche (56 %) des idées d'Emmanuel Macron, devant Édouard Philippe (53 %), Bruno Retailleau (34 %) et Raphaël Glucksmann (23 %).

6. Parmi les candidats déclarés, Marine Le Pen (33 %), Édouard Philippe (31 %), Gabriel Attal (27 %), Bruno Retailleau (22 %) et Jean-Luc Mélenchon (15 %) ont les potentiels électoraux les plus élevés.

7. L'hypothèse d'une candidature de François Hollande en 2027 est vue comme « une mauvaise chose » par 72 % des électeurs. Une majorité (59 %) de ceux qui ont voté pour lui en 2012 estime qu'une nouvelle candidature serait une « mauvaise chose ». Les proches des Écologistes sont aussi hostiles (58 %) à une nouvelle candidature de François Hollande que les électeurs qui se situent « à gauche » (61 %).

8. Les deux candidats qui bénéficient du niveau de certitude de vote le plus élevé sont Marine Le Pen (7 %) et Jean-Luc Mélenchon (6 %).

9. À l'approche de la présidentielle, l'inquiétude et le découragement dominant. L'approche du scrutin ne suscite l'enthousiasme que d'une poignée (3 %) des personnes interrogées. Même la confiance est marginale (8 %). Ce qui domine, c'est **l'inquiétude (52 %) et le découragement (22 %).** Au total, les trois quarts (74 %) des électeurs expriment des émotions négatives à l'approche de l'élection. Censée offrir des opportunités à la population, la présidentielle semble désormais perçue comme une menace.

10. Compte tenu de ce qu'elles savent de « l'évolution globale du monde, en ce qui concerne la croissance économique et l'innovation technologique », 64 % des personnes interrogées en concluent que « la France n'est plus dans la course ».

11. Une majorité (53 %) estime qu'au cours des dernières années, son niveau de vie s'est dégradé.

12. Plus des trois quarts (78 %) des électeurs considèrent que « la manière de vivre en France, ses traditions et ses habitudes de vie sont aujourd'hui menacées ». Ce sentiment est partagé par 83 % des 50 ans et plus, mais les plus jeunes (18-24 ans) ne sont pas beaucoup moins nombreux (70 %).

13. Pour la plupart (88 %) des personnes interrogées le niveau d'endettement de la France pourrait conduire à une crise financière majeure dans les années à venir.

14. Au terme de ses deux mandats, le président Macron n'est pas parvenu à substituer au clivage gauche/droite traditionnel un clivage opposant les partis pro-européens aux partis populistes comme il s'y était engagé en 2017. Au contraire, **le clivage gauche/droite s'est réimposé sous l'effet de la montée en puissance du populisme**, RN à droite et LFI à gauche.

15. Le clivage gauche/droite s'affirme et se radicalise. Tous les partis subissent la pression des populistes du RN et de LFI. À gauche, 36 % des proches du PS et 62 % des proches des Écologistes disent avoir déjà voté pour LFI. À droite, 37 % des proches de LR ont déjà voté pour le RN.

16. On enregistre une tentation autoritaire dans une partie de la droite. La préférence pour « un système politique reposant sur un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections » concerne 23 % de l'ensemble des électeurs, 31 % des proches de LR et 35 % des proches du RN, mais aussi 20 % des proches de Renaissance.

17. Symétriquement, **dans une partie de la gauche, on relève une tentation insurrectionnelle.** Le refus de reconnaître l'élection de la candidate du RN à la présidence de la République est approuvé par 20 % de l'ensemble des électeurs, dont 54 % des proches de LFI, 40 % des personnes qui se situent à gauche, 36 % des proches des Écologistes et 26 % des proches du PS.

18. À gauche, **l'autoritarisme du mélenchonisme est visible** : 19 % des proches de LFI disent préférer « un système politique reposant sur un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections ».

19. Notre enquête montre l'expansion du religieux dans la politique nationale, à ce jour au bénéfice principal de Jean-Luc Mélenchon et de LFI : 72 % des musulmans interrogés disent avoir déjà voté pour LFI, contre 23 % pour l'ensemble des électeurs, 27 % chez les « sans-religion » et 15 % chez les catholiques. **L'hégémonie de Jean-Luc Mélenchon sur l'électorat musulman semble acquise mais, en contrepartie, l'extrême dépendance de LFI à l'égard de cet électorat est établie.**

20. Les catholiques n'atteignent nulle part une surreprésentation comparable à celle des musulmans dans l'électorat de Mélenchon. **Cependant**, les catholiques sont plus nombreux (32 %) que la moyenne (29 %) à considérer Marine Le Pen « plus capable » de trouver des solutions aux problèmes du pays ; ils sont aussi plus nombreux (36 %) que la moyenne (33 %) à être « sûrs » de voter ou à dire qu'ils voteront « peut-être » pour Marine Le Pen ; ils sont enfin plus nombreux (30 %) à pouvoir voter pour Bruno Retailleau que dans l'ensemble de l'échantillon (22 %).

21. De quoi devrait parler la campagne présidentielle ? Les enjeux jugés prioritaires dans la campagne présidentielle sont le pouvoir d'achat (45 %), l'état de la Justice, l'insécurité et la criminalité (35 %), la santé, l'accès aux soins (32 %), l'immigration et l'intégration (30 %), le déficit public et la dette (27 %).

22. Pour ceux qui pensent que « la France n'est plus dans la course », le choix des priorités à discuter pour rattraper le retard du pays traduit un état d'esprit qui demeure volontaire : « réindustrialiser les territoires » (43 %), « baisser les impôts et réduire les normes qui pèsent sur nos entreprises » (43 %), « retrouver une agriculture compétitive et exportatrice » (35 %).

23. Pour ceux qui estiment que « la France est toujours dans la course », les trois enjeux jugés prioritaires pour que la France « maintienne sa prospérité, sa puissance et son influence » sont les mêmes ; **ils témoignent du même volontarisme, plus présent dans la population que dans l'image qu'en donne sa représentation politique et médiatique** : « réindustrialiser les territoires » (40 %), « baisser les impôts et réduire les normes qui pèsent sur nos entreprises » (35 %) et « retrouver une agriculture compétitive et exportatrice » (31 %).

24. Les Français soutiennent toujours très largement l'appartenance de leur pays à l'Union européenne (75 %). Le soutien est quasi unanime chez les proches de Renaissance (93 %), du PS (90 %), des Écologistes (88 %), des LR (86 %) et de LFI (82 %). Il demeure majoritaire chez les proches du RN (58 %). La monnaie européenne, **l'euro, bénéficie d'un soutien plus marqué encore (81 % des personnes interrogées).**

25. Les Français estiment ne pas avoir un problème d'institutions mais de classe politique. 64 % des personnes interrogées répondent « Globalement, nous avons un bon système politique, mais nous avons une classe politique qui n'est pas capable de gouverner et de trouver des solutions à nos problèmes » ; 24 % estiment que « notre classe politique est capable de gouverner et de trouver des solutions à nos problèmes, mais notre système politique n'est plus adapté ». Enfin, 11 % voient l'origine du problème dans le fait que « ce sont les Français qui n'acceptent pas les réformes ».

26. La mise en cause de la classe politique est majoritaire quelle que soit la proximité partisane : on le voit pour les proches de Reconquête (78 %), des LR (69 %), de LFI (62 %), du RN (62 %), du PS (60 %), des Écologistes (58 %), de Renaissance (53 %). La mise en cause d'une « classe politique qui n'est pas capable de gouverner et de trouver des solutions à nos problèmes » est également plus répandue chez les électeurs sans proximité partisane (67 %) que dans l'ensemble de l'électorat (64 %).

27. L'idée d'un « candidat qui ne viendrait pas d'un parti, qui ne serait pas issu du monde politique » est l'un des signes du discrédit qui affecte nos élus et nos gouvernants. La figure d'un candidat issu de la société civile est à interpréter comme une manifestation de l'antipolitique. Elle suscite l'approbation de 63 % des électeurs. Ce candidat devrait venir du monde de l'entreprise pour 59 % des électeurs interrogés, ou du monde de la science et de l'université (35 %).

28. Défini dans notre enquête par le fait d'« appeler les électeurs à empêcher l'élection d'un candidat du Rassemblement national ou de La France insoumise, en votant pour son adversaire, même lorsqu'on ne partage pas ses idées », le « **barrage républicain** » est majoritairement refusé par l'opinion publique (58 %).

29. L'acceptation ou le refus du « barrage républicain » obéit à une logique politique : 62 % des électeurs qui se positionnent à gauche y sont favorables, tandis que 65 % des électeurs qui se positionnent à droite y sont hostiles.

30. À gauche, les proches des Écologistes sont les plus favorables (79 %) au « barrage républicain », devant les proches du PS (71 %). Chez les proches du parti de Jean-Luc Mélenchon, le soutien est moins marqué (52 %). **Les électeurs de LFI semblent pressentir que l'appel à cette discipline électorale ne leur sera plus systématiquement favorable.**

31. À droite, le « barrage républicain » est largement rejeté, que ce soit par les proches du RN (82 %), par les électeurs qui ont voté Marine Le Pen lors du second tour de la présidentielle de 2022 (84 %), ou que ce soit par les proches des LR (60 %).

32. Dans l'opinion publique, il n'y a pas d'équivalence de danger entre les deux candidats populistes. La capacité à trouver des solutions à nos problèmes est jugée supérieure à celle des autres femmes et hommes politiques pour 29 % des personnes interrogées en ce qui concerne Marine Le Pen, et pour 13 % dans le cas de Jean-Luc Mélenchon. Le potentiel électoral de la candidate du RN (33 %) est très supérieur à celui de LFI (15 %). Enfin, si 51 % des électeurs excluent de voter pour Marine Le Pen, ils sont 71 % à exclure un vote pour Jean-Luc Mélenchon. Le candidat de LFI est nettement plus rejeté que Marine Le Pen.

33. Inquiets et découragés, les électeurs souhaitent renouer en 2027 avec l'ordre institutionnel et politique. Ils pourraient ne pas y parvenir. Mécontents, décidés à sanctionner les partis de gouvernement, ils pourraient élire à la présidence une candidature protestataire, ce qui les pousserait à utiliser les élections législatives pour lui opposer un contre-pouvoir. **Les Français pourraient donc ainsi attribuer à la personne élue le pouvoir présidentiel le 2 mai 2027 et lui retirer aussitôt toute capacité à gouverner, prolongeant, alors qu'ils cherchent à en sortir, le grave dérèglement engendré par la dissolution du 9 juin 2024. Tel est le tourment français.**

34. Dans les faits, la poussée des votes populistes est incontestable. Les données issues des enquêtes d'opinion Fondapol font écho aux résultats du premier tour des trois élections présidentielles précédentes. **Le total des votes en faveur des candidats populistes, de droite et de gauche, représentait 32,8 % des suffrages exprimés en 2012, 48,4 % en 2017 et 58 % en 2022.**

Introduction

Le président Emmanuel Macron achève son second mandat dans un climat mêlant inquiétude, désarroi, déception, découragement et rejet. C'est à son successeur qu'il appartiendra de dissiper cette atmosphère dépressive et de rendre au pays sa vitalité. Mais les Français doutent désormais que l'élection présidentielle soit en mesure de produire une solution à leurs problèmes. Ils en viennent à se demander si ce scrutin n'est pas l'une des grandes causes de leurs difficultés. Peut-être commencent-ils à douter de la démocratie, voire de la politique.

En effet, aujourd'hui, à l'été 2026, les Français ne manquent pas de raisons de se demander ce que l'on peut attendre d'une élection. Entre le premier tour de la dernière élection présidentielle, le 10 avril 2022, et le second tour des élections législatives consécutives à la dissolution, le 7 juillet 2024, les électeurs se sont rendus sept fois aux urnes sans jamais parvenir à faire émerger une solution politique, sans parvenir à fonder un contrat de gouvernement, c'est-à-dire un programme que présentent des candidats et qu'approuve leur élection.

Déjà, la réélection d'Emmanuel Macron en 2022, comme son élection en 2017, devait beaucoup, sinon tout, à la contrainte d'un choix impossible. Or, par l'effet de sa répétition, l'absence de choix finit par altérer la légitimité du mécanisme de l'élection alors qu'il est au cœur du régime démocratique. L'élection présidentielle ne peut pas devenir un scrutin par lequel les électeurs sont soumis à l'obligation implicite de choisir un candidat. En 2017, le second tour résultait d'un tel vote, même si l'élection d'Emmanuel Macron reposait aussi sur le soutien enthousiaste d'électeurs convaincus par le candidat et par son projet.

En 2022, les électeurs reçoivent le même type d'injonction. Elle est plus pénible parce que c'est l'exacte répétition de ce qu'ils ont vécu cinq ans plus tôt. La répétition démontre un échec majeur du Président. Mais elle est plus pénible aussi parce que cette fois, elle fait obligation aux électeurs de reconduire le Président sortant, comme ce fut le cas pour Jacques Chirac en 2002. Or, il est essentiel qu'un président dont la réélection résulte de conditions aussi contraignantes pour les électeurs, n'agisse pas comme s'il voyait dans sa reconduction la manifestation d'une approbation ou l'expression d'une satisfaction. C'est ce que les Français ont voulu signifier par leur vote lors des élections législatives qui ont suivi en juin 2022, donnant un résultat défavorable au Président. Les Français n'ont pas voulu lui donner une majorité stable à l'Assemblée nationale. Ce n'est pas sans raison qu'ils ne lui ont accordé qu'une majorité relative. La campagne tardive du Président réélu pouvait être perçue comme une assurance particulièrement malvenue. On n'a pas souligné que lors de la présidentielle de 2022, les électeurs n'ont pas eu la possibilité de dire ce qu'ils pensaient du quinquennat d'Emmanuel Macron, tout comme les électeurs de François Hollande en 2017, puisque le Président socialiste avait finalement décidé de ne pas se représenter.

Décider de ne pas se représenter, dans le cas de François Hollande, ou, dans le cas d'Emmanuel Macron, être réélu dans un cadre de contraintes ne permettant pas aux électeurs de choisir véritablement, sont deux formes d'évitement du jugement populaire. Dans le cas de François Hollande, l'évitement a été choisi par le président sortant ;

pour Emmanuel Macron, l'évitement d'une sanction a résulté des possibilités très limitées de ne pas voter pour lui. Deux situations qui ont produit des causes supplémentaires de frustration et d'exaspération du corps électoral. D'autant plus que, dans le cas d'Emmanuel Macron, la limitation constitutionnelle à deux mandats successifs vient priver à nouveau les électeurs de la possibilité d'exprimer un jugement électoral au terme d'un mandat présidentiel. Après 2017 et 2022, 2027 sera le troisième cas consécutif où la présidentielle ne permet plus aux Français d'exprimer électoralement leur pouvoir d'inventaire.

C'est ainsi que, d'abord, faute d'avoir pris en considération les conditions très particulières de sa réélection, le Président a été dépossédé de la majorité absolue aux législatives de 2022. Qu'ensuite, pour avoir gouverné comme si les élections lui avaient été entièrement favorables, voire comme si elles n'avaient pas eu lieu, la liste macroniste a subi un net revers lors des élections européennes de 2024. Les électeurs ont donné la victoire à la liste du RN, conduite par Jordan Bardella, deux ans après la présidentielle qui avait

vu Marine Le Pen battue par Emmanuel Macron. La dissolution décidée le jour de la sanction des élections européennes n'avait aucune chance de restaurer la majorité présidentielle. Au contraire, elle ne pouvait avoir d'autre effet que de confirmer la volonté, devenue plus ferme, des électeurs de faire du RN un parti plus puissant encore. Improvisé, aventureux, énigmatique, le dernier recours aux urnes de la présidence Macron privera le pays de toute majorité et de toute possibilité de rétablissement avant les législatives de juin 2027.

Les trois dernières années du second quinquennat du président Macron achèvent de nourrir le grand désarroi politique des Français. La marche débridée d'un monde que nous semblons ne plus pouvoir suivre, les défis que le pays doit relever pour lui-même, et qui sont plus ardues chaque année, contraste dramatiquement avec le spectacle d'une classe politique jugée incapable de gouverner mais qui se lance dans une douzième élection présidentielle, sans doute la plus périlleuse de toutes pour le pays.

Nota Bene

Le questionnaire de l'enquête Fondapol menée avec OpinionWay a été administré entre le 1^{er} et le 8 juin 2026. L'incertitude pesant sur la candidature de Marine Le Pen à l'élection présidentielle de 2027 ne pouvait être levée avant le 7 juillet. Cette situation inédite nous a conduits à soumettre un questionnaire dans lequel figuraient les noms de Jordan Bardella et de Marine Le Pen. Incidemment, cette précaution nous a offert l'occasion d'observer des différences dans les réponses à une même question selon que la candidature du Rassemblement national à l'élection présidentielle était portée par Marine Le Pen ou par Jordan Bardella. Même si tel n'est pas l'objet de ce travail, nous avons conservé, pour l'information du lecteur, certaines de ces données, que l'on trouvera dans les pages qui suivent.

I. QUE PEUT ÊTRE L'APRÈS MACRON ?

1. FIN DU MACRONISME SOUS MACRON

Emmanuel Macron est arrivé au pouvoir dans une France déjà confrontée à une crise profonde. C'est d'ailleurs en raison d'un déclin identifié depuis le début des années 1980 qu'il a pu être candidat puis être élu. Emmanuel Macron est le bénéficiaire d'un « dédagisme soft » par lequel les électeurs ont sanctionné des partis de gouvernement de la gauche, du centre et de la droite, sans avoir à prendre le risque d'une rupture populiste. Mais après dix ans de macronisme, vers qui faut-il aller ? Ce ne peut être un retour pur et simple aux partis de la gauche, du centre et de la droite, tous écartés d'un même geste en 2017. Dans l'esprit des Français, ces partis ont souvent gouverné et profondément déçu. De plus, ils n'ont pas vraiment disparu depuis 2017, ils se sont déplacés, ils ont changé de nom mais ils ont été, d'une manière ou d'une autre et à des degrés divers, impliqués dans un macronisme qui avait besoin d'eux, de leurs cadres et de leurs élus puisqu'il démarrait sans troupes.

Un des effets délétères de la décennie macroniste est d'avoir gommé les lignes de partage entre la gauche, le centre et la droite, ainsi qu'entre majorité et opposition. Il en résulte qu'aujourd'hui, pour toute alternative au macronisme, les Français peuvent avoir le sentiment de n'avoir que la possibilité d'élire l'un de ses héritiers plus ou moins directs, plus ou moins assumés ou de choisir la révocation populiste.

Élire un de ses héritiers implique de reconduire en partie le macronisme, pour le moins de renoncer à le sanctionner. Peut-on imaginer un héritier du macronisme pour succéder à Emmanuel Macron sans prendre le risque de lui faire endosser le procès du macronisme ? Le jugement que portent les Français sur leur classe politique est si dégradé que ce risque est élevé pour tout candidat issu des partis de gouvernement, quel qu'ait pu être leur degré de proximité avec le macronisme. Est-il possible d'échapper à l'élection d'un candidat populiste ? Faut-il, une fois encore, se préparer à dresser un « barrage républicain », voire deux ? C'est peut-être aussi pour dire leur désir d'échapper à la réitération de cet appel pathétique que les Français rêvent d'un entrepreneur pour président.

1. La dissolution du 9 juin 2024 et la rupture avec le macronisme

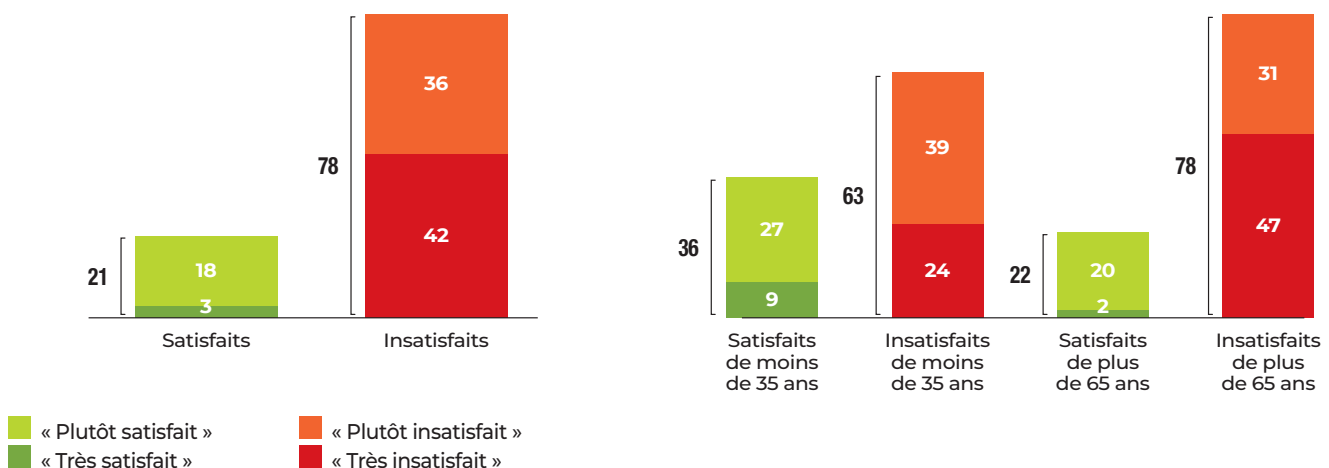
Au terme des deux mandats du président sortant, son action est sévèrement jugée¹. Ce n'est pas uniquement la majorité de l'insatisfaction (78%) qu'il faut relever ici, c'est aussi le haut niveau de ceux qui se disent « très insatisfaits » (42%).

La satisfaction des Français à l'égard de la présidence d'Emmanuel Macron (en %)

Question : « Dans quelle mesure êtes-vous satisfait ou insatisfait d'Emmanuel Macron comme président de la République ? »

Réponses : « Très satisfait » ; « Plutôt satisfait » ; « Plutôt insatisfait » ; « Très insatisfait »

Base : Ensemble de l'échantillon



© Fondapol – juin 2026

1. Question : « Dans quelle mesure êtes-vous satisfait ou insatisfait de l'action d'Emmanuel Macron comme président de la République ? »

La dissolution jugée par les électeurs (en %)

Question : « Depuis la dissolution de l'Assemblée nationale décidée par Emmanuel Macron, le 9 juin 2024, et les élections législatives qui ont suivi, il n'y a plus de majorité à l'Assemblée nationale. Diriez-vous que c'est pour notre pays : »

Réponses : Une mauvaise chose (« Une très mauvaise chose » ; « Une mauvaise chose ») ; Une bonne chose (« Une très bonne chose » ; « Une bonne chose »)

Base : Ensemble de l'échantillon

		Une mauvaise chose (« Une très mauvaise chose » ; « Une mauvaise chose »)	Une bonne chose (« Une très bonne chose » ; « Une bonne chose »)
Ensemble de l'échantillon		72	26
Âge	Moins de 35 ans	53	44
	35-49 ans	66	32
	50-64 ans	75	23
	65 ans et plus	84	16
Catégories socio-professionnelles	Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	66	34
	Cadres et professions intellectuelles supérieures	76	24
	Professions intermédiaires	72	28
	Employés	63	32
	Ouvriers	57	39
Proximité partisane	LFI	57	42
	PS	78	22
	Les Écologistes	73	26
	Renaissance	78	21
	LR	81	17
	RN	64	35
	Sans préférence partisane	72	25
Autopositionnement politique	Gauche	73	27
	Centre	76	22
	Droite	73	26
Décisions électorales	Électeurs d'Emmanuel Macron (1 ^{er} tour présidentielle 2022)	80	19
	Électeurs d'Emmanuel Macron (2 ^d tour présidentielle 2022)	77	22
	Électeurs de la Majorité présidentielle (élections européennes 2024)	87	12
	Électeurs de la Majorité présidentielle (élections législatives 2024)	85	13

© Fondapol – juin 2026

L'opinion publique et la présidence Macron (en %)

Question : « Dans quelle mesure êtes-vous satisfait ou insatisfait d'Emmanuel Macron comme président de la République ? »

Réponses : Satisfaits (« Très satisfait » ; « Plutôt satisfait ») ; Insatisfaits (« Plutôt insatisfait » ; « Très insatisfait »)

Base : Ensemble de l'échantillon

		Satisfaits	Insatisfaits
Ensemble de l'échantillon		21	78
Sexe	Homme	25	74
	Femme	19	80
Âge	18-24 ans	37	61
	25-34 ans	36	64
	35-49 ans	19	79
	50-64 ans	14	85
	65 ans et plus	22	78
	Sans diplôme/BEPC/CAP/BEP	18	82
Niveau de diplôme	Bac/Bac + 2	20	79
	Supérieur à Bac + 2	27	72
	Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	19	81
Catégories socio-professionnelles	Cadres, professions intellectuelles supérieures	31	68
	Professions intermédiaires	21	78
	Employés	20	79
	Ouvriers	14	86
	Travaille à son compte	20	80
Statut	Salarié du public et du privé	21	78
	Chômeur	15	84
	Lycéen, étudiant	41	58
	Retraité	21	79
	Homme ou femme au foyer	19	78
	Moins de 1 000 euros par mois	27	73
Revenu mensuel du foyer	1 000 - 1 999 euros par mois	22	78
	2 000 - 3 499 euros par mois	19	80
	3 500 euros par mois	23	76
	LFI	16	84
Proximité partisane	PS	28	72
	Les Écologistes	11	88
	Renaissance	65	30
	LR	22	78
	Reconquête	11	89
	RN	14	86
	Sans préférence partisane	20	79
	Vote pour Emmanuel Macron à la présidentielle de 2022	42	57
Vote au 2^d tour de la présidentielle de 2012	1 ^{er} tour	36	63
	Nicolas Sarkozy	18	81
	François Hollande	25	75
Pratique religieuse	Catholiques	21	78
	Musulmans	27	73
	Sans religion	20	80

© Fondapol – juin 2026

Grille de lecture : dans l'ensemble de l'échantillon, 21% des personnes interrogées disent être « satisfaites d'Emmanuel Macron comme président de la République » ; 78% ne sont pas satisfaites.

Si bon nombre d'électeurs peuvent admettre l'extrême difficulté de gouverner, voire les échecs, la plupart n'acceptent pas les décisions aventureuses aux conséquences catastrophiques pour le pays tout entier. La dissolution du 9 juin 2024 est la faute majeure d'Emmanuel Macron. En 1997, Jacques Chirac avait également échoué à tenter de réassurer ainsi sa majorité, mais pour le moins, son échec

permettait aux pouvoirs publics de fonctionner, grâce à une opposition constituée, capable de prendre les rênes d'un nouveau gouvernement et de conduire une politique. En 2024, le résultat est bien différent. L'Assemblée nationale élue est inédite, informelle et chaotique. Elle est sans majorité ni opposition et elle reste incapable d'en produire.

Aussi, en 2026, pour les trois quarts (72 %) des personnes interrogées, la dissolution est une « mauvaise chose » (26 % y voient « une bonne chose »). Une opinion massivement partagée implique logiquement qu'elle est majoritaire dans la plupart des catégories sociales, professionnelles et politiques. Mais le détail met en évidence les dégâts considérables produits par cette décision parmi les soutiens à Emmanuel Macron.

C'est le cœur du macronisme qui est touché. L'opinion que la dissolution a été une mauvaise chose est d'autant plus répandue que les électeurs sont plus âgés. Par rapport à la moyenne de l'ensemble (72 %), on le note dès les 35 ans et plus (75 %), puis les 50 ans et plus (80 %) et les 65 ans et plus (84 %). La dissolution a été relativement moins désavouée chez les proches de LFI et chez les proches du RN. Inversement, la désapprobation à l'égard de la dissolution remonte en flèche chez les proches du PS (78 %) et de Renaissance (78 %) et des LR (81 %).

La dissolution est désapprouvée par 80 % des électeurs qui ont voté pour Emmanuel Macron lors du premier tour à la présidentielle de 2022 et par 77 % de ses électeurs de second tour ou encore 87 % de ceux qui avaient voté pour la liste Renaissance lors des élections européennes du 9 juin 2024 ou encore 85 % de ceux qui avaient voté pour sa coalition de la Majorité présidentielle aux élections législatives de 2024. Enfin, le désaveu domine chez les personnes de gauche (73 %), de droite (73 %), chez celles qui ne déclarent aucune préférence partisane (72 %) et qui représentent plus de 40 % de l'échantillon.

2. À l'été 2026, 41 % de ses électeurs regrettent d'avoir voté Macron

41 % des électeurs qui disent avoir voté pour Emmanuel Macron lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2022 disent aujourd'hui le regretter. Une majorité (57 %) ne le regrette pas. Ce sont les plus jeunes qui regrettent le plus leur vote Macron. Hormis ceux qui n'ont pas voté alors, en raison de leur âge, 61 % des électeurs de moins de 35 ans qui ont voté pour la réélection du Président en 2022 le regrettent aujourd'hui (39 % ne le regrettent pas). À l'inverse, c'est chez les plus âgés, les 65 ans et plus, que la proportion de ceux qui ne le regrettent pas (61 %) est la plus élevée (contre 35 %, qui disent le regretter).

Mais dire ne pas regretter son vote pour Emmanuel Macron en 2022 ne signifie pas nécessairement que l'on porte un jugement positif sur sa présidence. En effet, les 50 ans et plus qui ont voté largement pour Emmanuel Macron en son temps sont les plus nombreux (62 %) à ne pas regretter ce choix. Or, ce sont aussi les plus nombreux (82 %) à se dire insatisfaits d'Emmanuel Macron comme président de la République ; c'est même la moitié d'entre eux (48 %) qui répondent être « très insatisfaits », tandis que 80 % considèrent la dissolution comme une « mauvaise chose ». L'électorat macroniste a été brisé le 9 juin 2024.

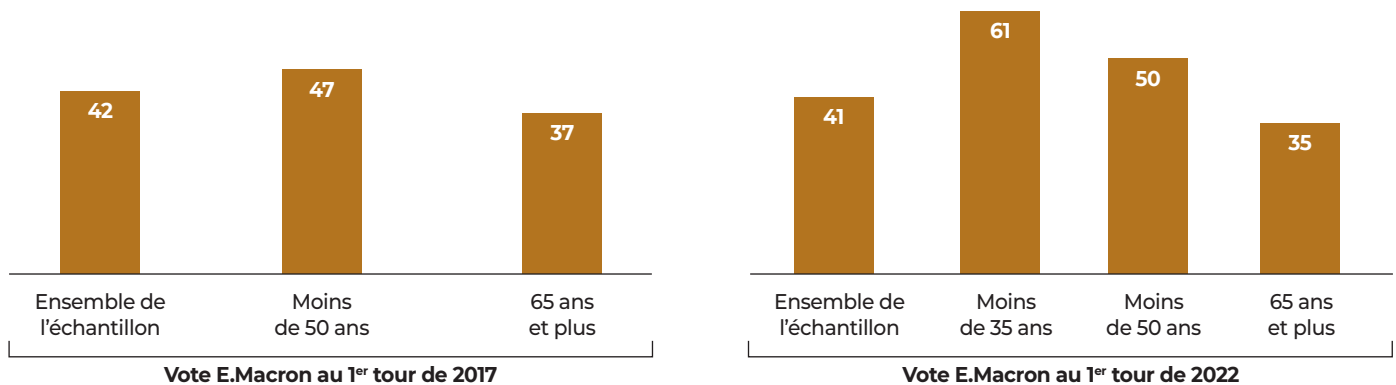
Il reste que si les chiffres du regret ne coïncident pas en tous points avec le haut niveau d'insatisfaction relevé, c'est sans doute, au moins en partie, parce qu'à l'origine de chacune des présidentielles de 2017 et 2022, le vote Macron permettait d'éviter l'élection de Marine Le Pen. On peut imaginer que ces électeurs continuent de penser rétrospectivement qu'Emmanuel Macron était le meilleur des candidats, en 2017 comme en 2022. Si nous retenons cette dernière interprétation, elle éclairerait l'état d'esprit national. Les Français souffrent d'un manque de candidats jugés capables de les préserver d'un président antisystème, que ce soit Marine Le Pen ou Jean-Luc Mélenchon.

Le regret d'avoir voté pour Emmanuel Macron selon l'âge (en %)

Question : « Aujourd'hui, avec le recul, regrettez-vous d'avoir voté pour Emmanuel Macron au 1^{er} tour de la présidentielle ? de 2017 ; de 2022 »

Réponses : « Oui, tout à fait » ; « Oui, plutôt »

Base : Électorat d'Emmanuel Macron au 1^{er} tour des élections présidentielles de 2017 et de 2022



© Fondapol – juin 2026

3. Le double échec du macronisme : le clivage gauche/droite renaît, les populistes sont renforcés

La formule politique du macronisme repose sur deux dimensions articulées entre elles par la centralité de la référence européenne : en premier lieu, il y a l'idée de dépasser le clivage gauche/droite par une synthèse, le « en même temps » ; en deuxième lieu, le « en même temps » permet de réunir des personnalités et des partis, de gauche et de droite, pour les associer dans une entreprise politique commune caractérisée par leur disponibilité pour une évolution de nature fédérale de l'Union européenne. En troisième lieu, cette coalition devait substituer au clivage gauche/droite traditionnel un clivage opposant, d'un côté, les partis pro-européens de droite et de gauche et de l'autre, les partis populistes euro-critiques de droite et de gauche.

Sur le fond, les électeurs n'ont pas suffisamment identifié le dépassement du clivage gauche/droite. Près de la moitié des Français estime que le président de la République a mené une politique de droite (46 %) ; à l'inverse, une minorité (15 %) y a reconnu une politique de gauche. Un tiers (38 %) estime qu'il s'agit d'une politique « ni de droite ni de gauche ». Si bien qu'au total, c'est une majorité d'électeurs (61 %) qui situe Emmanuel Macron, à droite ou à gauche, c'est-à-dire sur cet échiquier politique traditionnel dont voulait s'émanciper le président sortant.

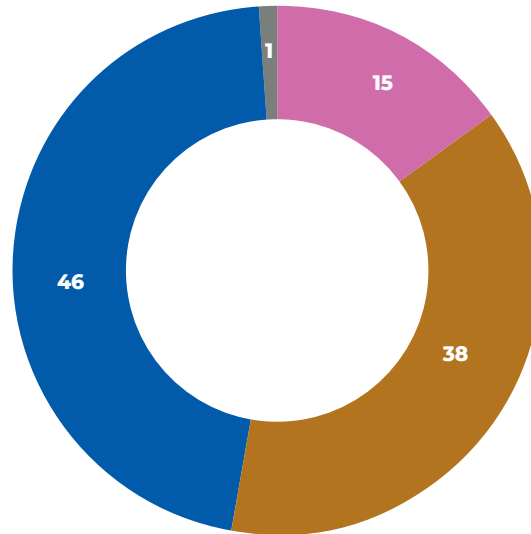
S'agissant de l'opération visant à substituer au clivage gauche/droite historique un clivage partis modérés pro-européens/partis populistes euro-critiques, ce ne sont pas les données d'opinion mais les résultats électoraux qui parlent ; on ne peut que constater le renforcement des partis populistes, à droite, avec le RN, à gauche, avec LFI. On le voit dès l'élection présidentielle de 2022, au premier tour, de façon spectaculaire et totalement inédite dans notre histoire électorale ; on le voit aussi, bien sûr, au second tour. On le voit pareillement lors des élections législatives de 2022 et plus encore en 2024, lors des élections européennes et lors des élections législatives.

Le jugement sur le positionnement politique d'Emmanuel Macron (en%)

Question : « En pensant à sa manière de gouverner depuis qu'il est Président, diriez-vous qu'Emmanuel Macron est... »

Réponses : « Plus de gauche que de droite » ; « Ni de gauche ni de droite » ; « Plus de droite que de gauche »

Base : Ensemble de l'échantillon



■ « Plus de gauche que de droite » ■ « Ni de gauche ni de droite » ■ « Plus de droite que de gauche » ■ « Pas de réponse »

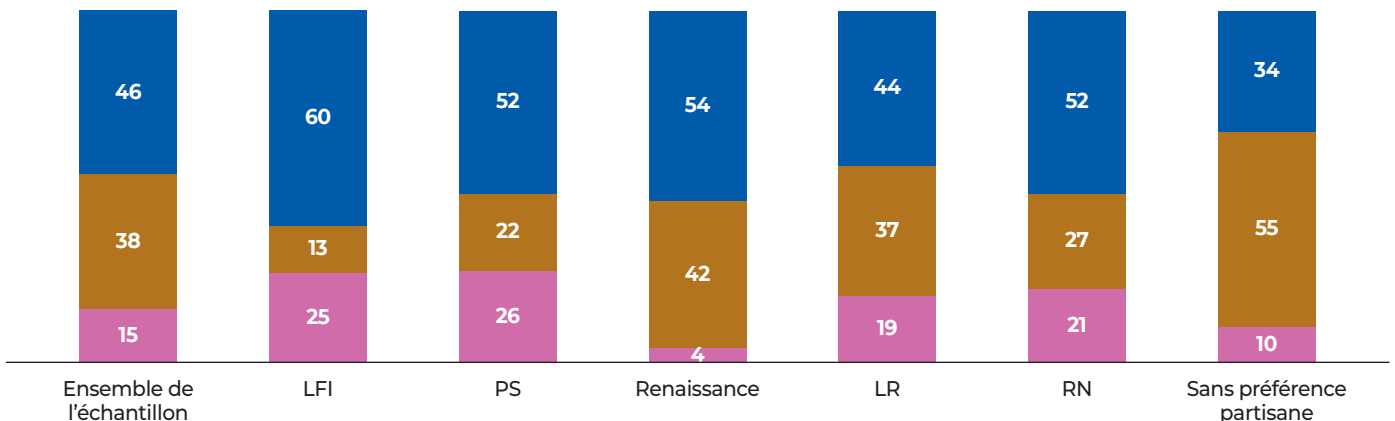
© Fondapol – juin 2026

Emmanuel Macron a-t-il été un président de gauche, de droite ou ni l'un ni l'autre ? (en%)

Question : « En pensant à sa manière de gouverner depuis qu'il est Président, diriez-vous qu'Emmanuel Macron est... »

Réponses : « Plus de gauche que de droite » ; « Ni de droite ni de gauche » ; « Plus de droite que de gauche »

Base : Ensemble de l'échantillon



■ « Plus de gauche que de droite » ■ « Ni de droite ni de gauche » ■ « Plus de droite que de gauche »

© Fondapol – juin 2026

Grille de lecture : Parmi les proches de Renaissance, 42% pensent qu'Emmanuel Macron n'est ni de droite ni de gauche.

Pour préciser le jugement des électeurs sur la présidence d'Emmanuel Macron et sa popularité, nous avons utilisé l'impossibilité constitutionnelle du troisième mandat successif en posant la question de la manière suivante : « Il n'est pas permis au président

de la République de faire plus de deux mandats à la suite. Emmanuel Macron termine son second mandat, il ne peut donc pas être à nouveau candidat en 2027. Vous, personnellement, auriez-vous souhaité qu'il puisse se représenter une troisième fois en 2027 ? ».

Moins d'un cinquième (16%) des personnes interrogées répondent qu'elles auraient souhaité qu'Emmanuel Macron puisse se présenter pour un troisième mandat successif, contre 83% qui ne l'auraient pas souhaité ;

près des deux tiers (62%) des personnes interrogées disent même qu'elles ne l'auraient « pas souhaité du tout ».

Auriez-vous souhaité qu'Emmanuel Macron puisse se présenter une troisième fois, en 2027 ? (en %)

Question : « Il n'est pas permis au président de la République de faire plus de deux mandats à la suite. Emmanuel Macron termine son second mandat, il ne peut donc pas être à nouveau candidat en 2027. Vous, personnellement, auriez-vous souhaité qu'il puisse se représenter une troisième fois en 2027 ? »

Réponses : « Oui, tout à fait » ; « Oui, plutôt » ; « Non, plutôt pas » ; « Non, pas du tout »

Base : Ensemble de l'échantillon

	Ensemble de l'échantillon	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus
« Oui »	16	29	33	17	9	10
« Oui, tout à fait »	4	7	7	5	2	3
« Oui, plutôt »	12	22	26	12	7	7
« Non »	83	70	66	83	90	90
« Non, plutôt pas »	21	34	18	22	18	23
« Non, pas du tout »	62	36	48	61	72	67

© Fondapol – juin 2026

2. UNE CLASSE POLITIQUE JUGÉE INCAPABLE DE GOUVERNER

Dans une étude antérieure de Fondapol², nous relevions l'érosion dans l'opinion de ce que nous appelions le privilège de compétence reconnu aux partis de gouvernement ; c'est cette idée que, comparativement aux partis populistes, les partis modérés étaient plus capables de prendre en charge les affaires de l'État. Ce privilège de compétence traduit une distinction entre les différents responsables politiques et l'orientation idéologique de leur parti, mais aussi une hiérarchisation selon laquelle les partis et les dirigeants politiques sont plus ou moins aptes à gouverner. La hiérarchie est établie spontanément par les personnes que nous avons interrogées ici. On peut imaginer que les représentations collectives de cette aptitude reposent sur une pluralité d'éléments plus ou moins objectifs, parmi lesquels la notoriété, le profil, les titres, l'affiliation politique, le type de discours tenu, le style, l'expérience gouvernementale, etc.

1. Les partis de gouvernement ont perdu leur réputation de compétence

La réputation de compétence reconnue aux partis de gouvernement s'érode depuis longtemps. Le processus résulte de l'évolution sans cesse plus préoccupante du pays et de l'incapacité des gouvernants à l'inverser. Cette incapacité a été rendue plus visible par les alternances politiques qui se sont multipliées à partir des années 1980. L'effet mécanique a été de réduire le handicap des populistes, lesquels ont été longtemps l'archétype des partis incompetents et dangereux, inaptes aux responsabilités. Ainsi, nous avons antérieurement mesuré, en juin 2021, que ce phénomène était particulièrement favorable à Marine Le Pen : 21% des personnes interrogées la considéraient alors « plus à

2. 2022, *le risque populiste en France, vague 4*, Fondapol, juin 2021 [en ligne].

même de répondre aux préoccupations des Français » que « les autres femmes et hommes politiques »³. La proportion de personnes interrogées lui prêtant cette compétence était devenue identique à celle qui répondait en faveur du président de la République, Emmanuel Macron (20%). Nous remarquons alors que ce n'était pas l'idée d'une compétence des partis populistes qui avait progressé dans l'opinion, mais différemment, le recul de la compétence imputée aux partis de gouvernement au point de les placer finalement au niveau des partis populistes, en l'espèce le RN.

En juin 2026, le retournement semble accompli. Les électeurs jugent Marine Le Pen (29 %) et Jordan Bardella (30 %) « plus capables » de gouverner que les représentants des partis de gouvernement,

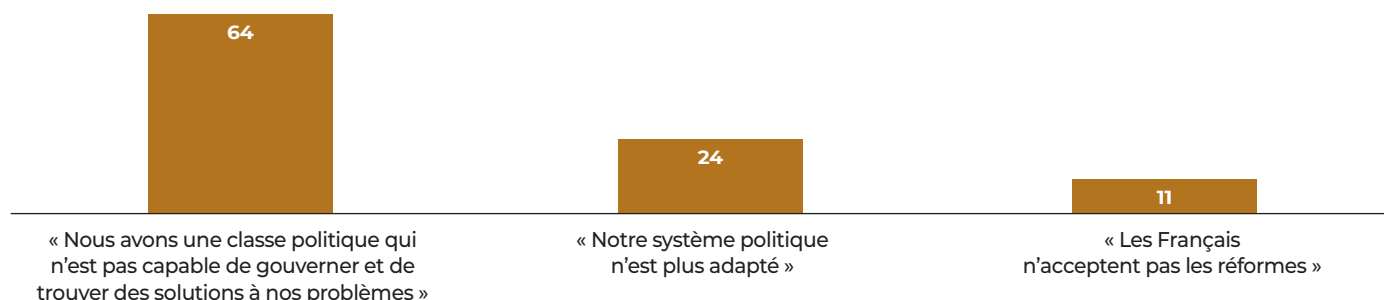
devant Édouard Philippe (25 %), Gabriel Attal (20 %) et Bruno Retailleau (20 %). Ils ont tous trois exercé des fonctions gouvernementales. Il en va de même pour François Hollande. Seules 15 % des personnes interrogées jugent l'ancien président de la République plus capable de gouverner que les autres femmes et hommes politiques. Enfin, il faut noter qu'avec 13 %, Jean-Luc Mélenchon ne bénéficie pas de cette reconnaissance. Elle tend à devenir plus favorable aux partis populistes en général qu'aux partis de gouvernement. Enfin, il faut noter qu'avec 13 %, Jean-Luc Mélenchon ne bénéficie pas de cette reconnaissance qui tend à devenir moins favorable aux partis de gouvernement qu'aux partis populistes en général, et de droite en particulier.

Globalement, nous avons un bon système politique mais nous avons une classe politique qui n'est pas capable de gouverner (en %)

Question : « De laquelle de ces trois opinions vous sentez-vous le plus proche ? »

Réponses : « Globalement, nous avons un bon système politique, mais nous avons une classe politique qui n'est pas capable de gouverner et de trouver des solutions à nos problèmes » ; « Globalement, notre classe politique est capable de gouverner et de trouver des solutions à nos problèmes, mais notre système politique n'est plus adapté » ; « Globalement, nous avons un bon système politique et une classe politique capable de gouverner et de trouver des solutions à nos problèmes, mais ce sont les Français qui n'acceptent pas les réformes »

Base : Ensemble de l'échantillon



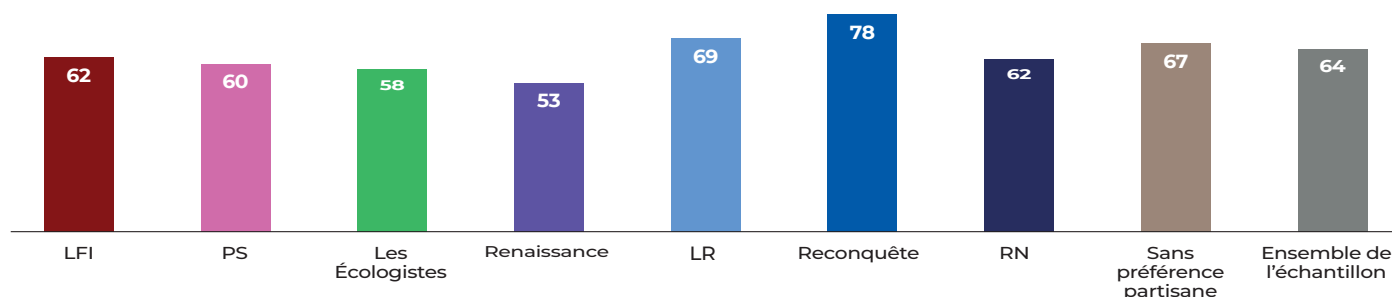
© Fondapol – juin 2026

La classe politique est mise en cause quelle que soit la proximité partisane des personnes interrogées (en %)

Question : « De laquelle de ces trois opinions vous sentez-vous le plus proche ? »

Réponse : « Globalement, nous avons un bon système politique, mais nous avons une classe politique qui n'est pas capable de gouverner et de trouver des solutions à nos problèmes »

Base : Ensemble de l'échantillon



© Fondapol – juin 2026

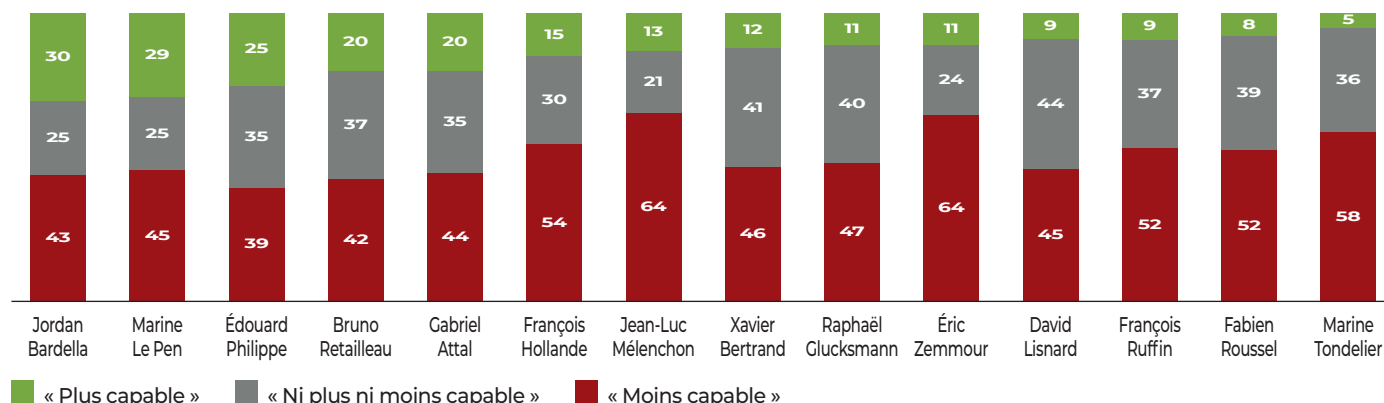
3. 2022, *le risque populiste en France*, op. cit. [en ligne].

La classe politique est-elle encore en mesure de résoudre les problèmes du pays ? (en %)

Question : « Pour chacune des personnalités politiques suivantes, par rapport aux autres femmes et hommes politiques, dites si vous pensez qu'elle est plus capable, moins capable, ou ni plus, ni moins capable de résoudre les problèmes du pays ? »

Réponses : « Moins capable » ; « Ni plus ni moins capable » ; « Plus capable »

Base : Ensemble de l'échantillon



© Fondapol – juin 2026

2. Le discrédit des gouvernants s'exprime dans l'évaluation de leurs performances

L'enquête révèle un jugement public d'une grande sévérité pour le bilan des gouvernants. Une majorité (53%) estime qu'au cours des dernières années, son niveau de vie s'est dégradé, tandis que seule une petite minorité (6%) témoigne d'une amélioration (contre 39% pour lesquels il est resté stable). Plus des trois quarts des électeurs considèrent que la manière de vivre en France, ses traditions et ses habitudes de

vie sont aujourd'hui menacées ; à l'inverse, seuls 21% pensent que ce patrimoine immatériel est préservé. Près des deux tiers (64%), compte tenu de ce qu'ils savent de « l'évolution globale du monde, en ce qui concerne la croissance économique et l'innovation technologique », en concluent que « la France n'est plus dans la course ». Enfin, une majorité plus large encore (88%) estime que le niveau d'endettement de la France pourrait conduire à une crise financière majeure dans les années à venir. Quels que soient les sujets soumis à l'appréciation du public, le mécontentement est systématiquement partagé par une majorité des répondants.

Le rejet de la classe politique est beaucoup plus affirmé chez les électeurs qui estiment que leur niveau de vie s'est dégradé ... (en %)

Question : « De laquelle de ces trois opinions vous sentez-vous le plus proche ? »

Réponses : « Globalement, nous avons un bon système politique, mais nous avons une classe politique qui n'est pas capable de gouverner et de trouver des solutions à nos problèmes » ; « Globalement, notre classe politique est capable de gouverner et de trouver des solutions à nos problèmes, mais notre système politique n'est plus adapté »

Base : Ensemble de l'échantillon

	Une classe politique qui n'est pas capable de gouverner	Notre système politique n'est plus adapté
Niveau de vie : « Il s'est amélioré »	54	34
Niveau de vie : « Il s'est dégradé »	70	21

Grille de lecture : Parmi ceux qui déclarent que le niveau de vie « s'est dégradé », 70% pensent que « la classe politique n'est pas capable de gouverner et de trouver des solutions aux problèmes » ; 21% pensent que « notre système politique n'est plus adapté ».

© Fondapol – juin 2026

Quels sont les enjeux prioritaires pour la présidentielle (en %)

Question : « Parmi les sujets suivants, lequel devrait être prioritaire dans la campagne présidentielle ? En premier (1^{er} sujet) ? Et ensuite ? (2^e sujet) Et enfin ? (3^e sujet) »

Réponses : En 1^{er} ; Total en 1^{er}, en 2^{ème} et en 3^{ème}

Base : Ensemble de l'échantillon

	En 1 ^{er}
Le pouvoir d'achat	21
L'immigration et l'intégration	13
Le déficit public et la dette	11
L'état de la Justice, l'insécurité et la criminalité	11
La santé, l'accès aux soins	9
La croissance économique	7
La protection de l'environnement	5
Les inégalités	4
L'école	4
Le chômage	3
Les tensions internationales	3
La fiscalité	3
Le financement des retraites	2
La laïcité et la religion	2
Le logement	1
La famille, la natalité et la démographie	1

	Au total
Le pouvoir d'achat	45
L'état de la Justice, l'insécurité et la criminalité	35
La santé, l'accès aux soins	32
L'immigration et l'intégration	30
Le déficit public et la dette	27
La croissance économique	21
La protection de l'environnement	14
L'école	13
Le financement des retraites	12
Les inégalités	12
La fiscalité	11
Le chômage	10
Les tensions internationales	9
Le logement	7
La laïcité et la religion	5
La famille, la natalité et la démographie	3

© Fondapol – juin 2026

Grille de lecture :

11% des Français considèrent que le thème du déficit public et de la dette devrait être la priorité dans la campagne présidentielle 2027.

27% des Français considèrent que le thème du déficit public et de la dette devrait être l'une des trois priorités de la campagne présidentielle 2027 parmi les seize thèmes proposés.

Perception du risque financier pour la France (en %)

Question : « Parmi les sujets suivants, lequel devrait être prioritaire dans la campagne présidentielle ? En premier (1^{er} sujet) ? Et ensuite ? (2^e sujet) Et enfin ? (3^e sujet) »

Réponses : « Le déficit public et la dette » ; En 1^{er} ; Total en 1^{er}, en 2^{ème} et en 3^{ème}

Base : Ensemble de l'échantillon

		En 1 ^{er}	Au total
Ensemble de l'échantillon		11	27
Âge	65 ans et plus	19	38
	Renaissance	18	35
Proximité partisane	LR	17	40
	Emmanuel Macron	15	36
Vote au 1 ^{er} tour 2017	Emmanuel Macron	19	38
Vote au 1 ^{er} tour 2022	Emmanuel Macron	19	38
Vote aux Législatives 2024	Majorité présidentielle	26	48
	Majorité présidentielle	27	50
Vote aux Européennes 2024	Majorité présidentielle	27	50
	LR	18	45

© Fondapol – juin 2026

Grille de lecture : Parmi ceux qui ont voté pour la Majorité présidentielle aux élections législatives 2024, 26 % considèrent que le thème du déficit public et de la dette devrait être la priorité dans la campagne présidentielle 2027.

3. En finir avec les politiques ? L'idée d'un candidat issu de la société civile

Le conflit entre la société française et sa classe politique se manifeste aussi dans l'idée d'un candidat qui serait apprécié précisément au motif qu'il ne serait pas issu de la classe politique. C'est une vieille idée. En 2026, au moment où il faut choisir un nouveau président, l'idée n'a pas disparu. Précisément depuis le surgissement d'Emmanuel Macron, en 2016, et son élection, en 2017, la candidature issue de la société civile semble s'être réalisée. Certes, Emmanuel Macron n'était pas parfaitement extérieur au monde du pouvoir d'État avant son élection, mais il n'avait jamais été élu à quelque mandat que ce soit, ce qui est une première. Il portait donc une promesse de renouvellement de la manière de gouverner. Emmanuel Macron répondait aux attentes des Français qui, exaspérés mais prudents, voulaient s'adonner à un « dédagisme » aussi peu risqué que possible. En 2017, les Français ont voulu punir toute la classe politique sans risquer de se punir eux-mêmes. C'est en tant que candidat « hors système » qu'il a été élu pour la première fois, contre une concurrente plus « antisystème ».

L'espoir d'un renouvellement dans la manière de faire de la politique et dans la façon de gouverner est sans doute difficile à satisfaire. La déception que le double quinquennat de Macron a finalement produit, radicalise la critique de la classe politique en général. L'état de l'Assemblée nationale et du travail parlementaire depuis la dissolution de 2024 accable un pays déjà désorienté, préoccupé et en colère. On voit le lien entre la déception à l'égard d'Emmanuel Macron et la montée en puissance du rejet de la classe gouvernante : ceux qui estiment que « globalement, nous avons un bon système politique,

mais nous avons une classe politique qui n'est pas capable de gouverner et de trouver des solutions à nos problèmes » représentent en moyenne 64 % des répondants ; mais cette proportion monte à 75 % chez ceux qui disent être « très insatisfaits » de la présidence Macron, à 70 % chez les « insatisfaits », pour tomber à 44 % chez les « satisfaits » et à 38 % chez les « très satisfaits ».

L'idée d'un « candidat qui ne viendrait pas d'un parti, qui ne serait pas issu du monde politique » suscite l'approbation de 63 % des électeurs (contre 34 %). Il faut y voir à tout le moins le souhait de voir émerger des profils plus en prise avec le monde tel qu'il va, comme peut l'indiquer le plus fort soutien des cadres et des professions intellectuelles supérieures à l'idée d'un candidat extérieur à la politique (70 %). Ce sont les jeunes qui se montrent les moins enclins à voter pour un tel candidat (45 % chez les 18-24 ans et 56 % chez les moins de 35 ans).

L'attente d'un tel renouveau est plus forte chez les proches de Renaissance (75 %) ou des Républicains (75 %) ; elle est aussi forte à gauche (68 %) qu'à droite (62 %). La raison tient peut-être au fait que l'idée d'un candidat qui ne viendrait pas de la politique évoque le plus souvent la figure d'une personne douée pour l'organisation et le commandement. On retrouve rapidement le militaire ou l'entrepreneur. De fait, s'il s'agit de savoir de quel monde viendrait ce candidat qui ne serait pas issu de la politique. Dans notre enquête, le monde qui recueille le plus d'avis favorables est celui de « l'entreprise » (40 %).

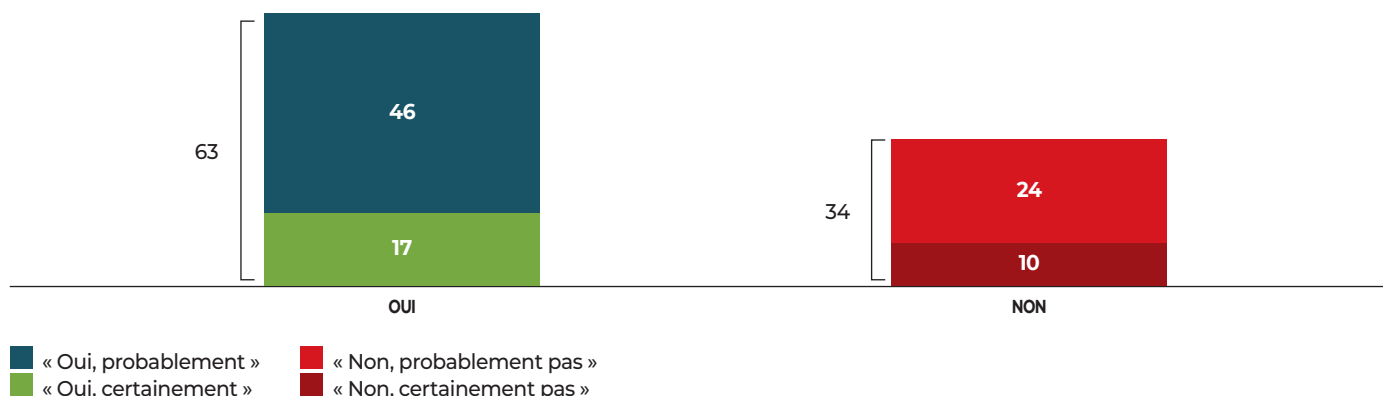
Enfin, le fait qu'une telle perspective suscite l'approbation massive (71 %) des répondants qui disent avoir une « image très positive » des Gilets jaunes, pourrait indiquer que la figure venue d'un autre monde que la politique est l'une des expressions de la critique du système.

Un président issu du monde de l'entreprise (en %)

Question : « En 2027, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que vous pourriez voter pour un candidat qui ne viendrait pas d'un parti, qui ne serait pas issu de la politique... ? »

Réponses : « Oui, certainement » ; « Oui, probablement » ; « Non, probablement pas » ; « Non, certainement pas »

Base : Ensemble de l'échantillon



© Fondapol – juin 2026

Un président issu du monde de l'entreprise (en %)

Question : « Ce candidat qui ne viendrait d'aucun parti, qui ne serait pas issu du monde politique, pour vous, idéalement, il serait issu de quel milieu... En premier et en deuxième ? »

Réponses : En 1^{er} ; Total en 1^{er} et en 2^{ème}

Base : Ceux qui disent qu'ils pourraient voter pour un candidat qui ne viendrait pas d'un parti

	En 1 ^{er}	Au Total
Du monde de l'entreprise	40	59
Du monde de la science, l'université	18	35
Du monde de l'armée, la police	14	28
Du monde de l'administration	11	24
Du monde de la culture, le spectacle	5	10
Du monde de la presse, le journalisme, la télévision	4	11
Du monde du sport	4	7
Du monde de la religion	2	4
Sans réponse	2	2

© Fondapol – juin 2026

Le jugement porté sur la classe politique est plus sévère chez ceux qui sont insatisfaits du mandat d'Emmanuel Macron (en %)

Question : « De laquelle de ces opinions vous sentez-vous le plus proche ? »

Réponses : « Globalement, nous avons un bon système politique, mais nous avons une classe politique qui n'est pas capable de gouverner et de trouver des solutions à nos problèmes » ; « Globalement, notre classe politique est capable de gouverner et de trouver des solutions à nos problèmes, mais notre système politique n'est plus adapté »

Base : Ensemble de l'échantillon

	Une classe politique qui n'est pas capable de gouverner	Notre système politique n'est plus adapté
Satisfaits à l'égard du mandat d'Emmanuel Macron	44	34
Insatisfaits à l'égard du mandat d'Emmanuel Macron	70	21

© Fondapol – juin 2026

Grille de lecture : Parmi ceux qui sont satisfaits à l'égard du mandat d'Emmanuel Macron, 44% pensent que « la classe politique n'est pas capable de gouverner et de trouver des solutions à nos problèmes ».

3. QUI EN 2027 ?

1. Où peuvent aller les électeurs d'Emmanuel Macron ?

À nouveau disponibles, les électeurs du macronisme sont une ressource précieuse pour les prétendants à la succession dans la mesure où la bataille clé se joue dans l'espace situé entre Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen, soit en l'état actuel des candidatures, Gabriel Attal, Raphaël Glucksmann, Édouard Philippe, Bruno Retailleau. Ils sont visés par les effets éventuels sur leur candidature d'une proximité avec le macronisme, soit pour avoir pris part avec lui à la conduite de l'État, soit pour revendiquer un style politique qui correspondrait, au moins, en partie à celui du président sortant. Il est logique que Gabriel Attal soit jugé le plus proche du président Macron (56 %, tandis que 42 % le jugent éloigné) ; c'est ensuite

Édouard Philippe (53 %, contre 45 % qui le jugent éloigné), puis Bruno Retailleau (34 %, contre 64 %) et enfin Raphaël Glucksmann (23 %, contre 75 %).

On peut comprendre que, pour un candidat, évoquer la filiation macroniste de manière positive est aussi bien un obstacle pour parvenir au second tour de l'élection présidentielle⁴. Dans la revendication d'un héritage présidentiel, tenir compte de la popularité du président sortant est une question qui se pose en général mais, elle se pose en particulier dans le cas d'Emmanuel Macron, tant ses deux quinquennats sont associés à une série de crises multiples, débouchant notamment sur une situation de blocage politique et financier.

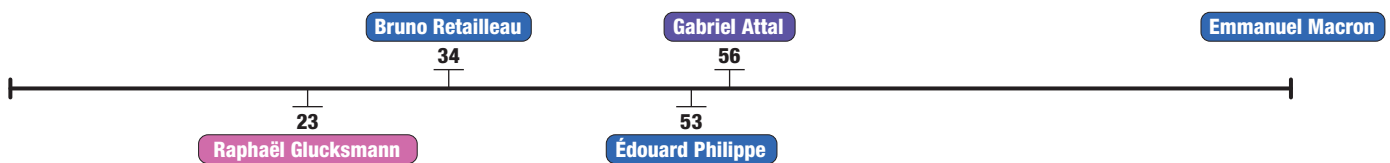
Qui est jugé proche d'Emmanuel Macron ? (en %)

Question : « Emmanuel Macron ne peut pas être à nouveau candidat à l'élection présidentielle en 2027.

Selon vous, parmi les candidats suivants, lequel serait le plus proche, ou disons le moins éloigné, de ses idées ? »

Réponses : « Très proche » ; « Plutôt proche »

Base : Ensemble de l'échantillon



© Fondapol – juin 2026

4. Question posée : « Emmanuel Macron ne peut pas être à nouveau candidat à l'élection présidentielle en 2027. Selon vous, parmi les candidats suivants, lequel serait le plus proche, ou disons, le moins éloigné de ses idées ? ».

Où peuvent aller les électeurs du macronisme ? (en %)

Question : « En 2027, au premier tour de l'élection présidentielle, pour chacun des candidats potentiels suivants, diriez-vous que... »

Réponses : « Vous êtes sûr(e) de voter pour lui/elle » ; « Vous voterez peut-être pour lui/elle »

Base : Électorat d'Emmanuel Macron au 1^{er} tour de l'élection présidentielle 2022

	Vous êtes sûr(e) de voter pour lui/elle (en %)	Vous voterez peut-être pour lui/elle (en %)	Potentiel électoral (en %)
Édouard Philippe	14	56	70
Gabriel Attal	5	48	53
Bruno Retailleau	2	31	33
Raphaël Glucksmann	2	28	30
Xavier Bertrand	1	25	26
Jordan Bardella	4	19	23
François Hollande	1	18	19
Marine Le Pen	1	13	14
David Lisnard	0	13	13
François Ruffin	0	9	9
Jean-Luc Mélenchon	3	5	8
Fabien Roussel	0	7	7
Marine Tondelier	0	7	7
Éric Zemmour	0	2	2

Le potentiel électoral est calculé en additionnant les réponses « Vous êtes sûr(e) de voter pour lui/elle » et « Vous voterez peut-être pour lui/elle »

© Fondapol – juin 2026

Grille de lecture : Parmi les électeurs d'Emmanuel Macron du premier tour de l'élection présidentielle de 2022, 14 % sont sûrs de voter pour Édouard Philippe en 2027 et 56 % voteront **peut-être** pour lui, ce qui représente un potentiel électoral de 70 % pour ce candidat.

Note de lecture : Les personnes interrogées ont la possibilité de choisir la réponse « vous voterez peut-être pour lui/elle » au profit de différents candidats entre lesquels elles hésitent. La réponse « je suis sûr de voter pour lui/elle » n'est utilisable que pour un seul candidat.

Ainsi, 56 % des électeurs d'Emmanuel Macron, au premier tour de 2022, disent être en mesure de voter pour Édouard Philippe en 2027 ; ils sont 48 % à répondre qu'ils pourraient voter pour Gabriel Attal, 31 % pour Bruno Retailleau et 28 % pour Raphaël Glucksmann. Mais un cinquième de ses électeurs disent pouvoir voter pour François Hollande (18 %), ou Marine Le Pen (13 %). On trouve encore 5 % des électeurs de Macron 2022 en mesure de voter pour Jean-Luc Mélenchon.

2. Le potentiel électoral des candidats à la succession

En juin 2026, si les Français sont mécontents d'Emmanuel Macron, ils ne manifestent pas un intérêt significatif pour les autres candidats, à trois réserves près : d'abord, seules quinze personnalités ont été testées dans cette enquête ; ensuite, il s'agit

de données d'opinion enregistrées au début de l'été 2026 ; enfin, le désintérêt ou le faible intérêt suscité par les candidatures est notable, à l'exception de celles de Jean-Luc Mélenchon, de Marine Le Pen et de Jordan Bardella.

Pour cerner l'état des préférences électorales nous n'avons pas eu recours à une mesure d'intentions de vote mais, compte tenu de l'incertitude concernant les candidatures effectives et de la distance qui nous sépare du scrutin, à une évaluation de la disponibilité déclarée des électeurs à voter pour tel ou tel candidat. La question a été posée ainsi :

« En 2027, au premier tour de l'élection présidentielle, pour chacun des candidats potentiels suivants, diriez-vous que... vous êtes sûr(e) de voter pour [NOM]/ vous voterez peut-être pour [NOM]/ vous ne voterez probablement pas pour [NOM]/ vous excluez de voter pour [NOM] ». Ont été testés les noms de quinze personnalités politiques⁵. Lorsque les personnes

5. Gabriel Attal, Jordan Bardella, Xavier Bertrand, Raphaël Glucksmann, François Hollande, Sarah Knafo, Marine Le Pen, David Lisnard, Jean-Luc Mélenchon, Édouard Philippe, Bruno Retailleau, Fabien Roussel, François Ruffin, Marine Tondelier, Éric Zemmour.

interrogées sélectionnent la réponse « Je suis sûr de voter pour lui/elle », elles notifient la fermeté de leur préférence en faveur d'un candidat proposé dans la liste ; l'interface qui recueille leurs réponses ne leur permet plus ensuite de faire un choix de même type (« Je suis sûr de voter pour lui/elle ») pour une autre personnalité, ce qui est cohérent avec l'expression d'une certitude de vote.

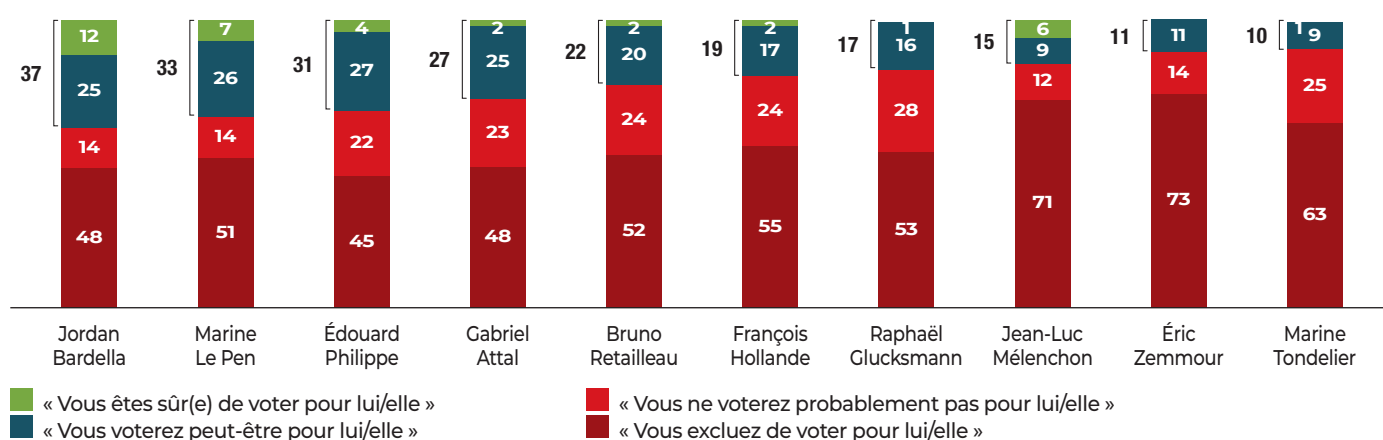
En revanche, lorsque les personnes sélectionnent la réponse « vous voterez peut-être pour », dans ce cas, elles conservent la possibilité de faire la même réponse au profit d'autres candidats entre lesquels elles hésitent. C'est en additionnant les réponses « sûr » et les réponses « peut-être », que nous obtenons le potentiel électoral de chacune des personnalités testées.

Le potentiel électoral des candidats (en %)

Question : « En 2027, au premier tour de l'élection présidentielle, pour chacun des candidats potentiels suivants, diriez-vous que... »

Réponses : « Vous êtes sûr(e) de voter pour lui/elle » ; « Vous voterez peut-être pour lui/elle » ; « Vous ne voterez probablement pas pour lui/elle » ; « Vous excluez de voter pour lui/elle »

Base : Ensemble de l'échantillon



© Fondapol – juin 2026

Notes de lecture : Le potentiel électoral résulte du total des réponses : « Vous êtes sûr(e) de voter pour lui/elle » et « Vous voterez peut-être pour lui/elle » ; Les personnes interrogées ont la possibilité de choisir la réponse « vous voterez peut-être pour lui/elle » au profit de différents candidats entre lesquels elles hésitent. La réponse « je suis sûr de voter pour lui/elle » n'est utilisable que pour un seul candidat.

Le noyau dur des électorats potentiels pour 2027 (en %)

Question : « En 2027, au premier tour de l'élection présidentielle, pour chacun des candidats potentiels suivants, diriez-vous que... »

Réponse : « Vous êtes sûr(e) de voter pour lui/elle »

Base : Ensemble de l'échantillon

	« Vous êtes sûr(e) de voter pour lui/elle »
Jordan Bardella	12
Marine Le Pen	7
Jean-Luc Mélenchon	6
Édouard Philippe	4
Gabriel Attal	2
Bruno Retailleau	2
François Hollande	2
Raphael Glucksmann	1
François Ruffin	1
David Lisnard	1
Xavier Bertrand	1
Marine Tondelier	1
Fabien Roussel	0
Éric Zemmour	0

© Fondapol – juin 2026

3. Peut-on revenir au monde d'avant ? François Hollande et la blessure narcissique de ses électeurs

L'hypothèse d'une candidature de François Hollande est vue comme « une mauvaise chose » par 72 % de l'ensemble des électeurs. Plus marquant encore, une majorité (59 %) de ceux qui ont voté pour lui en 2012 estime qu'une nouvelle candidature en 2027 serait une « mauvaise chose ». Certes, les proches du Parti socialiste sont une majorité (54 %) à dire que son retour serait une « bonne chose », mais l'électorat du PS est passé de 28,6 % des suffrages exprimés lors du premier tour de 2012 à 6,36 % en 2017 et à 1,75 % en 2022. S'il existe aujourd'hui un soutien relatif à la candidature de l'ancien président chez les proches du PS, le poids actuel de ce parti historique a été divisé par 4 ou par 20 selon que la comparaison est faite avec le premier tour de 2017 ou celui de 2022, mais, dans tous les cas, les 54 % qui voient comme une « bonne chose » une candidature de François Hollande en 2027 pèsent peu compte tenu de ce qu'est devenu le PS et son électorat, concurrencé à la fois sur sa droite, par le macronisme, et sur sa gauche, par le mélenchonisme.

Du côté des personnes proches des Écologistes, la majorité (58 %) y voit une « mauvaise chose », 40 % des Écologistes y voyant une « bonne chose ». Si l'on considère plus largement la réponse des électeurs qui, sur l'axe gauche/droite, se positionnent à gauche, c'est encore une majorité (61 %) qui qualifierait, si elle se confirmait, la candidature de l'ancien président de « mauvaise chose ». Un même niveau élevé de réprobation demeure (61 %) auprès des personnes qui ont voté pour la coalition des gauches NFP aux législatives de 2024.

Les électeurs qui ont vécu le quinquennat de François Hollande et qui ont, pour une bonne partie, voté pour lui au second tour, en 2012, sont encore plus hostiles à sa candidature : plus des trois quarts (78 %) des plus de 50 ans voient une « mauvaise chose » dans une nouvelle candidature. Cette réprobation monte à 80 % chez les 65 ans et plus.

La candidature de François Hollande présente une difficulté singulière et il sera intéressant de voir si et comment elle peut être surmontée. Au terme de son quinquennat, en 2017, le président socialiste a renoncé à solliciter sa réélection. Il n'a donc pas eu à rendre des comptes sur la conduite de son mandat, pas plus à ses électeurs qu'aux Français en général. C'est pourquoi, les Français ont pu vivre son départ en 2017 comme une forme d'évitement, une manière de fuir ses responsabilités, une sorte de nouvelle fuite à Varennes, cette fois du Président de la Cinquième République. On peut penser que cette décision n'est pas pour rien dans la montée immédiatement ultérieure d'une protestation manifestante contre la classe politique ; peut-être même peut-on voir dans le mouvement des Gilets jaunes l'un des prolongements de ce départ sans reddition des comptes ; peut-être est-ce aussi pour cette raison que ces Gilets jaunes, on s'en souvient, ont multiplié les références à la Révolution française, aux Sans-culottes et même à la guillotine, en une sorte de rage narcissique. Car en 2017, les électeurs auraient voulu décider de reconduire ou de ne pas reconduire François Hollande. Ce pouvoir leur revenait de droit puisque ce sont les électeurs qui l'avaient fait président. La blessure narcissique éprouvée par ceux qui l'avaient fait Président aurait été moins vive si François Hollande avait pris la décision de quitter la politique.

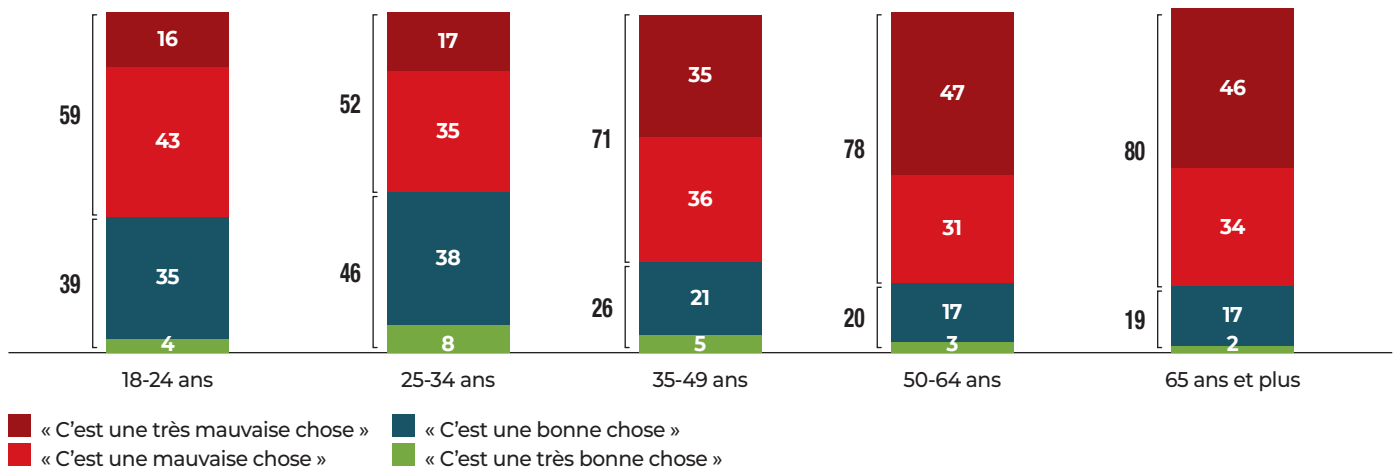
C'est pourquoi il est sans doute plus difficile pour François Hollande d'être élu de nouveau dix ans plus tard que d'être réélu dans la suite de son premier mandat en 2017. Tout s'est passé comme si le président Hollande, inévitablement impopulaire à la fin de son mandat, avait cru possible et suffisant de se sanctionner lui-même, de défaire tout seul ce que le peuple avait fait. Il est parti sans avoir remis formellement le pouvoir de sanction entre les mains des électeurs, à la différence de Nicolas Sarkozy en 2012. À considérer les données d'opinion, on devine que les électeurs pourraient ne pas manquer d'exercer leur pouvoir de sanction dix ans après si une nouvelle candidature leur en fournissait l'occasion.

François Hollande, le retour serait difficile (en%)

Question : « François Hollande a été président de la République entre 2012 et 2017. Il a fait savoir qu'il souhaitait être candidat à l'élection présidentielle de 2027. Que pensez-vous de sa candidature ? »

Réponses : « C'est une très bonne chose » ; « C'est une bonne chose » ; « C'est une mauvaise chose » ; « C'est une très mauvaise chose »

Base : Ensemble de l'échantillon



© Fondapol – juin 2026

II. 2017-2027 UN DÉRÈGLEMENT POLITIQUE DEVENU CHRONIQUE

1. RADICALISATION DES CLIVAGES ET EXPANSION DU RELIGIEUX

Il existe un phénomène politique de type populiste. Il est désormais plus largement reconnu et mieux connu. Le populisme se développe depuis les années 1980. Son expansion est particulièrement favorisée par l'élection présidentielle. Depuis 1988, globalement, le FN n'a cessé de gagner en puissance. Il est aujourd'hui devenu un parti dominant⁶. Son essor ne repose pas sur l'affirmation d'une opposition à une majorité politique, mais sur la revendication d'une contestation « du système ». En 2026, le populisme en France comprend une figure historiquement de droite, Marine Le Pen ; depuis 2012, il comprend également une figure de gauche, qui est Jean-Luc Mélenchon. Ensemble, en dix ans, du premier tour

de l'élection présidentielle de 2012 au premier tour de celle de 2022, le total de leurs scores est passé de 29 % à 45,1 % des suffrages exprimés. Le populisme est une promesse de rupture. Son développement se fait inévitablement au détriment des formations modérées, de droite comme de gauche ; celles-ci ont perdu autant d'électeurs que ces partis en ont gagné. L'expansion électorale du populisme est le signe d'une crise politique fondamentale.

6. Cf. Pascal Perrineau, *D'un parti de protestation à un parti dominant. La dynamique électorale du Rassemblement national (2017-2026)*, Fondapol, juillet 2026 [en ligne].

Élections présidentielles de 2012, 2017 et 2022 : la montée en puissance des deux populismes

1er tour des présidentielles	En % des suffrages exprimés			En nombre de voix		
	2012	2017	2022	2012	2017	2022
Marine Le Pen	17,9	21,3	23,15	6 421 426	7 678 491	8 136 369
Jean-Luc Mélenchon	11,1	19,58	21,95	3 984 822	7 059 951	7 714 949
TOTAL	29	40,88	45,1	10 406 248	14 738 442	15 851 318

© Fondapol – juin 2026

Pris dans ces mâchoires redoutables, les partis modérés, de droite et de gauche, ceux qui furent dominants et qui assurèrent la stabilité parlementaire de la V^e République, voient leurs forces les quitter, à droite au profit du RN, lequel déploie une

stratégie de modération et de recentrage, maintes fois commentée ; à gauche au profit du parti mélenchoniste qui, au contraire de se modérer, se radicalise, mais pour un même résultat qui est de dérouter en faveur de LFI la gauche électorale.

1. À gauche et à droite, des partis modérés sous la pression des populistes

Parce qu'elle lui prend ses électeurs autant que parce qu'elle radicalise l'électorat qui lui reste encore fidèle, la gauche de gouvernement subit la pression de LFI qui semble, pour le moment, en passe d'asseoir sa domination sur toute la gauche : 36 % des proches du PS et 62 % des proches des Écologistes disent avoir déjà voté pour LFI.

Les trois quarts (74 %) des électeurs de Jean-Luc Mélenchon en 2017 avaient voté pour François Hollande en 2012 au second tour. Cinq ans plus tard, en 2022, c'est toujours dans de grandes proportions (64 %) que ses électeurs de premier tour avaient choisi le candidat socialiste en 2012. L'élection présidentielle est devenue une machine à aspirer l'électorat socialiste au profit de LFI.

La droite de gouvernement subit, quant à elle, la pression du RN. Ainsi, de même que la gauche de gouvernement est dévitalisée par la gauche populiste, la droite de gouvernement est concurrencée par la droite populiste : 37 % des personnes qui se disent proches de LR ont déjà voté pour le RN.

Du vote Renaissance, LR ou Reconquête au vote RN (en %)

Base : Ensemble de l'échantillon

				Potentiel électoral à l'élection présidentielle de 2027	
	Vote pour Marine Le Pen au 1 ^{er} tour de la présidentielle de 2017	Vote pour Marine Le Pen au 1 ^{er} tour de la présidentielle de 2022	Vote pour un candidat soutenu par le Rassemblement national aux législatives de 2024	Marine Le Pen	Jordan Bardella
Renaissance	3	3	4	7	19
LR	15	11	16	37	40
Reconquête	-	7	57	84	96

© Fondapol – juin 2026

Grille de lecture : Parmi les proches de Renaissance, 3 % d'entre eux ont voté pour Marine Le Pen au 1^{er} tour des élections présidentielles de 2017 et 2022. 4 % d'entre eux ont voté pour un candidat soutenu par le RN aux élections législatives. 7 % ont répondu « vous êtes sûr de voter » ou « vous voterez peut-être » pour Marine Le Pen à l'élection présidentielle de 2027 et 19 % ont répondu être sûrs de voter ou peut-être pour Jordan Bardella à l'élection présidentielle de 2027.

Du vote Écologistes et PS au vote LFI (en%)

Base : Ensemble de l'échantillon

	Vote pour Jean-Luc Mélenchon au 1 ^{er} tour de la présidentielle de 2017	Vote pour Jean-Luc Mélenchon au 1 ^{er} tour de la présidentielle de 2022	Vote pour un candidat soutenu par le Nouveau Front populaire aux législatives de 2024	Potentiel électoral pour Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle de 2027
PS	22	28	49	13
Les Écologistes	34	31	70	29

© Fondapol – juin 2026

Grille de lecture : Parmi les proches du PS, 22% d'entre eux ont voté pour Jean-Luc Mélenchon au 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 2017 et 28% au 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 2022. 49% d'entre eux ont voté pour un candidat soutenu par le Nouveau Front populaire aux élections législatives de 2024. 13% ont répondu être sûrs de voter ou peut-être pour Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle de 2027.

2. À droite, une tentation autoritaire et des catholiques ouverts au vote RN

La présence d'une tentation autoritaire se mesure avec la question suivante : « Entre ces deux systèmes politiques, quel est celui que vous préférez pour gouverner votre pays ? » : « Avoir un système politique reposant sur un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections » ou « Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le Gouvernement ». La réponse en faveur d'un système autoritaire recueille la préférence d'un quart (23%) des personnes interrogées. À l'inverse, 74% disent être attachés à « un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le Gouvernement ».

La préférence pour ce que l'on appellera ici un « régime autoritaire » se situe à peu près au même niveau, entre un cinquième et un quart, quelles que soient les classes d'âges considérées, à 24% en moyenne chez les moins de 35 ans et à 23% chez les 35 ans et plus. Cette disposition d'esprit pourrait être durablement installée. La tentation autoritaire est plus marquée chez les personnes sans diplôme ou peu diplômées (29%), chez les ouvriers (35%), chez celles qui nous ont répondu « je n'y arrive pas avec mes revenus » (35%), et plus généralement dans les catégories sociales populaires (28%).

La recherche en sciences sociales a documenté le fait que les classes populaires ont un penchant pour le régime autoritaire supérieur à la moyenne ; inversement, on soutient souvent que la gauche est moins favorable que la moyenne à ce type de régime. On peut voir dans cette divergence un signe supplémentaire de la perte de contact de la gauche avec les catégories populaires. On peut vérifier

le déplacement vers la droite de ces catégories populaires en observant que la préférence pour le régime autoritaire atteint 29% chez les électeurs qui se situent à droite (31% chez les proches de LR, 35% chez les proches du RN et 56% chez les proches de Reconquête) contre 13% chez les électeurs qui se situent à gauche.

L'observation montre que 28% des électeurs de premier tour de Marine Le Pen à la présidentielle de 2022 souhaitent « un système politique reposant sur un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections », 37% de ceux qui ont voté en faveur de la liste conduite par Jordan Bardella aux élections européennes du 9 juin 2024 et encore 34% de ceux qui ont voté pour le RN aux élections législatives de 2024, consécutives à la dissolution prononcée ce même jour.

Enfin, il existe un lien entre l'hostilité à l'idée européenne et la préférence pour un régime autoritaire tel que sommairement défini dans notre questionnaire. Parmi les personnes qui expriment cette préférence, un tiers (35%) sont favorables à ce que la France ne fasse plus partie de l'Union européenne et 39% à la sortie de l'euro et au retour au franc.

Dans le prolongement de cette observation, on voit que 9% des personnes qui préfèrent un système politique reposant sur un homme fort sont « sûres de voter » pour Marine Le Pen. Cette proportion atteint 18% chez les électeurs qui sont sûrs de voter pour Jordan Bardella, 3% chez électeurs sûrs de voter pour Édouard Philippe, 2% des électeurs sûrs de voter pour Bruno Retailleau ou pour Gabriel Attal. Il est à noter que la préférence pour un système politique reposant sur un homme fort concerne 5% des personnes qui répondent être sûres de voter pour Jean-Luc Mélenchon. LFI représente l'électorat de gauche le plus ouvert à la tentation autoritaire.

La tentation autoritaire au sein des classes populaires (en %)

Question : « Entre ces deux systèmes politiques, quel est celui que vous préférez pour gouverner votre pays ? »

Réponse : « Avoir un système politique reposant sur un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections »

Base : Ensemble de l'échantillon

Catégories		« Avoir un système politique reposant sur un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections »
Ensemble de l'échantillon		23
Catégories socio-professionnelles	Ouvriers	35
	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	32
Revenu mensuel du foyer	Moins de 1000 euros par mois	33
Comment vous en sortez-vous avec les revenus de votre ménage ?	Je n'y arrive pas avec mes revenus	35

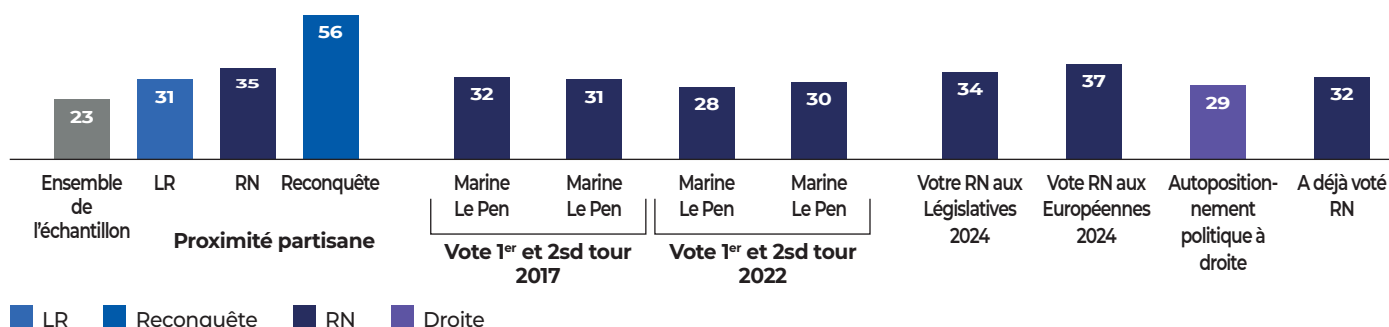
© Fondapol – juin 2026

La tentation autoritaire au sein des droites (en %)

Question : « Entre ces deux systèmes politiques, quel est celui que vous préférez pour gouverner votre pays ? »

Réponse : « Avoir un système politique reposant sur un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections »

Base : Ensemble de l'échantillon



© Fondapol – juin 2026

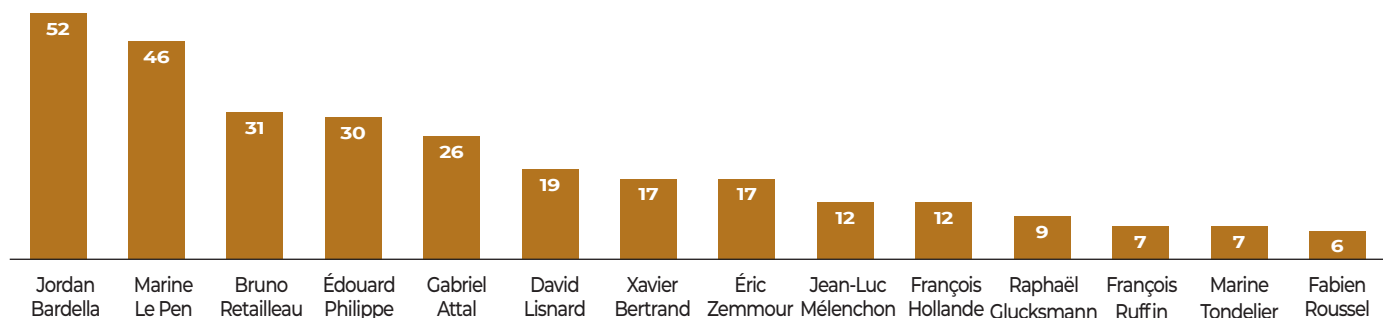
Grille de lecture : 32% de ceux qui ont déjà voté RN préfèrent avoir « un système politique reposant sur un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections ».

La tentation autoritaire au sein des électorats potentiels (en %)

Question : « En 2027, au premier tour de l'élection présidentielle, pour chacun des candidats potentiels suivants, diriez-vous que... »

Réponses : « Vous êtes sûr(e) de voter pour lui/elle » ; « Vous voterez peut-être pour lui/elle »

Base : Ceux qui souhaitent un système politique reposant sur un homme fort



© Fondapol – juin 2026

Grille de lecture : 46% de ceux qui souhaitent « un système politique reposant sur un homme fort » répondent être sûrs de voter ou peut-être pour Marine Le Pen.

Note de lecture : Les personnes interrogées ont la possibilité de choisir la réponse « vous voterez peut-être pour lui/elle » au profit de différents candidats entre lesquels elles hésitent. La réponse « je suis sûr de voter pour lui/elle » n'est utilisable que pour un seul candidat.

L'opinion en faveur d' « un système politique reposant sur un homme fort » au sein des électorats potentiels (en %)

Question : « En 2027, au premier tour de l'élection présidentielle, pour chacun des candidats potentiels suivants, diriez-vous que... »

Réponse : « Vous êtes sûr(e) de voter pour lui/elle »

Base : Ensemble de l'échantillon

	Proportion d'électeurs souhaitant « un système politique reposant sur un homme fort »
Jordan Bardella	18
Marine Le Pen	9
Jean-Luc Mélenchon	5
Édouard Philippe	3
Bruno Retailleau	2
Gabriel Attal	2

© Fondapol – juin 2026

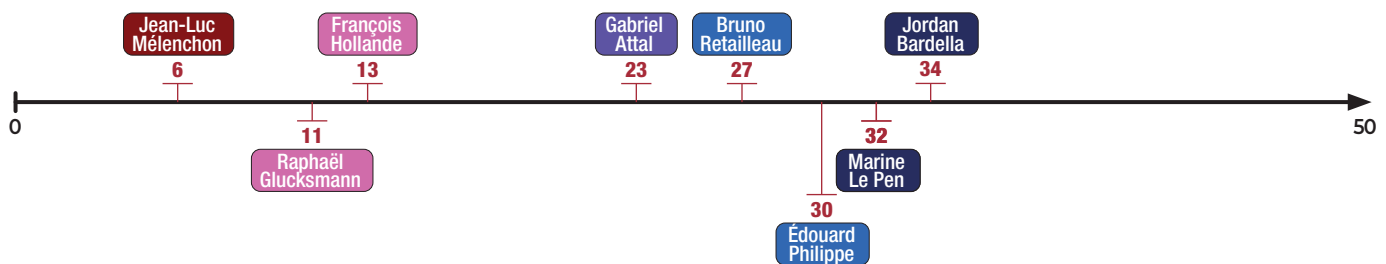
Grille de lecture : Parmi ceux qui souhaitent « un système politique reposant sur un homme fort », 9% sont sûrs de voter pour Marine Le Pen.

La capacité à gouverner évaluée par les catholiques (en %)

Question : « Pour chacune des personnalités politiques suivantes, par rapport aux autres femmes et hommes politiques, dites si vous pensez qu'elle est plus capable, moins capable, ou ni plus, ni moins capable de résoudre les problèmes du pays ? »

Réponse : « Plus capable »

Base : Ensemble de l'échantillon



© Fondapol – juin 2026

La progression des droites, et en particulier du RN, trouve chez les électeurs catholiques un soutien important. Interrogés sur la personnalité qu'ils jugent la plus capable de résoudre les problèmes du pays, les catholiques citent d'abord Jordan Bardella (34%) puis Marine Le Pen (32%). Ils sont également plus nombreux que la moyenne des Français à considérer Bruno Retailleau comme le plus à même de répondre aux difficultés du pays (27%, contre 20% dans l'ensemble de l'électorat).

Cette orientation se retrouve dans les disponibilités électorales pour 2027. Parmi les catholiques, 42% déclarent qu'ils sont sûrs (14%) ou qu'ils pourraient (28%) voter pour Jordan Bardella. La proportion atteint 36% pour Marine Le Pen (7% sont « sûrs de voter pour elle » et 29% répondent « peut-être »).

La proximité s'exprime également dans le souhait de voir le RN obtenir une majorité parlementaire en cas de victoire si Jordan Bardella ou Marine Le Pen devaient

accéder à la présidence de la République : 54% des catholiques souhaiteraient qu'il ou elle dispose d'une majorité de députés à l'Assemblée nationale, soit un niveau supérieur à la moyenne nationale (49%).

Enfin, dans un second tour opposant Jordan Bardella à Jean-Luc Mélenchon, 49% des catholiques choisiraient Jordan Bardella, 8% opteraient pour Jean-Luc Mélenchon, tandis que 26% voteraient blanc et que 15% s'abstiendraient. Cette orientation s'accompagne d'un rejet particulièrement marqué de Jean-Luc Mélenchon : au premier tour de l'élection présidentielle de 2027, 82% des catholiques excluent de voter pour lui.

L'ensemble de ces résultats met en évidence un ancrage des électeurs catholiques à droite, une forte disponibilité électorale à l'égard du Rassemblement national et une très forte opposition à Jean-Luc Mélenchon.

3. À gauche, penchant insurrectionnel et mobilisation du vote musulman

À gauche, la tentation insurrectionnelle est une sorte de pendant de la tentation autoritaire à droite. Dans des propos tenus par la députée Mathilde Panot, en février, et par le maire de Saint-Denis, Bally Bagayoko, en mai, les deux élus LFI, semblaient prêts à refuser de reconnaître le résultat de l'élection présidentielle en

cas de victoire d'un candidat RN et faisaient référence à une réaction de type insurrectionnel.

Nous avons voulu évaluer la réception de cette idée dans l'opinion publique à partir de la question suivante : « Dans le cas où un candidat du RN serait élu président de la République, certains élus du parti La France Insoumise, LFI, ont fait savoir récemment qu'ils refuseraient de reconnaître la victoire de ce candidat. Approuvez-vous cette attitude ? ».

LFI et la tentation de l'insurrection

Mathilde Panot, députée LFI, le 20 février 2026 :

« Moi, je dis merci aux antifascistes car les antifascistes et, nous en sommes, nous la France insoumise, nous sommes antifascistes. L'antifascisme, c'est d'abord la résistance au fascisme et de dire que nous n'accepterons jamais dans notre pays que le fascisme prenne le pouvoir légalement par les urnes, ce que veut faire Marine Le Pen entouré de tous ces groupuscules d'extrême droite qui pullulent autour d'elle. »¹

Bally Bagayoko, maire LFI de Saint-Denis (93), le 7 mai 2026 :

« Moi, j'ai l'intime conviction que la population est capable de se lever. Et cette forme d'insurrection populaire, elle sera possible que si déjà on redonne en fait du pouvoir à la base [...]. Bien sûr, l'insurrection populaire au sens bien sûr de lever la population de manière importante, parce que c'est malheureusement toutes les réformes importantes dans ce pays se sont faites par une insurrection populaire. Je veux dire, la prise de la Bastille, ce sont des choses qui sont liées en fait à l'histoire de France. Et c'est bien parce que à un moment donné, y a une forme d'indignation populaire qui se traduit par une mobilisation de masse et qui fait qu'à un moment donné, on arrive à obtenir quelque chose. »²

« Les gens, ils sont à la fois conscientisés et qu'en fait ils ont pas besoin d'appel. Ils décideront. Les gilets jaunes, ils n'ont pas eu besoin d'appel, ils l'ont fait eux-mêmes. Ce que je dis, c'est que si ça advient, c'est bien parce qu'à un moment donné, il y aura des responsables, parce que les gens qui n'ont plus rien à attendre de l'État, parfois même plus rien à attendre des formations politiques, et qui veulent prendre leur destin en main [...] ».

Bally Bagayoko, maire LFI de Saint-Denis (93), le 11 mai 2026 :

Lors d'un entretien avec le journaliste Jean-Michel Apathie sur LCI, Bally Bagayoko a commenté en ces termes l'hypothèse d'une victoire du RN : « Si le Rassemblement national est élu en 2027, le candidat aura une légitimité institutionnelle, mais jamais la légitimité populaire »³.

1. Lien de la vidéo d'origine (passage retranscrit : 23'15") (Siamo tutti antifascisti ! – Panorama #80).

2. Oumma.com, 7 mai 2026 [en ligne].

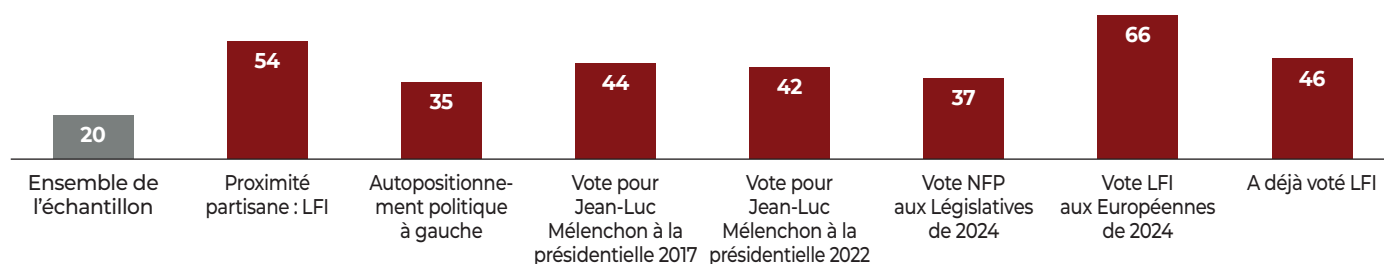
3. LCI, 11 mai 2026.

À gauche, la tentation insurrectionnelle (en%)

Question : « Dans le cas où un candidat du RN serait élu Président de la République, certains élus du parti La France insoumise, LFI, ont fait savoir récemment qu'ils refuseraient de reconnaître la victoire de ce candidat. Approuvez-vous cette attitude ? »

Réponses : « Oui, tout à fait » ; « Oui, plutôt »

Base : Ensemble de l'échantillon



Le refus de reconnaître la victoire d'un candidat RN à l'élection présidentielle est approuvée par 20 % des personnes interrogées. C'est auprès des jeunes que ce refus suscite la plus large approbation : chez les lycéens et les étudiants (31 %), les 18-24 ans (33 %) et les 25-34 ans (40 %). En dehors des jeunes générations, l'approbation de ce refus revêt une dimension sociale : elle concerne un tiers des chômeurs (32 %) ou encore un tiers (32 %) des personnes dont le revenu mensuel est inférieur à 1000 euros.

Mais c'est sur le plan politique que la tentation insurrectionnelle se manifeste avec le plus de force. Les déclarations promettant le refus de reconnaître l'élection d'un candidat RN à la présidence de la République sont approuvées par 35 % des personnes qui se situent à gauche, contre 16 % de celles qui se situent à droite. Ce sont les proches de LFI qui

approuvent le plus (54 %) ce refus, devant les proches des Écologistes (36 %) et les proches du PS (26 %). Sur le plan électoral, 44 % des électeurs du candidat Jean-Luc Mélenchon de 2017 approuvent ces propos, et 42 % de ceux de 2022. Mais cet esprit insurrectionnel est aussi très partagé par les électeurs LFI (66 %) lors des Européennes du 9 juin 2024, et dans l'électorat NFP (37 %) lors du premier tour des élections législatives qui ont suivi la dissolution.

Ces tentations jumelles, autoritaire à droite et insurrectionnelle à gauche, s'inscrivent dans un moment d'expansion et de diversification des formes de dissidence politiques. L'élection présidentielle de 2027 sera aussi le résultat de la montée de l'antipolitique et des contestations de toutes natures qui ont de plus en plus occupé l'actualité depuis une trentaine d'années.

Multiplication des dissidences (en %)

	Ensemble de l'échantillon
A déjà voté FN / RN	36
A déjà voté Front de gauche /LFI	23
Voter ne sert à rien (1)	30
Refuserait de reconnaître la victoire du RN (2)	20
Sentiment d'« indifférence » à l'égard de la présidentielle	15
Image positive des Gilets jaunes	58

(1) « Voter ne sert à rien les hommes et les femmes politiques ne tiennent pas compte de la volonté du peuple ».

(2) « Dans le cas où un candidat du RN serait élu président de la République, certains élus du parti La France Insoumise, LFI, ont fait savoir récemment qu'ils refuseraient de reconnaître la victoire de ce candidat . Approuvez-vous cette attitude ? »

	Elections présidentielles (1 ^{er} tour) en suffrages exprimés
Vote antisystème en 2017 (3)	48,4
Vote antisystème en 2022 (4)	57,8

(3) Total des suffrages exprimés en faveur de l'un des candidats suivants :

• **Présidentielle 2017** : M. Le Pen (FN), N. Dupont-Aignan (DLF), F. Asselineau (UPR), J-L. Mélenchon (LFI), P. Poutou (NPA), N. Arthaud (LO), J. Cheminade (SP) ;

(4) Total des suffrages exprimés en faveur de l'un des candidats suivants :

• **Présidentielle 2022** : M. Le Pen (RN), N. Dupont-Aignan (DLF), É. Zemmour (R!), J-L. Mélenchon (LFI), P. Poutou (NPA), N. Arthaud (LO), F. Roussel (PCF).

© Fondapol – juin 2026

Les électeurs qui déclarent leur affiliation à la religion musulmane ainsi que ceux ayant au moins un parent né hors de France, hors d'Europe, se distinguent nettement du reste de l'électorat. On observe d'abord une très forte proximité avec LFI. 72 % des musulmans interrogés disent avoir déjà voté pour LFI, contre 23 %

de l'ensemble des Français. Cette proportion n'est que de 15 % chez les catholiques et de 27 % parmi les sans religion. La proximité est également très forte chez les Français ayant au moins un parent né hors de France, hors d'Europe, parmi lesquels 68 % déclarent avoir déjà voté pour LFI.

L'hégémonie de Jean-Luc Mélenchon parmi l'électorat musulman est acquise au premier tour. Il est aussi leur champion incontestable en cas de second tour. Les électeurs ayant au moins un parent né hors de France, hors d'Europe, ont une prédilection plus élevée pour Jean-Luc Mélenchon que l'ensemble des Français, même si cette préférence est moins marquée que

dans l'ensemble des électeurs musulmans. Alors que dans l'ensemble de l'électorat le potentiel de Jean-Luc Mélenchon au second tour se situe entre 14 % et 17 % selon les hypothèses de duel, il atteint entre 62 % et 74 % parmi les musulmans et il se situe entre 49 % et 64 % parmi les personnes ayant au moins un parent né hors de France, hors d'Europe.

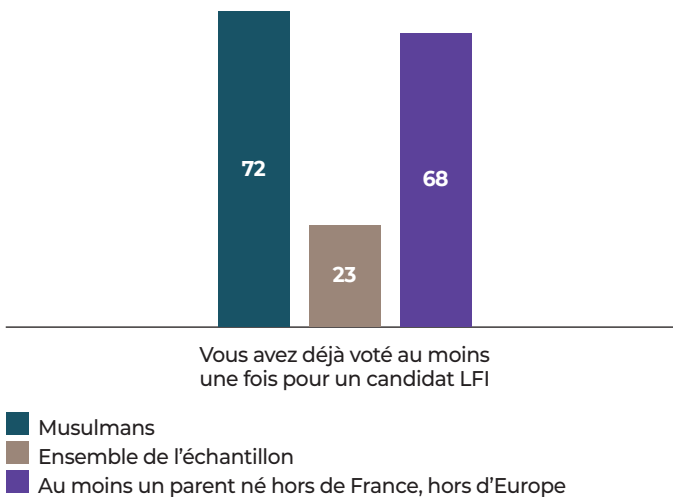
Le succès de LFI auprès de sa « nouvelle France » (en %)

Question : « Avez-vous déjà voté au moins une fois pour l'un ou l'une de ces candidat(e)s des deux partis suivants, quelle que soit l'élection (élection présidentielle, élections législatives, élections européennes, élections municipales ou élections régionales) ? »

- La France insoumise, anciennement le Front de gauche, le parti de Jean-Luc Mélenchon. »

Réponse : « Oui »

Base : Ensemble de l'échantillon



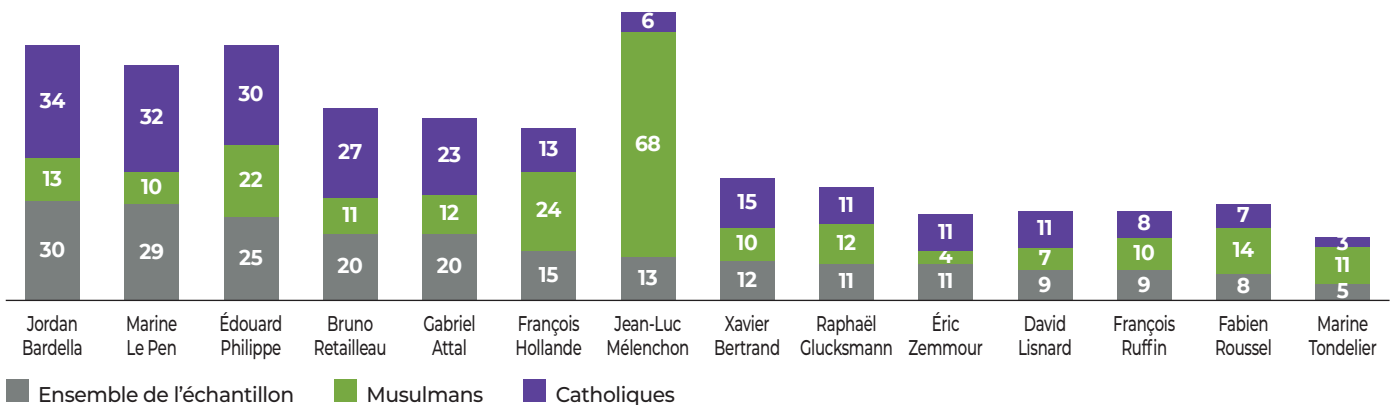
© Fondapol – juin 2026

Jugement sur la compétence des candidats selon l'affiliation religieuse (en %)

Question : « Pour chacune des personnalités politiques suivantes, par rapport aux autres femmes et hommes politiques, dites si vous pensez qu'elle est plus capable, moins capable, ou ni plus, ni moins capable de résoudre les problèmes du pays ? »

Réponse : « Plus capable »

Base : Ensemble de l'échantillon



© Fondapol – juin 2026

Grille de lecture : 68 % des musulmans disent que Jean-Luc Mélenchon est capable de résoudre les problèmes du pays, contre 13 % de l'ensemble de l'échantillon.

Ces résultats sont l'illustration du succès de la stratégie politique assumée par Jean-Luc Mélenchon. Elle a consisté à s'adresser à des groupes sociaux émergents, en pleine dynamique démographique et de mobilisation. Cette stratégie est une réussite si l'on en juge par le ralliement à LFI des électeurs musulmans et, plus largement, des Français issus de l'immigration extra-européenne. Par ailleurs, le

travail de mobilisation engagé par LFI pour inciter ses sympathisants potentiels à s'inscrire sur les listes électorales devrait accroître encore la participation de ces électeurs. Si elle ne lui permet pas, à ce stade, d'être majoritaire dans l'ensemble de l'électorat, elle lui assure un niveau de soutien très supérieur à la moyenne au sein de ces catégories et peut contribuer de manière déterminante à son accès au second tour.

2. DÉSOBÉISSANCE EN VUE : LE REFUS DU « BARRAGE RÉPUBLICAIN »

Dans la recherche d'un successeur à Emmanuel Macron, la candidature du RN émerge particulièrement dans l'opinion. On ne songe pas assez que la possibilité de voter pour Marine Le Pen est aussi le résultat de la déception et de la colère suscitée, depuis de nombreuses années, par l'impuissance de l'action publique et le comportement d'une classe politique dominante. La situation devient problématique lorsque cette même classe politique, gouvernante et rejetée, paraît vouloir se maintenir au pouvoir, en dépit de ses maigres performances, en mobilisant un « barrage républicain » contre les organisations politiques devenues les oppositions les plus identifiées et les plus populaires.

1. L'instrumentalisation du « barrage républicain » a provoqué sa ruine

Une nouvelle dissidence pourrait s'exprimer en 2027. Le « barrage républicain » est donné comme le moyen de bloquer ou de contraindre l'accès au pouvoir d'une formation politique estimée dangereuse pour la démocratie ... cependant autorisée à concourir, ce qui est une contradiction fondamentale dans la perception du mécanisme. L'idée du « barrage républicain » et son usage ont joué un rôle important à partir des années 1980. Il s'agissait de contenir la

poussée électorale du Front national enregistrée lors des élections municipales de 1983, des européennes de 1984, des législatives de 1986 et lors de la présidentielle de 1988. Cependant, la progression du vote FN et le déclin des partis de gouvernement, de droite et de gauche, ont été si rapides qu'en 2002, lors de l'élection présidentielle, « le barrage républicain » est pour la première fois convoqué dans le cadre du second tour d'une élection présidentielle. Les électeurs de gauche sont invités à rejoindre les électeurs de droite afin de voter pour Jacques Chirac pour « barrer la route » à Jean-Marie Le Pen, le candidat historique du FN.

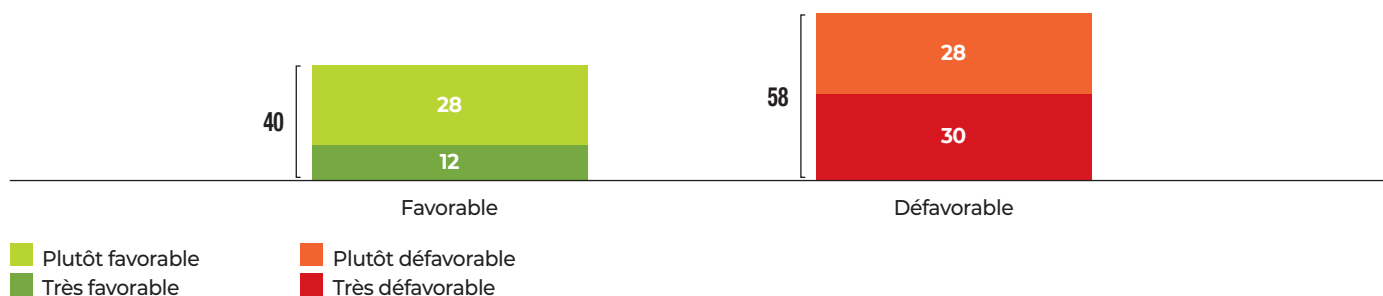
Le mécanisme était supposé relever d'un usage exceptionnel, en particulier s'agissant de l'élection présidentielle. Mais il s'est ensuite appliqué au second tour de l'élection présidentielle de 2017 et à celle de 2022, puis aux élections législatives de 2024. On sait qu'il risque d'en être à nouveau question lors de l'élection présidentielle de 2027. En dix ans, à trois reprises, et peut-être à quatre reprises, nos grands scrutins nationaux auront été placés sous la pression extrême du « barrage républicain ». D'exceptionnel, le « barrage républicain » est devenu une pratique récurrente qui donne à penser aux électeurs que les formations politiques qui échouent à gouverner demandent aux électeurs de les reconduire malgré tout.

Le soutien au « barrage républicain » est devenu minoritaire (en %)

Question : « Lors du second tour des élections présidentielles, on entend parler de “barrage républicain”. Le “barrage républicain” consiste à appeler les électeurs à empêcher l'élection d'un candidat du Rassemblement national ou de La France insoumise, en votant pour son adversaire, même lorsqu'on ne partage pas ses idées. Diriez-vous que vous y êtes ... »

Réponses : « Très favorable » ; « Plutôt favorable » ; « Plutôt défavorable » ; « Très défavorable »

Base : Ensemble de l'échantillon



© Fondapol – juin 2026

Par ailleurs, l'insatisfaction provoquée par le candidat centriste sur lesquels les électeurs reportent leur vote, en l'occurrence Macron, pour éviter l'arrivée au pouvoir d'un candidat RN, ne peut que favoriser le rejet du « barrage républicain ». En effet, parmi ceux qui sont satisfaits d'Emmanuel Macron, 68% sont favorables au « barrage républicain », contre 33% parmi ceux qui répondent ne pas être satisfaits du Président. Paradoxalement, le candidat Macron qui motivait le vote « républicain » et qui promettait de faire baisser les extrêmes, à la suite de ses deux mandats, doit redouter aujourd'hui de partir en laissant derrière lui un second tour opposant Marine Le Pen à Jean-Luc Mélenchon.

À la question « lors du second tour des élections présidentielles, on entend parler de “barrage républicain”. Le “barrage républicain” consiste à appeler les électeurs à empêcher l'élection d'un candidat du RN ou de LFI, en votant pour son adversaire, même lorsqu'on ne partage pas ses idées. Diriez-vous que vous y êtes...Très favorable ; Plutôt favorable ; Plutôt défavorable ; Très défavorable ? » le refus du « barrage républicain » est clairement majoritaire (58%), mais 40% des personnes interrogées y sont favorables. La ligne de partage est politique : 62% des électeurs qui se positionnent à gauche sont favorables au « barrage républicain », tandis que parmi les électeurs qui se positionnent à droite, 65% y sont hostiles. À gauche, les proches des Écologistes y sont les plus favorables (79%), devant les proches du PS (71%). Du côté de LFI, le soutien est moins massif (52%). C'est la conséquence

de l'apparition de nouvelles raisons de dresser ce barrage, c'est-à-dire désormais aussi contre le parti de Jean-Luc Mélenchon. Mais une autre donnée mérite d'être soulignée en considérant le très haut niveau de soutien des proches de Renaissance (78%) mais aussi chez les électeurs d'Emmanuel Macron au second tour, en 2022 (66%), à la fois logiquement mais aussi, remarquons-le, plus modérément. Les électeurs qui ont permis le maintien du président sortant ont peut-être éprouvé une sorte de déception à voter pour la seconde fois consécutive par obligation.

À droite, la procédure est disqualifiée, et d'abord par les proches du RN qui y sont massivement hostiles (82%), de même que les électeurs de Marine Le Pen du second tour de 2022 (84%). Une nette majorité des proches des LR (60%) est défavorable au « barrage républicain ».

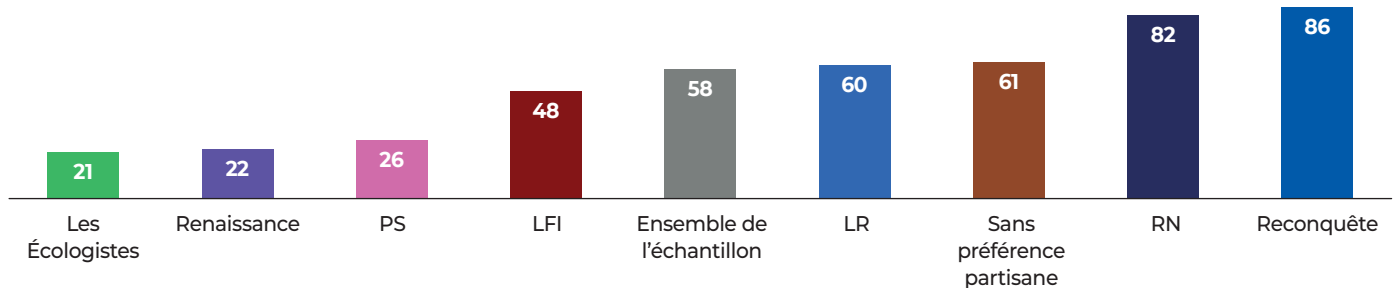
Le « barrage républicain » est assimilé par l'opinion publique à un instrument politique. S'il repose sur de grands principes et s'il se prévaut de nobles raisons, il est toujours utile à la gauche et fatal à la droite. Mécanisme ou stratagème imaginé par la gauche, galvaudé et désormais épuisé, le « barrage républicain » ne résiste pas à sa systématisation ni à la nécessité de devoir désormais l'activer contre un parti de gauche, ce que la gauche est moins disposée à faire. Mais c'est la perspective d'un second tour qui opposerait le candidat d'un parti d'extrême droite au candidat d'un parti d'extrême gauche qui signerait, si elle se réalisait en 2027, la mort de cette pratique de cette extension du domaine de la discipline électorale.

La politisation du barrage républicain (en %)

Question : « Lors du second tour des élections présidentielles, on entend parler de “barrage républicain”. Le “barrage républicain” consiste à appeler les électeurs à empêcher l’élection d’un candidat du Rassemblement national ou de La France insoumise, en votant pour son adversaire, même lorsqu’on ne partage pas ses idées. Diriez-vous que vous y êtes ... »

Réponses : « Très défavorable » et « Plutôt défavorable »

Base : Ensemble de l’échantillon



© Fondapol – juin 2026

2. Désormais, il faut aussi dresser un « barrage républicain » contre la gauche

À gauche, compte tenu de l’incertitude planant sur la candidature du Parti socialiste, c’est Jean-Luc Mélenchon qui semble le plus populaire. Il faut y voir la conséquence d’une campagne au long cours menée selon une stratégie qui semble cocher toutes les cases d’une entreprise bien menée : une rigueur stratégique incontestable, une détermination absolue, un programme énoncé en une formule évidemment enthousiasmante pour son auditoire, « La nouvelle France », porteur d’avenir, de justice, aux accents révolutionnaires, non sans ménager une large place au ressentiment et aux sombres pensées, la haine de classe, l’antisémitisme, la racialisation, le goût de la violence ... Sur le plan politique, c’est aussi une révolution culturelle, en rupture complète avec le consensus républicain installé depuis les débuts de la III^e République. De là ses capacités de mobilisation, qu’il s’agisse des électeurs, en particulier les Français de religion ou de culture musulmane, des partisans présents à ses meetings ou des médias aimantés par ses prises de parole. Mais ce deuxième candidat populiste, de gauche, est aussi celui contre lequel a été étendu le « barrage républicain ».

Car depuis quelque temps, au moins depuis 2024, l’idée d’un « barrage républicain » a été mobilisée contre LFI. Son antisémitisme, la violence de son discours, voire du comportement de ses militants ou de ses élus, souvent menaçants à l’égard de groupes de personnes ou même d’individus, son approche communautariste et séparatiste de la nation, ses accointances avec des représentants de la mouvance

islamiste ou avec des régimes despotiques, justifient d’intégrer LFI dans la catégorie des partis dangereux pour notre démocratie.

La campagne présidentielle de 2027 n’est pas encore engagée, les candidatures sont très incertaines, mais on évoque déjà la discipline du « barrage républicain ». Discipline obscure, d’autant plus difficile à comprendre que depuis 2024 elle n’empêche pas l’Assemblée nationale de former des majorités *ad hoc* incluant LFI ou le RN, ou encore des députés de LFI et du RN, par exemple sur la proposition de loi « fin de vie » adoptée par une majorité comprenant députés LFI et députés RN. Après quarante années de mobilisation, à une fréquence toujours croissante, l’efficacité du « barrage républicain » a perdu beaucoup de sa force.

Si l’appel au « barrage républicain » devait avoir lieu lors de l’élection présidentielle de 2027, ce serait la troisième élection présidentielle consécutive, et le quatrième scrutin national consécutif (en tenant compte des élections législatives de 2024), qui se solderaient par cette opération politique qu’aucun texte ne prévoit et qu’aucune autorité ne contrôle. Cette cinquième répétition, si elle devait se produire, pourrait n’être plus acceptée par une majorité d’électeurs. Le « barrage républicain » pourrait même se retourner contre ses instigateurs. Le peu d’estime dans laquelle la plupart des Français tiennent leur classe politique, leurs gouvernants, nombre de leurs élus et des chefs de partis, n’est pas sans lien avec cette triste réalité : en 2027, on pourra compter dix années de forte hostilité de la classe politique à l’égard du RN, et maintenant à l’égard de LFI ; une classe politique qui, dans le même temps, a échoué à réduire les raisons de voter pour ces partis et pour leurs candidats dont l’influence électorale n’a cessé de croître, en particulier pour le RN.

3. Le Pen, Mélenchon : l'équivalence des dangers n'est pas admise par l'opinion

Le débat politique français tend souvent à présenter le RN comme un parti plus dangereux que LFI. Les résultats de notre enquête montrent pourtant que cette hiérarchie n'est pas admise par les Français.

Il est évident que les électeurs déterminés à voter pour Marine Le Pen ou pour Jean-Luc Mélenchon, le noyau dur de ces électors, ne considèrent pas leur candidat de choix comme un danger pour la démocratie, mais au contraire comme le promoteur d'une démocratie authentique. En revanche, les électeurs de Jean-Luc Mélenchon regardent ceux de Marine Le Pen comme une menace politique extrême, et inversement. D'une manière générale, les résultats de notre enquête montrent que si la plupart des électeurs regardent Marine Le Pen ou Jean-Luc Mélenchon comme un danger pour le pays, ils ne partagent pas majoritairement l'idée selon laquelle Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon représenteraient deux faces d'un même danger, deux dangers équivalents. On le voit à travers la mesure du potentiel électoral, à travers le jugement sur la capacité à mieux « résoudre les problèmes du pays que les autres femmes et hommes politiques ». On le voit encore dans les préférences électorales des électeurs confrontés à une série de « duels », sous la forme des seconds tours hypothétiques qui leur sont proposés dans le cadre de notre enquête.

Le potentiel électoral de Marine Le Pen est supérieur à celui de Jean-Luc Mélenchon. Le candidat de LFI est nettement moins populaire que la candidate du RN. Jean-Luc Mélenchon suscite un rejet massif. En témoigne d'abord la comparaison de leur potentiel électoral respectif : 33% pour Marine Le Pen, contre 15% pour Jean-Luc Mélenchon. Le noyau dur du leader de LFI (6% des électeurs qui nous disent être sûrs de voter pour lui) est comparable à celui de sa concurrente du RN (7%). En revanche, la proportion des électeurs qui excluent de voter pour le candidat de LFI (71%) est supérieure de vingt points à celle des personnes interrogées qui déclarent exclure de voter pour Marine Le Pen (51%).

Marine Le Pen remporte quatre des cinq duels testés ; Jean-Luc Mélenchon n'en gagne aucun. L'absence d'équivalence, dans l'opinion, entre les deux figures du populisme apparaît également dans ces résultats. Ces duels simulent des seconds tours. Ils opposent soit la candidate du RN, soit le candidat

de LFI à leurs principaux concurrents. Lorsque la candidature de Marine Le Pen est testée, elle n'est battue que par Édouard Philippe ; l'écart est alors de 4 points en faveur de l'ancien Premier ministre, et de 1 point dans l'hypothèse d'une candidature de Jordan Bardella.

La compétence gouvernementale de Marine Le Pen est jugée supérieure à celle de Jean-Luc Mélenchon. À la question de savoir qui, par rapport aux « autres femmes et hommes politiques », est le plus capable, ou le moins capable de résoudre les problèmes du pays, Marine Le Pen est jugée « plus capable » par une proportion de répondants (29%) supérieure à celle de tous les autres candidats testés, à l'exception de Jordan Bardella (30%), et très largement devant Jean-Luc Mélenchon (13%). De tous les candidats, le leader de LFI est celui dont la compétence gouvernementale est jugée le plus défavorablement. Près des deux tiers (64%) de l'ensemble de l'échantillon considèrent Jean-Luc Mélenchon comme « moins capable » que les « autres femmes et hommes politiques » ; il s'agit du niveau d'opinions défavorables le plus élevé, à égalité avec Éric Zemmour (64%). Cet écart souligne une nouvelle fois la différence de perception entre Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon dans l'opinion publique.

Marine Le Pen est jugée plus capable que Jean-Luc Mélenchon par une proportion des proches de LFI supérieure à celle des proches du RN qui jugent Jean-Luc Mélenchon plus capable que Marine Le Pen. En effet, 14% des proches de LFI jugent Marine Le Pen « plus capable » (contre 10% qui répondent « ni plus ni moins capable » et 76% « moins capable »). À l'inverse, 9% des proches du RN jugent Jean-Luc Mélenchon « plus capable » (contre 13% qui répondent « ni plus ni moins capable » et 78% « moins capable »). Ce peut être un enseignement utile dans le cas d'un second tour opposant Marine Le Pen à une candidature centrale.

La force de Jean-Luc Mélenchon, c'est le vote religieux. Il est le seul candidat à en bénéficier. On a vu que le chef de La France insoumise est, avec Marine Le Pen, le candidat qui mobilise la plus forte proportion de personnes interrogées répondant : « Je suis sûr de voter pour... », en l'occurrence pour Jean-Luc Mélenchon. C'est ce que nous appelons ici le « noyau dur électoral ». Le noyau dur électoral le plus important est celui de Marine Le Pen (7%), suivi de celui de Jean-Luc Mélenchon (6%). On constate cependant que le candidat de LFI obtient des résultats très inférieurs en ce qui concerne le potentiel électoral (qui correspond au total des réponses « vous êtes sûr

de voter pour » et « vous voterez peut-être pour »). Il est également rejeté par une part bien plus importante de l'électorat que Marine Le Pen. En revanche, sa situation lui devient de nouveau favorable, et cette fois de manière exceptionnelle, si l'on considère le critère religieux, plus précisément les préférences électorales des Français de culture ou de confession musulmane. Jean-Luc Mélenchon règne alors sans partage. Héritier d'une gauche marxiste-léniniste et trotskyste, et à ce titre d'un courant politique anti-religieux, le candidat LFI réalise pourtant auprès des musulmans des scores très supérieurs à tous ses concurrents, et il obtient des résultats très inférieurs à ceux de Marine Le Pen chez les personnes qui ne déclarent aucune affiliation religieuse (les « sans religion »).

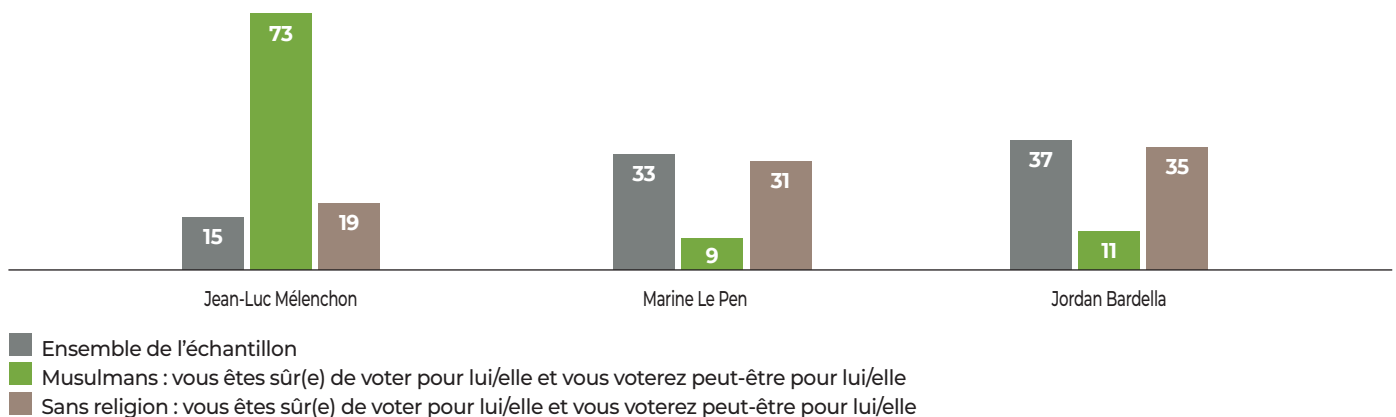
N'en doutons pas, si l'écart entre le vote Le Pen et le vote Mélenchon est si grand, c'est autant parce que Jean-Luc Mélenchon a su adresser un discours mobilisateur aux électeurs musulmans qu'en raison de l'inquiétude suscitée, chez les musulmans, par la perspective d'une victoire de la candidate du RN. Dans la campagne pour l'élection présidentielle de 2027, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon s'encouragent et s'épaulent mutuellement.

L'opinion des musulmans sur les candidatures potentielles de Jean-Luc Mélenchon, Marine Le Pen et Jordan Bardella à l'élection présidentielle de 2027 (en %)

Question : « En 2027, au premier tour de l'élection présidentielle, pour chacun des candidats potentiels suivants, diriez-vous que... »

Réponses : « Vous êtes sûr(e) de voter pour lui/elle » et « Vous voterez peut-être pour lui/elle »

Base : Ensemble de l'échantillon



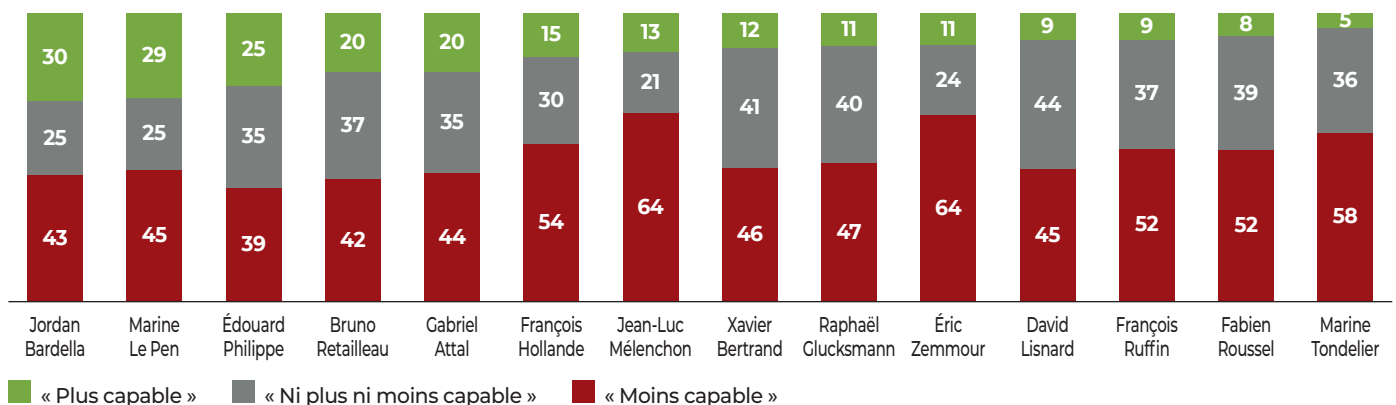
© Fondapol – juin 2026

Compétence des candidats (en %)

Question : « Pour chacune des personnalités politiques suivantes, par rapport aux autres femmes et hommes politiques, dites si vous pensez qu'elle est plus capable, moins capable, ou ni plus, ni moins capable de résoudre les problèmes du pays ? »

Réponses : « Moins capable » ; « Ni plus ni moins capable » ; « Plus capable »

Base : Ensemble de l'échantillon



© Fondapol – juin 2026

Ces jugements se traduisent dans le potentiel électoral du second tour. Jean-Luc Mélenchon ne l'emporte dans aucun des scénarios examinés par l'enquête. À l'inverse, le RN s'impose dans la quasi-

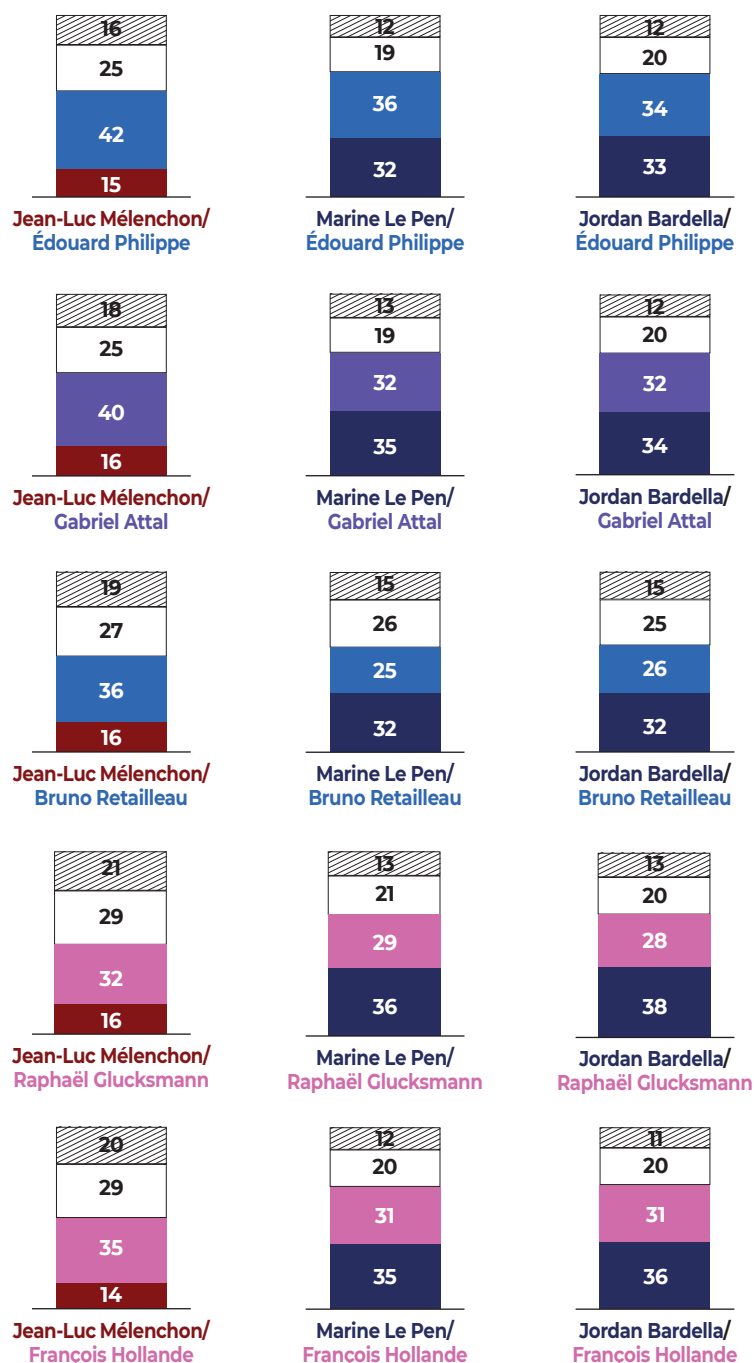
totalité des configurations testées. Édouard Philippe apparaît bien comme le seul capable de devancer le candidat du RN mais avec un écart trop faible pour en être assuré.

Les duels du second tour (en %)

Question : « Si ces deux personnalités étaient opposées lors du second tour de la prochaine élection présidentielle, pour chacune des configurations suivantes, lequel des candidats aurait votre préférence ? »

Réponses : « Candidat n°1 » ; « Candidat n°2 » ; « Vous voteriez blanc ou nul » ; « Vous vous absteniez »

Base : Ensemble de l'échantillon



□ Blancs/Nuls ▨ Abstention

© Fondapol – juin 2026

Les potentiels électoraux de Jean-Luc Mélenchon, Marine Le Pen et Jordan Bardella (en%)

Question : « En 2027, au premier tour de l'élection présidentielle, pour chacun des candidats potentiels suivants, diriez-vous que... »

Réponses : « Vous êtes sûr(e) de voter pour lui/elle » ; « Vous voterez peut-être pour lui/elle »

Base : Ensemble de l'échantillon

		Jean-Luc Mélenchon	Marine Le Pen	Jordan Bardella
Ensemble de l'échantillon	« Je suis sûr(e) de voter pour »	6	7	12
	« Je voterai peut-être pour »	9	26	25
	Potentiel électoral (Sûr(e) de voter et peut-être)	15	33	37
Sexe	Homme	14	32	37
	Femme	16	34	37
Âge	18-24 ans	36	26	32
	25-34 ans	28	35	39
	35-49 ans	18	33	37
	50-64 ans	9	34	39
	65 ans et plus	7	32	35
Catégorie d'agglomération	Commune rurale	11	35	40
	Ville de 2000 à 19 999 habitants	11	33	36
	Ville de 20 000 à 99 999 habitants	18	34	39
	Ville de plus de 100 000 habitants, hors Paris / RP	15	34	39
	Unité urbaine de Paris et région parisienne	21	27	26
Niveau de diplôme	Sans diplôme/BEPC/CAP/BEP	13	39	43
	Bac/Bac + 2	15	33	36
	Supérieur à Bac + 2	17	27	29
Catégories socio-professionnelles	Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	17	34	40
	Cadres, professions intellectuelles supérieures	20	28	29
	Professions intermédiaires	15	34	36
	Employés	18	34	38
	Ouvriers	20	37	44
Statut	Travaille à son compte	23	37	38
	Salarié du public ou du privé	16	33	37
	Chômeur	26	34	36
	Lycéen, étudiant	34	21	30
	Retraité	8	33	36
Revenu mensuel du foyer	Homme/femme au foyer	7	42	42
	Moins de 1 000 euros par mois	28	28	31
	1 000 - 1 999 euros par mois	19	32	35
	2 000 - 3 499 euros par mois	13	37	41
	3 500 euros par mois et plus	12	29	34
Proximité partisane	LFI	73	12	8
	PS	13	11	13
	Les Écologistes	29	4	4
	Renaissance	7	7	19
	LR	4	37	40
	Reconquête	2	84	96
	RN	1	86	90
Vote E. Macron à la présidentielle de 2022	Sans préférence partisane	9	23	29
	1 ^{er} tour	8	14	23
	2 ^d tour	16	12	18
Autopositionnement politique	À gauche	41	7	7
	Au centre	10	21	27
	À droite	6	55	60
Pratique religieuse	Catholiques	7	36	42
	Musulmans	71	9	11
	Sans religion	19	31	35
Indice origine	Au moins un parent né en Europe, hors de France	13	38	42
	Au moins un grand parent né en Europe, hors de France	14	39	41
	Au moins un parent né hors de France, hors d'Europe	60	10	11

Les potentiels électoraux de Jean-Luc Mélenchon, Marine Le Pen et Jordan Bardella (en%) - suite**Question :** « En 2027, au premier tour de l'élection présidentielle, pour chacun des candidats potentiels suivants, diriez-vous que... »**Réponses :** « Vous êtes sûr(e) de voter pour lui/elle » ; « Vous voterez peut-être pour lui/elle »**Base :** Ensemble de l'échantillon

		Jean-Luc Mélenchon	Marine Le Pen	Jordan Bardella
Niveau de vie	Il s'est amélioré	28	29	32
	Il est resté stable	14	27	30
	Il s'est dégradé	14	38	42
Comment vous en sortez-vous avec les revenus de votre ménage ?	J'y arrive	15	31	34
	J'y arrive peu ou pas	17	38	44
Évolution de la France	La manière de vivre en France, ses traditions et ses habitudes de vie sont aujourd'hui préservées.	28	16	18
	La manière de vivre en France, ses traditions et ses habitudes de vie sont aujourd'hui menacées.	12	38	42
Jugement sur la présidence d'E. Macron	Satisfait	15	21	26
	Insatisfait	15	36	40
Image des Gilets jaunes	Positive	21	39	42
	Négative	7	23	28
Situation de la France à l'international	La France n'est plus dans la course	12	41	44
	La France est toujours dans la course	20	18	24

© Fondapol – juin 2026

Pour résoudre les problèmes du pays, qui est le plus capable, Marine Le Pen ou Jean-Luc Mélenchon ? (en %)**Question :** « Pour chacune des personnalités politiques suivantes, par rapport aux autres femmes et hommes politiques, dites si vous pensez qu'elle est plus capable, moins capable, ou ni plus, ni moins capable de résoudre les problèmes du pays ? »**Réponses :** « Plus capable » ; « Moins capable »**Base :** Ensemble de l'échantillon

		« Plus capable »			« Moins capable »		
		Jean-Luc Mélenchon	Marine Le Pen	Jordan Bardella	Jean-Luc Mélenchon	Marine Le Pen	Jordan Bardella
Ensemble de l'échantillon		13	29	30	64	45	43
Sexe	Homme	14	27	29	66	49	47
	Femme	13	32	31	61	41	40
Âge	18-24 ans	31	23	31	38	55	51
	25-34 ans	31	34	28	42	40	42
	35-49 ans	14	28	28	59	43	41
	50-64 ans	8	32	34	65	39	37
	65 ans et plus	6	28	29	81	51	50
		6	28	29	81	51	50
Catégorie d'agglomération	Commune rurale	13	32	31	65	39	40
	Ville de 2000 à 19 999 habitants	9	29	30	63	40	36
	Ville de 20 000 à 99 999 habitants	14	25	32	63	49	41
	Ville de plus de 100 000 habitants, hors Paris / RP	12	31	33	66	47	46
	Unité urbaine de Paris et région parisienne	20	25	23	61	52	54
Niveau de diplôme	Sans diplôme/BEPC/CAP/BEP	12	35	39	63	38	34
	Bac/Bac + 2	13	28	29	63	43	41
	Supérieur à Bac + 2	15	24	23	66	55	57
Catégories socio-professionnelles	Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	19	35	38	57	41	34
	Cadres, professions intellectuelles supérieures	17	21	22	66	58	57
	Professions intermédiaires	16	32	26	59	43	44
	Employés	14	32	33	57	38	38
	Ouvriers	18	32	35	48	34	30
Statut	Travaille à son compte	19	34	33	49	44	41
	Salarié du public ou du privé	16	30	30	59	43	42
	Chômeur	15	24	26	42	34	32
	Lycéen, étudiant	27	16	24	45	58	58
	Retraité	7	30	31	80	48	47
	Homme/femme au foyer	5	32	35	62	39	30

© Fondapol – juin 2026

Pour résoudre les problèmes du pays, qui est le plus capable, Marine Le Pen ou Jean-Luc Mélenchon ? (en%) - suite

Question : « Pour chacune des personnalités politiques suivantes, par rapport aux autres femmes et hommes politiques, dites si vous pensez qu'elle est plus capable, moins capable, ou ni plus, ni moins capable de résoudre les problèmes du pays ? »

Réponses : « Plus capable »; « Moins capable »

Base : Ensemble de l'échantillon

		« Plus capable »			« Moins capable »		
		Jean-Luc Mélenchon	Marine Le Pen	Jordan Bardella	Jean-Luc Mélenchon	Marine Le Pen	Jordan Bardella
Revenu mensuel du foyer	Moins de 1 000 euros par mois	25	30	31	46	38	44
	1 000 - 1 999 euros par mois	14	30	28	57	43	41
	2 000 - 3 499 euros par mois	14	32	33	66	43	41
	3 500 euros par mois	9	27	29	71	51	48
Proximité partisane	LFI	67	14	14	16	76	74
	PS	6	10	12	71	69	69
	Les Écologistes	24	4	6	61	80	79
	Renaissance	6	4	10	82	76	65
	LR	3	31	39	92	48	42
	Reconquête	3	74	86	90	9	2
	RN	9	83	80	78	7	11
	Sans préférence partisane	5	18	20	61	41	39
Vote E. Macron à la présidentielle de 2022	1 ^{er} tour	7	15	18	78	66	62
	2 ^d tour	14	13	15	70	67	63
Autopositionnement politique	À gauche	33	8	8	47	76	77
	Au centre	10	16	18	70	55	46
	À droite	9	50	51	77	29	29
Pratique religieuse	Catholiques	6	32	34	74	41	38
	Musulmans	68	10	13	16	74	65
	Sans religion	16	29	27	58	48	49
Indice origine	Au moins un parent né en Europe, hors de France	12	32	32	67	44	41
	Au moins un grand parent né en Europe, hors de France	12	38	33	62	44	45
	Au moins un parent hors de France, hors d'Europe	55	11	10	27	66	67
Niveau de vie	Il s'est amélioré	27	29	33	43	51	45
	Il est resté stable	12	22	23	65	50	49
	Il s'est dégradé	13	34	35	65	41	39
Comment vous en sortez-vous avec les revenus de votre ménage ?	J'y arrive	13	27	29	65	46	44
	J'y arrive peu ou pas	13	35	35	62	40	39
Évolution de la France	La manière de vivre en France, ses traditions et ses habitudes de vie sont aujourd'hui préservées.	27	14	12	50	65	65
	La manière de vivre en France, ses traditions et ses habitudes de vie sont aujourd'hui menacées.	9	34	35	68	39	38
Jugement sur la présidence d'E. Macron	Satisfait	14	18	17	66	57	59
	Insatisfait	13	33	34	64	41	39
Image des Gilets jaunes	Positive	19	35	35	55	39	38
	Négative	5	21	23	77	54	52
Situation de la France à l'international	La France n'est plus dans la course	11	35	36	67	38	38
	La France est toujours dans la course	17	18	19	58	57	52

Note :

« Au moins un parent né en Europe, hors de France » signifie que les répondants ont au moins un de leurs parents étranger, né en Europe

« Au moins un grand parent né en Europe, hors de France » signifie que les répondants ont au moins un de leurs grands-parents étranger, né en Europe

« Au moins un grand parent né hors de France, hors d'Europe » signifie que les répondants ont au moins un de leurs grands-parents étranger, né hors d'Europe

3. CRISE D'UNE NATION ET DE SON ÉLECTION SOUVERAINE

1. Pour la plupart des électeurs (64 %), la France n'est « plus dans la course »

Il existe un lien entre la proximité partisane et la perception d'un déclin national. On peut le voir en restituant un contexte et en proposant le choix entre deux affirmations : « Compte tenu de ce que vous savez de l'évolution globale du monde en ce qui concerne la croissance économique, et de l'innovation technologique, êtes-vous d'accord avec ceux qui disent que la France n'est plus dans la course ou êtes-vous d'accord avec ceux qui disent que la France est toujours dans la course ? »

Les résultats révèlent une ligne de partage entre le monde des droites et le monde des gauches.

À droite, le constat de déclassement est quasi unanime ; il atteint son plus haut point chez les sympathisants de Reconquête (87 %) et du RN (81 %) ; il reste majoritaire chez les LR (68 %) ainsi que chez les électeurs sans préférence partisane (64 %).

D'une manière générale, l'idée que « la France n'est plus dans la course » est majoritaire à gauche (52 %), chez LFI (54 %) et au PS (56 %). Elle est cependant minoritaire chez Les Écologistes (42 %), qui sont nombreux à considérer au contraire que la France « est toujours dans la course » (57 %). La distribution atypique des opinions relevées chez les Écologistes se retrouve globalement au sein de l'électorat Renaissance, où le diagnostic d'une France en déclin est moins partagé (44 %) tandis que celui d'une France qui serait « toujours dans la course » est majoritaire (55 %).

Ces deux points de vue, à la fois opinions et sentiments, dominent donc l'esprit national en juin 2026. D'une part, comme nous l'avons vu, le sentiment que la manière de vivre en France, ses traditions et ses habitudes de vie sont désormais menacées est partagé par 78 % des personnes interrogées ; d'autre part, le sentiment qu'au regard de l'évolution globale du monde, de la croissance économique et de l'innovation technologique, la France n'est plus dans la course (64 %).

À considérer la marche du monde, la France n'est plus dans la course (en %)

Question : « Compte tenu de ce que vous savez de l'évolution globale du monde, en ce qui concerne la croissance économique et l'innovation technologique, êtes-vous d'accord avec ceux qui disent que la France n'est plus dans la course, ou êtes-vous d'accord avec ceux qui disent que la France est toujours dans la course ? »

Réponse : « La France n'est plus dans la course »

Base : Ensemble de l'échantillon

	« La France n'est plus dans la course »
Ensemble de l'échantillon	64
LFI	54
PS	56
Les Écologistes	42
Renaissance	44
LR	68
Reconquête	87
RN	81
Sans préférence partisane	64

Mondialisation et protestation (en %)

Question : « Laquelle des propositions suivantes se rapproche le plus de ce que vous pensez ? »

Réponses : « La mondialisation offre plus d'inconvénients que d'avantages » ; « La mondialisation offre plus d'avantages que d'inconvénients » ; « La mondialisation offre autant d'avantages que d'inconvénients »

Base : Ensemble de l'échantillon

		La mondialisation offre plus d'inconvénients que d'avantages	La mondialisation offre plus d'avantages que d'inconvénients	La mondialisation offre autant d'avantages que d'inconvénients	Non réponse
Ensemble de l'échantillon		40	17	40	3
Vote au 1 ^{er} tour de la présidentielle de 2022	Jean-Luc Mélenchon	37	22	36	5
	Emmanuel Macron	34	21	43	2
	Marine Le Pen	50	13	35	2
	NFP	38	16	45	1
Vote au 1 ^{er} tour des Législatives 2024	Majorité présidentielle	29	21	48	2
	LR, UDI, Centristes	51	11	34	4
	RN	58	10	30	2
Image des Gilets jaunes	Positive	46	15	37	2
	Négative	33	20	44	3
Union européenne	Favorable à l'Union européenne	28	21	49	2
	Pour une sortie de l'Union européenne	59	10	27	4

Grille de lecture : Parmi ceux qui ont une image positive des Gilets jaunes, 46% pensent que « la mondialisation offre plus d'inconvénients que d'avantages ».

© Fondapol – juin 2026

La perception de la mondialisation est un bon indicateur de la confiance collective. Or, les Français se distinguent depuis longtemps par une appréciation négative ou mitigée. Désormais, la marche du monde est redoutée par les Français. Dans notre enquête, ils ne sont que 17% à penser que « La mondialisation offre plus d'avantages que d'inconvénients ». Peut-être plus significatif encore de notre désarroi national, les nouvelles générations sont à peine moins pessimistes ; seuls 28% des 18-24 ans et 25% des 25-34 ans considèrent que la mondialisation offre plus d'avantages que d'inconvénients. Ces pourcentages diminuent à mesure que l'âge des individus interrogés augmente, avec seulement 12% pour les 65 ans et plus. Cette donnée reflète le fait que les lycéens et les étudiants sont les plus nombreux (34%) à considérer que la mondialisation est avantageuse.

Dans la perspective de la présidentielle, on voit que la perception pessimiste de la mondialisation est plus marquée dans le monde des droites. Près de la moitié (46%) des proches de LR estime que la mondialisation offre plus d'inconvénients que d'avantages ; la proportion est majoritaire (52%) chez les proches du RN.

Bien connue, cette crainte de la mondialisation alimente un univers protestataire. Elle s'exprime sur le plan électoral, avec une surreprésentation des électeurs de Marine Le Pen, mais elle s'exprime aussi avec la surreprésentation des personnes interrogées qui disent avoir « une image très positive » des Gilets jaunes (59%).

Face à la mondialisation, le pessimisme domine (en %)

Question : « Laquelle des propositions suivantes se rapproche le plus de ce que vous pensez ? »

Base : Ensemble de l'échantillon

Catégories	La mondialisation offre plus d'inconvénients que d'avantages	La mondialisation offre plus d'avantages que d'inconvénients	La mondialisation offre autant d'avantages que d'inconvénients
Ensemble de l'échantillon	40	17	40
Âge	18-24 ans	28	50
	25-34 ans	25	36
	35-49 ans	20	43
	50-64 ans	14	40
	65 ans et plus	12	35

© Fondapol – juin 2026

Face à la mondialisation, le pessimisme domine (en %) - suite**Question :** « Laquelle des propositions suivantes se rapproche le plus de ce que vous pensez ? »**Base :** Ensemble de l'échantillon

Catégories		La mondialisation offre plus d'inconvénients que d'avantages	La mondialisation offre plus d'avantages que d'inconvénients	La mondialisation offre autant d'avantages que d'inconvénients
Ensemble de l'échantillon		40	17	40
Âge	50 ans et plus	47	12	38
Proximité partisane	LR	46	11	41
	RN	52	15	31
Vote au 1 ^{er} tour 2022	Marine Le Pen	50	13	35
Vote au 1 ^{er} tour 2017	Marine Le Pen	55	12	31
Vote aux européennes 2024	RN	55	11	32
A déjà voté RN		52	12	34
Le niveau de vie s'est dégradé		46	14	37
Très insatisfait à l'égard d'Emmanuel Macron		52	11	34
Favorable à une sortie de l'Union européenne		59	10	27
Pour un système politique reposant sur un homme fort		46	19	33

© Fondapol – juin 2026

Grille de lecture : 52 % des proches du RN pensent que la « mondialisation offre plus d'inconvénients que d'avantages »

L'opinion sur la mondialisation en fonction de la proximité partisane (en %)**Question :** « Laquelle des propositions suivantes se rapproche le plus de ce que vous pensez ? »**Réponses :** « La mondialisation offre plus d'inconvénients que d'avantages » ; « La mondialisation offre plus d'avantages que d'inconvénients » ; « La mondialisation offre autant d'avantages que d'inconvénients »**Base :** Ensemble de l'échantillon

	La mondialisation offre plus d'inconvénients que d'avantages	La mondialisation offre autant d'avantages que d'inconvénients	La mondialisation offre plus d'avantages que d'inconvénients
LFI	37	33	27
PS	34	46	15
Les Écologistes	33	51	12
Renaissance	19	36	44
LR	46	41	11
Reconquête	67	26	6
RN	52	31	15
Sans préférence partisane	39	43	15

© Fondapol – juin 2026

2. Est-ce aux électeurs de craindre une « crise financière majeure » (88 %) ou à leurs gouvernants ?

Pour la plupart des Français (88 %), une « crise financière majeure » menace le pays. Il faut souligner que c'est avec cette inquiétude légitime à l'esprit qu'ils abordent l'élection présidentielle. Il appartient donc à la classe politique de répondre à une préoccupation aussi répandue que justifiée. Comment pourrait-on ne pas aborder cette question urgente et cruciale au cours d'une campagne électorale visant à désigner le chef de l'État ? Tragiquement, il est couramment jugé naïf d'espérer cette démarche de la part d'un candidat. Ce fatalisme installe la reconnaissance d'une incompatibilité de fait entre la responsabilité politique et le déroulement de l'élection présidentielle, dès lors qu'un candidat à la présidence de la République ne peut pas prendre au sérieux les problèmes les plus graves sans risquer toute chance d'être élu.

On sait pourtant que de ne pas aborder la question avant l'élection favorise le discrédit de la classe politique et gouvernementale, laissant le champ libre aux populistes, à l'abstention et au vote blanc. On le sait d'un savoir certain puisque c'est ce que l'on observe lors des élections présidentielles depuis au moins 1981. Les candidats qui, par une habileté ou une prudence ordinaire, choisiront de contester, d'ignorer, ou de repousser à plus tard la prise en compte de l'extrême gravité des problèmes économiques et financiers et les réponses qu'ils exigent devront bien y faire face s'ils sont élus. Selon l'appréciation commune, on est sûr qu'ils chercheront à retarder les premières mesures qui s'imposent, au moins jusqu'à la tenue des élections législatives.

Par son principe, le choix d'un candidat au suffrage direct par cinquante millions d'électeurs, et par son mode de fonctionnement, un scrutin majoritaire à deux tours, l'élection présidentielle est inadaptée à la période difficile dans laquelle nous entrons. Elle met le pouvoir d'État à la portée des démagogues, du simplisme et nous expose au risque d'y faire entrer nos passions les plus redoutables. À considérer l'enjeu de la dette et le risque d'une crise financière majeure, il apparaît que l'élection présidentielle soit devenue antinomique de l'intérêt national. Il est donc tragique que les Français ne se voient proposer qu'une élection présidentielle pour sortir le pays de la faillite économique et de son dérèglement politique.

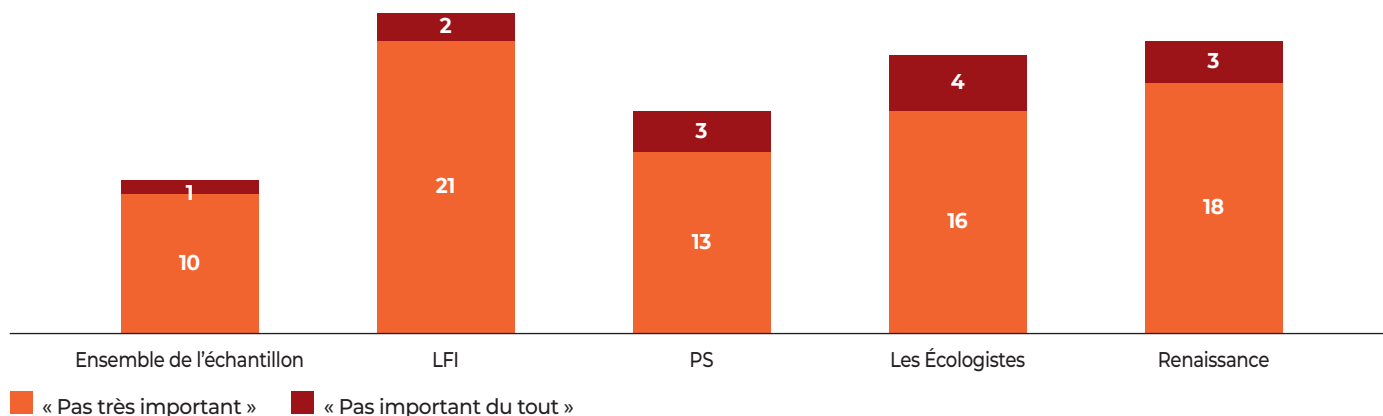
Relevons ce qu'est la minorité (11 %) des personnes interrogées qui ne croit pas à l'imminence d'un risque financier majeur. Parmi ces électeurs qui ne croient pas à la crise financière ou qui estiment que l'on peut l'affronter, on trouve surtout les proches de la France insoumise (23 %), des Écologistes (20 %) et du PS (16 %). C'est un monde de gauche, même si l'expression d'une telle confiance est également bien représentée chez les proches de Renaissance (21 %). On peut noter à ce sujet que cette convergence de vues entre, d'un côté, les proches de LFI, des Écologistes, du PS et, de l'autre côté, les proches de Renaissance, à propos de ce sujet déterminant, met en lumière la composante de gauche contenue dans l'électorat macroniste. Par comparaison, les proches du RN ne sont que 6 % à ne pas juger important ce risque financier. Au passage, nous avons une indication sur le poids des opinions de gauche dans l'électorat potentiel de Renaissance et de Gabriel Attal. Ces forces d'opinion pèseront sur le discours des candidats à l'élection présidentielle. On peut penser que nul ne voudra prendre le risque de perdre une fraction de son électorat au détour d'un engagement marqué en faveur du redressement des comptes.

Faut-il craindre une crise financière majeure ? (en%)

Question : « Certaines personnes estiment que le niveau d'endettement de la France pourrait conduire à une crise financière majeure dans les années à venir. Diriez-vous que ce risque est ... »

Réponses : « Pas très important » ; « Pas important du tout »

Base : Ensemble de l'échantillon



© Fondapol – juin 2026

Grille de lecture : 13% des proches du PS estiment que le risque de crise financière n'est pas très important.

Ne rien dire pour être élu et ne rien faire une fois élu ou ne rien dire pour être élu et tenter de faire une fois élu, sont deux manières différentes de produire le même résultat : l'incompréhension, le refus, le rejet des élites, accusées d'avoir dissimulé, d'avoir menti, d'être incompetentes et corrompues, jusqu'à ouvrir finalement le procès du régime démocratique.

3. Puissance politique de la crise patrimoniale

L'hypothèse d'une crise patrimoniale repose sur l'idée que la déstabilisation du monde démocratique observable depuis une trentaine d'années trouve l'une de ses principales causes dans un phénomène historique de dépossession. Il s'agit d'une dépossession matérielle, de la perte d'un patrimoine bien réel, de prospérité ou d'un niveau de vie ; et il s'agit simultanément de la perte d'un patrimoine immatériel, culturel, d'un style de vie.

Depuis une trentaine d'années, des travaux montrent que cette dimension immatérielle joue un rôle majeur dans le succès électoral et d'opinion des partis populistes ; le rôle de ce facteur l'emporte même sur la dimension économique, matérielle, y compris au sein des classes populaires⁷. L'hypothèse d'une crise patrimoniale éclaire beaucoup la poussée des partis populistes dans le monde démocratique que l'on mesure depuis la fin des années 1980.

Dans notre enquête, pour prendre en considération cette hypothèse, nous avons posé deux questions, l'une portant sur l'appréciation de l'évolution de son niveau de vie, ce qui circonscrit le patrimoine matériel. La question a été posée sous la forme suivante : « Avez-vous le sentiment qu'au cours des dernières années, votre niveau de vie s'est amélioré ou qu'il s'est dégradé ? ». Pour résumer, il s'agit d'apprécier l'évolution de son niveau de vie. Une majorité (53%) des personnes interrogées estiment que leur niveau de vie s'est dégradé au cours des dernières années, 39% répondent qu'il est resté stable et 6% qu'il s'est amélioré.

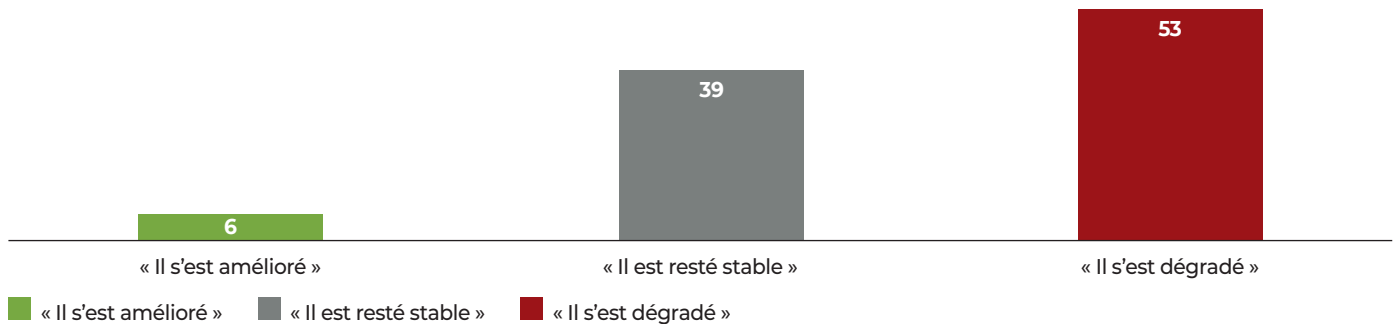
7. Voir Piero Ignazi, « The silent counter-revolution », *European Journal of Political Research*, 1992, 22: p. 3-34 ; Daniel Oesch, « Explaining Worker's Support for Right-Wing Populist Parties in Western Europe: Evidence from Austria, Belgium, France, Norway, and Switzerland », *International Political Science Review*, vol. 29, n°3, juin 2008 ; Dominique Reynié, *Populismes. La pente fatale*, Paris Plon, 2011 ; *Les nouveaux populismes*, Paris, Pluriel/Fayard, 2013 ; Pippa Norris et Ronald Inglehart, *Cultural Backlash. Trump, Brexit and Authoritarian Populism*, 2019, Cambridge University Press ; Dominique Reynié, *Les Européens abandonnés au populisme*, Fondapol, mai 2024 [en ligne].

Votre niveau de vie s'est-il amélioré, s'est-il dégradé ou est-il resté stable ? (en %)

Question : « Avez-vous le sentiment qu'au cours des dernières années, votre niveau de vie s'est amélioré, qu'il s'est dégradé ou qu'il est resté stable ? »

Réponses : « Il s'est amélioré » ; « Il est resté stable » ; « Il s'est dégradé »

Base : Ensemble de l'échantillon



© Fondapol – juin 2026

Une crise politique patrimoniale est observable dans la plupart des pays du vieux continent. Mais aussi bien pourrait-on l'enregistrer partout dans le monde, au moins pour ce qui concerne le patrimoine immatériel. Ce serait une conséquence logique de la globalisation, à la fois en tant que mondialisation et en tant que révolution technologique. Par crise politique « patrimoniale », il faut entendre une double inquiétude qui travaille les sociétés démocratiques occidentales. Un nombre croissant de citoyens doutent non seulement de l'avenir de leur patrimoine matériel, de leur niveau de vie, et plus généralement des conditions matérielles de leur existence, mais aussi de l'avenir de leur patrimoine immatériel, de leur histoire, de leurs habitudes de vie, de leur culture, de sa transmission et de sa continuation.

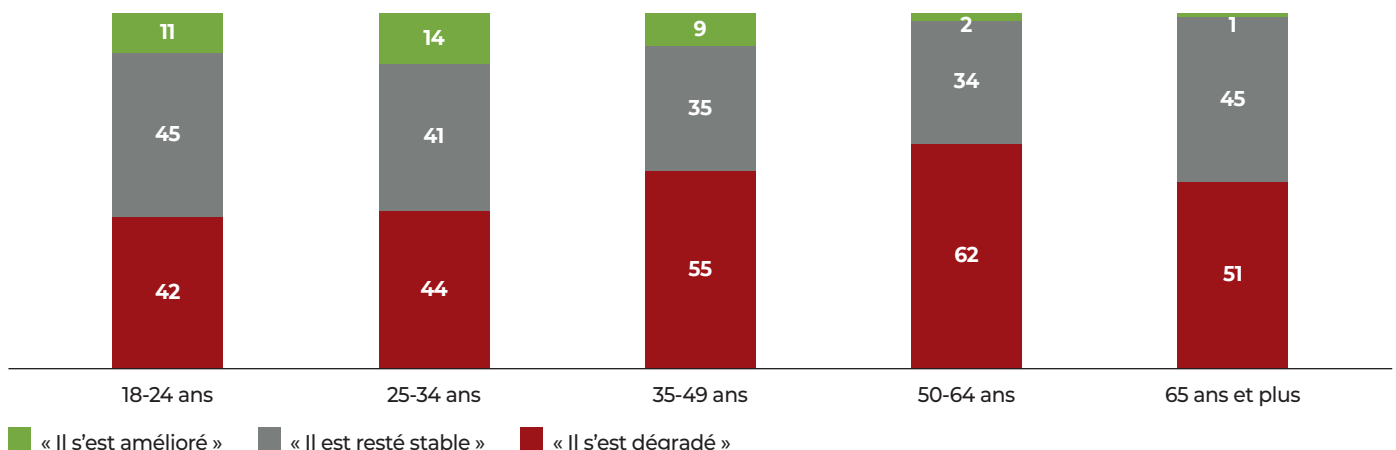
Il faut noter qu'à rebours des discours publics, le sentiment d'une dégradation du niveau de vie est d'autant plus marqué que les personnes interrogées sont plus âgées. C'est en particulier le cas des 50-64 ans, parmi lesquels une nette majorité (62%) jugent que leur niveau de vie s'est « dégradé ». Différemment, les plus jeunes, les 18-24 ans, affichent un rapport plus apaisé à la question : seuls 42% d'entre eux disent avoir connu une dégradation de leur niveau de vie, et ils sont même les seuls, parmi toutes les classes d'âge, pour qui la stabilité (45%) devance le sentiment de déclin. Le résultat est cohérent avec ce que l'on observe par statut professionnel : les chômeurs sont le groupe le plus pessimiste, avec 68% qui jugent leur niveau de vie dégradé, alors que les étudiants et lycéens, à l'image des plus jeunes, restent le seul profil où le sentiment de stabilité (45%) résiste face au déclin perçu (42%).

Le sentiment que le niveau de vie s'est dégradé augmente avec l'âge (en %)

Question : « Avez-vous le sentiment qu'au cours des dernières années, votre niveau de vie s'est amélioré, qu'il s'est dégradé, ou qu'il est resté stable ? »

Réponses : « Il s'est amélioré » ; « Il est resté stable » ; « Il s'est dégradé »

Base : Ensemble de l'échantillon



© Fondapol – juin 2026

La question destinée à évaluer l'évolution de son patrimoine immatériel a été posée sous la forme suivante : « Avez-vous le sentiment qu'au cours des dernières années, la manière de vivre en France, ses traditions et ses habitudes de vie sont aujourd'hui préservées ou au contraire menacées ? ». Plus des trois quarts (78 %) des personnes interrogées répondent que leur style de vie, ainsi défini, est désormais menacé.

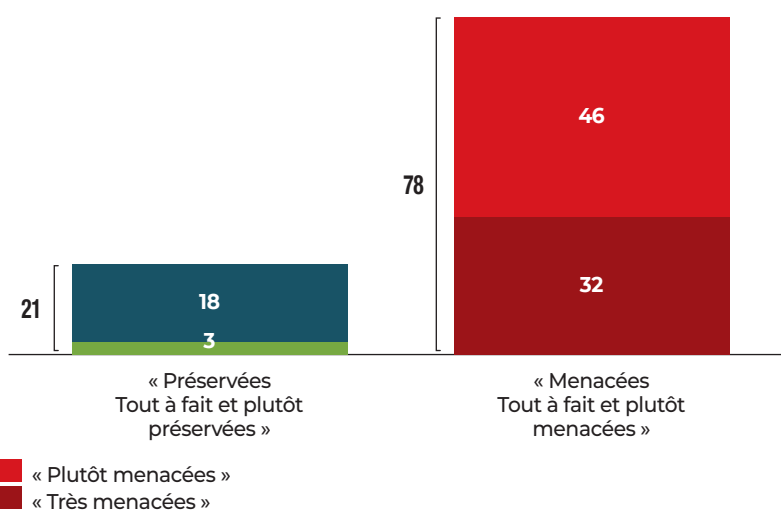
Ce sentiment d'une perte dont la nature est difficile à identifier, un sentiment qui évoque le deuil et la nostalgie, est éprouvé plus fortement encore par les générations plus âgées : 83% des plus de 50 ans ressentent cette forme de déstabilisation existentielle. Pour autant, il n'existe pas de clivage significatif entre les générations à propos du patrimoine immatériel. En effet, si les plus jeunes (18-24 ans) sont relativement les moins inquiets, puisque près d'un tiers (30 %) estime que les traditions et les habitudes de vie sont préservées, une très large majorité (70 %) considère qu'elles sont « menacées ».

Pour la plupart des Français la manière de vivre en France et les traditions du pays sont aujourd'hui menacées (en %)

Question : « Avez-vous le sentiment qu'au cours des dernières années la manière de vivre en France, ses traditions et ses habitudes de vie sont aujourd'hui préservées ou au contraire menacées ? »

Réponses : « Tout à fait préservées » ; « Plutôt préservées » ; « Plutôt menacées » ; « Très menacées »

Base : Ensemble de l'échantillon



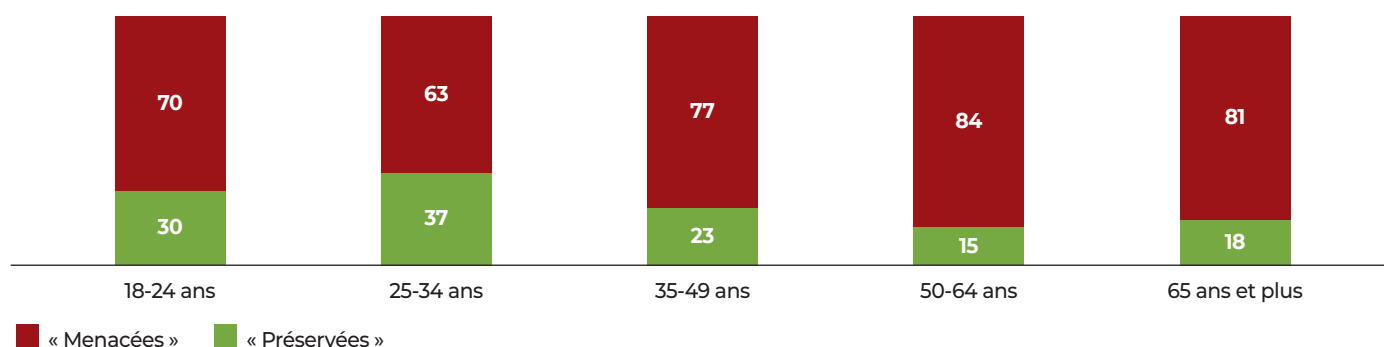
© Fondapol – juin 2026

La manière de vivre en France, ses traditions et ses habitudes de vie sont aujourd'hui menacées (en %)

Question : « Avez-vous le sentiment qu'au cours des dernières années la manière de vivre en France, ses traditions et ses habitudes de vie sont aujourd'hui préservées ou au contraire menacées ? »

Réponses : « Tout à fait préservées » ; « Plutôt préservées » ; « Plutôt menacées » ; « Très menacées »

Base : Ensemble de l'échantillon



© Fondapol – juin 2026

La perception d'une menace pesant sur les traditions et les habitudes de vie en France mérite d'être regardée selon l'affiliation religieuse de la personne interrogée, car on voit apparaître une convergence entre les musulmans et les catholiques. Une majorité (59%) des Français musulmans juge également que « la manière de vivre en France, ses traditions et ses habitudes de vie sont aujourd'hui menacées ». On trouve une même majorité chez les catholiques, d'une façon plus marquée (83%).

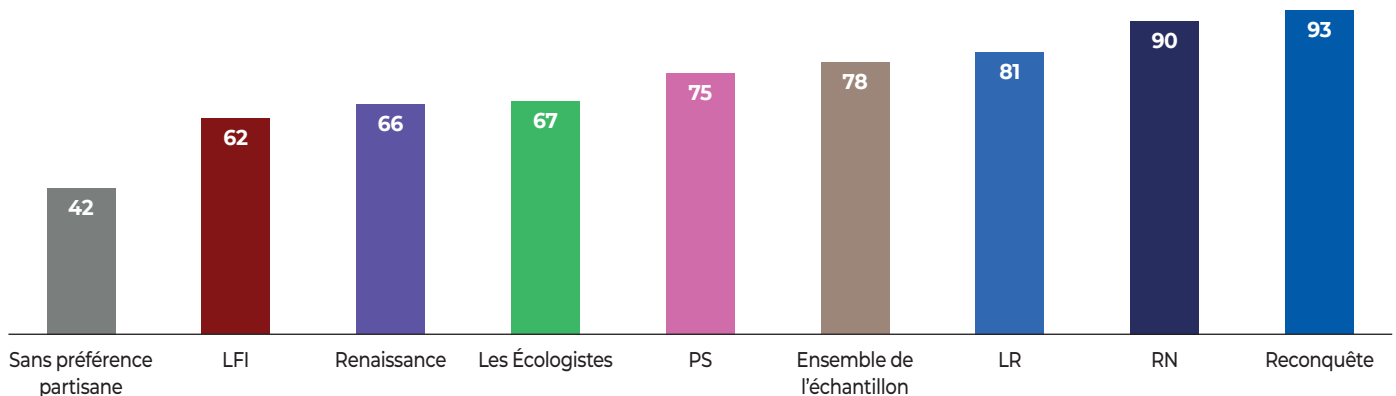
Le sentiment que le mode de vie et les traditions françaises sont « menacés » est si largement partagé qu'il renvoie sans doute à des réalités et à des références pour partie différentes ; mais il n'en demeure pas moins significatif d'une perte collectivement éprouvée par les Français, quelles que soient les générations, les opinions politiques, les sensibilités religieuses ou les niveaux de vie. Il faut comprendre la question patrimoniale comme une préoccupation d'ampleur, le symptôme de l'égarement d'un peuple dans une histoire qu'il ne fait plus, qu'il ne comprend plus et qui semble ne plus avoir besoin de lui.

Des traditions menacées (en %)

Question : « Avez-vous le sentiment qu'au cours des dernières années la manière de vivre en France, ses traditions et ses habitudes de vie sont aujourd'hui préservées ou au contraire menacées ? »

Réponse : « Menacées »

Base : Ensemble de l'échantillon



© Fondapol – juin 2026

Sur le plan politique, 83% de ceux qui se situent à droite éprouvent ce sentiment de dépossession patrimoniale. Ils représentent 81% des proches de LR, 90% des proches du RN et la quasi-totalité (92%) des électeurs de Marine Le Pen lors du premier tour de la présidentielle de 2022. Ils s'efforcent de l'exprimer, de diverses manières, à travers des partis, des candidats qui parlent pour eux, qui se présentent à leurs suffrages, comme à travers leurs réponses à des questionnaires d'enquête. Mais l'idée que le mode de vie et les traditions françaises sont « menacés »

domine aussi à gauche (64%), chez les proches du PS (75%) ou chez des électeurs (71%) de Jean-Luc Mélenchon de 2022 ; et ce sentiment de perte est aussi partagé par 69% des électeurs d'Emmanuel Macron de 2022.

On remarquera que la puissance transpartisane de ce sentiment de perte, voire de dépossession, n'a cependant pas été un sujet dans nos débats publics. L'évocation de la possibilité d'un tel malaise collectif est assignée a priori à une thématique de droite, voire de droite extrême.

III. LE POISON DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

1. UNE ÉLECTION CONTRE LE PAYS

1. Inquiétude et découragement des Français à l'approche de leur présidentielle

Pour notre pays confronté à des problèmes intérieurs considérables, dont la population est profondément troublée, divisée, sans perspective collective, dans un monde en bouleversement, agité de crises géopolitiques majeures, l'élection présidentielle paraît déclassée par l'immensité des enjeux. L'approche du

scrutin ne suscite l'enthousiasme que d'une poignée (3%) des personnes interrogées. Même la confiance est marginale (8%). Ce qui domine, c'est l'inquiétude (52%) et le découragement (22%). Au total, les trois quarts des électeurs témoignent d'émotions négatives à l'approche de l'élection présidentielle⁸.

Pour les Français, l'élection présidentielle est devenue un problème (en %)

Question : « En pensant à l'élection présidentielle d'avril-mai 2027, quel est le sentiment qui vous vient en premier lieu à l'esprit ? »

Réponses : « Découragement » ; « Inquiétude » ; « Confiance » ; « Enthousiasme » ; « Indifférence »

Base : Ensemble de l'échantillon

		Émotions négatives			Émotions positives	
		Découragement	Inquiétude	Indifférence	Confiance	Enthousiasme
Ensemble de l'échantillon		22	52	15	8	3
Âge	plus de 65 ans	17	63	11	7	2
Niveau de diplôme	Supérieur à bac +2	22	56	12	5	5
Catégories socio-professionnelles	Cadres, Professions intellectuelles supérieures	26	51	14	7	2
Statut	Salarié du public	25	50	15	5	5
	Lycéen, Étudiant	20	56	16	6	2
Proximité partisane	PS	16	70	10	3	1
	Les Écologistes	22	57	16	3	1
	Renaissance	9	67	10	12	2
	LR	21	68	7	3	1
Vote au 1 ^{er} tour 2017	Emmanuel Macron	16	65	8	7	3
Vote au 1 ^{er} tour 2022	Emmanuel Macron	15	65	9	8	2
Vote aux législatives 2024	NFP	25	57	9	6	3
	Majorité présidentielle	13	67	8	9	3
	LR, UDI et centristes	13	73	7	5	2
Niveau de vie	Il s'est dégradé	30	51	11	5	3

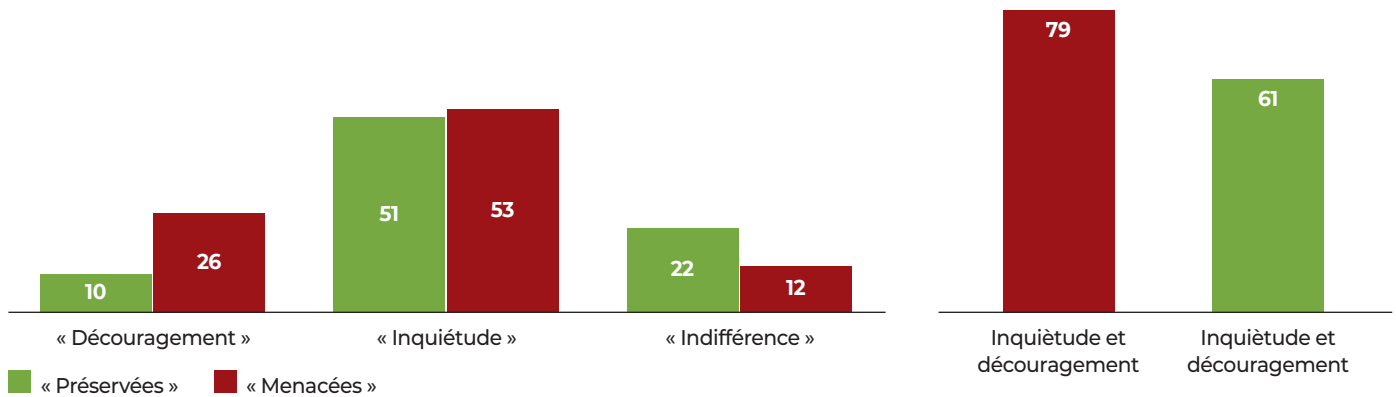
8. « Et en pensant à la prochaine élection présidentielle d'avril-mai 2027, quel est le sentiment qui vous vient en premier lieu à l'esprit ? : enthousiasme ; confiance ; inquiétude ; découragement ; indifférence. »

Le sentiment que son mode de vie est menacé et la perception de l'élection présidentielle (en %)

Question : « En pensant à l'élection présidentielle d'avril-mai 2027, quel est le sentiment qui vous vient en premier lieu à l'esprit ? »

Réponses : « Découragement » ; « Inquiétude » ; « Indifférence »

Base : Ensemble de l'échantillon



© Fondapol – juin 2026

Grille de lecture : Parmi les personnes qui pensent que la manière de vivre en France, ses traditions et ses habitudes de vie sont aujourd'hui menacées, 79% ont des sentiments de découragement et d'inquiétude à l'approche de la présidentielle 2027.

Comme le montre l'observation des 11 présidentielles précédentes, c'est largement par des promesses et des programmes qui se sont montrés indifférents à leurs conséquences budgétaires, économiques et politiques que la crise a pu s'installer dans le pays et prendre une telle ampleur. D'un autre côté, force est de constater que les candidats issus des partis de gouvernement s'émancipent du réalisme économique et budgétaire pour tenter de mobiliser les électeurs. Ils facilitent l'arrivée de concurrents populistes qui, sur ce plan, seront toujours les champions. La présidentielle leur est devenue structurellement favorable.

Les résultats du premier tour des 11 élections présidentielles qui ont eu lieu depuis 1965 montrent la formidable poussée populiste. Elle est notable à partir du milieu des années 1980. L'élection présidentielle de 1988 est la première à enregistrer la poussée populiste avec Jean-Marie Le Pen, le candidat du FN, qui rassemble 14,5% des suffrages. On pouvait voir alors dans ce résultat un vote de colère, donc un mécontentement passager. La suite a montré que la poussée s'est poursuivie.

Au cours de la période 1988-2022, seule l'élection de 2007 se distingue par un recul de l'abstention et un rebond de la participation en faveur des candidats de gouvernement, au détriment du candidat du FN, Jean-Marie Le Pen. Mais 2007 n'était qu'une parenthèse dans la mue protestataire de l'élection présidentielle. En 2012, les votes populistes augmentent à nouveau.

Ils atteignent le tiers des suffrages exprimés, soit le niveau, jusque-là record, du 21 avril 2002. En 2017, le total des votes populistes de premier tour frôle la majorité des suffrages exprimés (48,4 %), puis la dépasse largement en 2022, avec 57,8% des suffrages exprimés. Les candidats antisystème sont majoritaires.

2. L'élection présidentielle et la disparition de la responsabilité

Irrésistiblement, la perspective de la prochaine élection présidentielle pousse les chefs politiques et leur parti à privilégier la compétition sur la coopération, en dépit de la situation des finances publiques qui fait planer sur le pays la menace d'une crise majeure⁹. La primauté du président dans les institutions devrait faire de l'élection présidentielle le moment où se tranchent les grandes questions qui préoccupent et divisent le pays. Mais croit-on possible de rétablir des comptes lourdement déficitaires en confiant cette tâche à un chef d'État élu au suffrage universel direct ? On voit mal quelle campagne pour la présidentielle permettrait de faire émerger des réponses utiles, de débattre et de négocier les mesures appropriées pour redresser la situation financière.

Presque tout dans l'élection présidentielle contrevient aux conditions minimales du consensus et de la réforme : l'hyperpersonnalisation du pouvoir, son inclination autoritaire, son inspiration plébiscitaire.

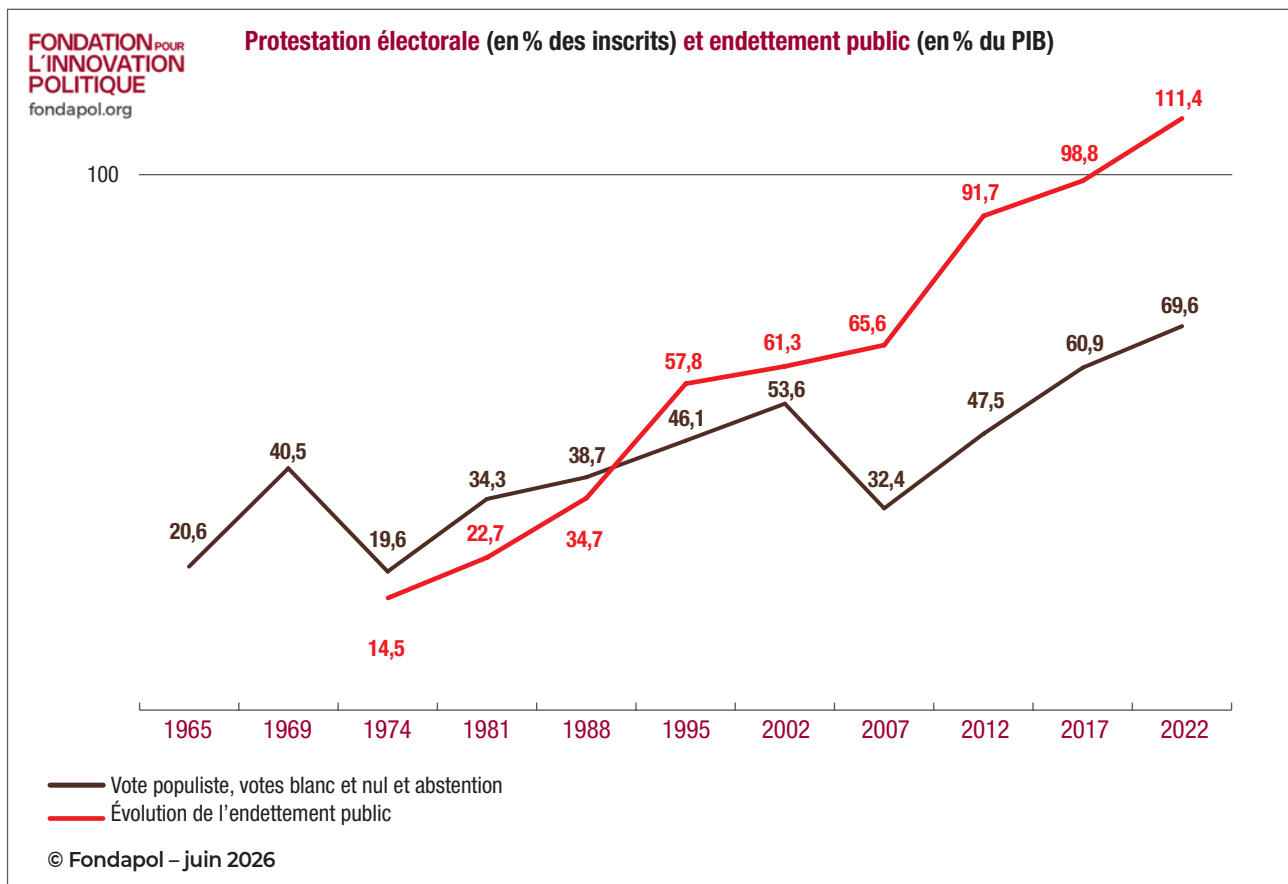
9. Je reprends ici les idées exposées dans mon texte, « L'élection présidentielle, une tragédie française », publié le 2 septembre 2025 par le site SciencesPo, dans le cadre de la rubrique « Conférence Sciences Po » [en ligne].

C'est aussi pourquoi l'élection présidentielle est plus favorable aux candidats populistes qu'à ceux qui voudraient réformer pour les générations futures. Sous cette V^e République, de fait présidentialiste, le problème de la démocratie n'est pas que les chefs de partis et les députés ne savent pas discuter ou négocier, mais qu'ils n'ont pas intérêt à coopérer à moins d'un an et demi d'une présidentielle. Il faut ici noter que le passage du septennat au quinquennat n'a fait qu'aggraver ce désordre institutionnel. Le quinquennat augmente la fréquence des scrutins présidentiels, renforce le pouvoir de nuisance de ces pré-campagnes qui entravent les capacités de débattre utilement et empêchent les décisions nécessaires.

La présidentielle influence fortement les types de discours, les programmes de gouvernement, la forme du débat public. Par sa nature, l'élection a joué un rôle déterminant dans la dérive des dépenses publiques. Elle est à la source des déficits et de l'endettement. En raison de ses traits démiurgiques,

cette élection ne pouvait pas intégrer les limites économiques et financières lorsqu'il est apparu périlleux de ne pas réduire les dépenses publiques en raison d'une configuration moins favorable. La courbe de l'endettement public en témoigne. Ce scrutin est insensible aux contraintes économiques et financières. Il incite à promettre des dépenses, c'est-à-dire à augmenter les impôts, et non pas à faire des économies, c'est-à-dire à réformer l'État.

L'élection présidentielle est porteuse d'une culture qu'elle a diffusée dans tout le corps politique et le débat public. Ses rituels et ses codes, ses symboles, son vocabulaire grandiloquent (« la rencontre d'un homme et d'un peuple », « l'élection reine », la « magistrature suprême », « le maître des horloges », « l'état de grâce », etc.), tout cela donne à croire qu'il existe quelque part une solution miraculeuse, une formule magique dont le président serait détenteur, et qui donnerait aux Français le pouvoir d'ignorer la rareté des richesses et la nécessité de les produire.



On le voit, la protestation électorale est insatiable dès lors qu'elle est reconnue comme en atteste l'augmentation de la dépense publique ; l'explosion de la dette démontre l'efficacité dont est capable la protestation électorale dans un système politique organisé autour d'une élection présidentielle comme la nôtre. Elle incite les candidats à promettre

des dépenses et les dissuadent d'annoncer des économies. La hausse continue des déficits publics et des prélèvements obligatoires accable l'économie ; de même, loin de renforcer la démocratie, la hausse des déficits la déstabilise dangereusement par la légitimation de la démagogie et du populisme. C'est un échec économique et politique.

3. Électorat rétréci au premier tour, « barrage républicain » au second, protestations ... Quel élu pourra gouverner ?

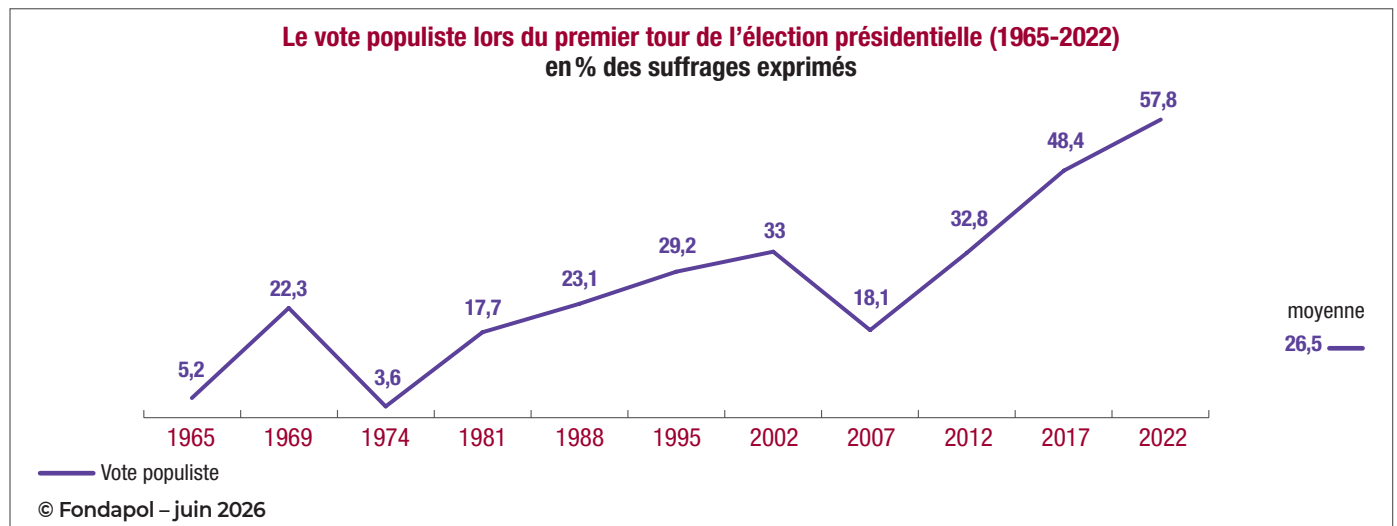
On mesure l'effondrement de la base électorale des partis de gouvernement, de gauche et de droite. Si l'on prend en compte non seulement les votes populistes, mais aussi l'abstention, les votes blancs et les votes nuls (le tout étant nécessairement calculé par rapport aux électeurs inscrits, en raison de l'abstention) on obtient alors un total de 60,9 % en 2017 et de 69,6 % en 2022. Ces chiffres vertigineux soulignent à quel point les partis de gouvernement ont été réduits. En quinze ans, le FN/RN domine la droite classique tandis que LFI, avec Jean-Luc Mélenchon, impose son hégémonie à la gauche, avec 19,6 % des suffrages en 2017, et 22 % en 2022. Mais comme ce sont les partis modérés qui gouvernent, inévitablement, leur légitimité est affectée, mise en doute presque aussitôt en raison de leur faiblesse électorale, compromettant les chances d'approbation de leurs décisions, et d'autant plus qu'elles s'attacheraient à équilibrer les comptes de la nation par la réduction de la dépense publique en général et des dépenses sociales en particulier.

La poussée protestataire est telle qu'en vingt ans, elle emmène à trois reprises un candidat populiste au second tour de la présidentielle : en 2002, 2017 et 2022.

Certes, à chaque fois, la majorité des électeurs qui ont pris part au scrutin se sont finalement portés sur le président sortant, refusant aux candidats populistes l'accès à la présidence de la République. Mais à chaque fois aussi ce « barrage » a perdu de sa force. Ainsi, l'écart entre les deux candidats de 2017 a été réduit de moitié en 2022, tandis que l'abstention a progressé de près de 3 points. De même, au second tour, en 2022, si Emmanuel Macron est réélu face à Marine Le Pen, ce n'est qu'avec 38,52 % des électeurs inscrits. Lors de la première confrontation de ce type, le 5 mai 2002, face à Jean-Marie Le Pen, Jacques Chirac était réélu avec 62 % des inscrits. En 2022, le « barrage républicain » est en voie d'écroulement.

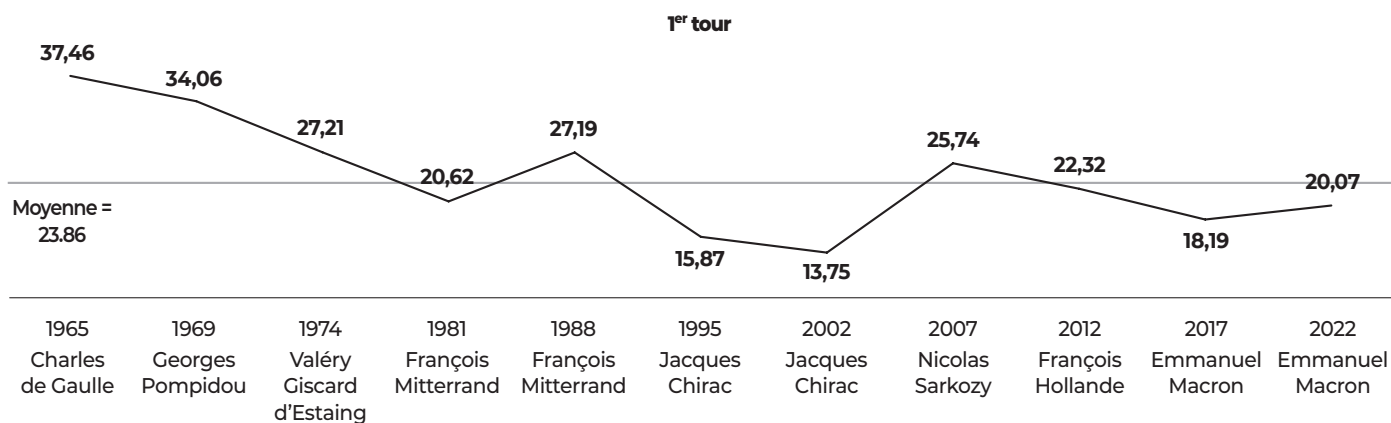
On l'a vu, entre 1965 et 1981, dans un contexte favorable, les partis de gouvernement ont dominé sans partage la scène politique grâce à l'élection présidentielle qui leur donnait de puissants moyens pour convaincre. Il est alors plus simple pour les candidats de répondre favorablement aux demandes de l'électorat, et même de les encourager. Mais dans un contexte de faible croissance, de précarité, de vieillissement démographique et de déficits, lorsqu'immanquablement apparaît la nécessité d'équilibrer les comptes et de décider des réformes que les déficits appellent, alors les partis populistes deviennent les maîtres du jeu. C'est l'élection présidentielle populiste que l'on voit se mettre en place à partir du milieu des années 1980.

La poussée constante des votes populistes et de la protestation électorale menace de bloquer notre système politique en 2027 (en %)

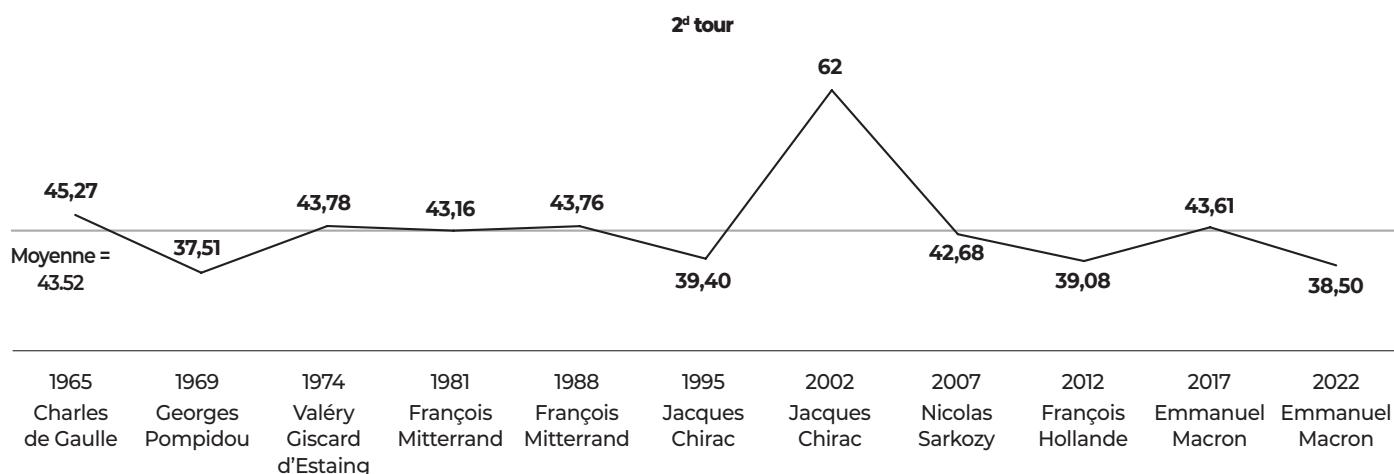


Candidatures retenues : 1965 : J.-L. Tixier-Vignancour (Comités Tixier-Vignancour) ; 1969 : J. Duclos (PCF), A. Krivine (LC) ; 1974 : J.-M. Le Pen (FN), B. Renouvin (NAR), A. Laguiller (LO), A. Krivine (FCR) ; 1981 : A. Laguiller (LO), G. Marchais (PCF) ; 1988 : J.-M. Le Pen (FN), A. Laguiller (LO), A. Lajoie (PCF) ; 1995 : J.-M. Le Pen (FN), A. Laguiller (LO), R. Hue (PCF), J. Cheminade (SP) ; 2002 : B. Mégret (MNR), J.-M. Le Pen (FN), A. Laguiller (LO), O. Besancenot (LCR), R. Hue (PCF), D. Gluckstein (PT) ; 2007 : J.-M. Le Pen (FN), A. Laguiller (LO), O. Besancenot (LCR), M.-G. Buffet (Gauche populaire et antilibérale), G. Schivardi (PT) ; 2012 : M. Le Pen (FN), N. Dupont-Aignan (DLR), J.-L. Mélenchon (FdG), P. Poutou (NPA), N. Arthaud (LO), J. Cheminade (SP) ; 2017 : M. Le Pen (FN), N. Dupont-Aignan (DLF), F. Asselineau (UPR), J.-L. Mélenchon (LFI), P. Poutou (NPA), N. Arthaud (LO), J. Cheminade (SP) ; 2022 : M. Le Pen (RN), N. Dupont-Aignan (DLF), É. Zemmour (R!), J.-L. Mélenchon (LFI), P. Poutou (NPA), N. Arthaud (LO), F. Roussel (PCF).

* Depuis la loi du 21 février 2014, le recensement du vote blanc n'est plus confondu avec celui du vote invalide (vote nul). L'élection présidentielle de 2017 a été la première à connaître le nouveau régime du vote blanc. À partir de la présidentielle de 2017, nous prenons en compte seulement le vote blanc.

Élections présidentielles françaises — % des électeurs inscrits ayant voté pour le candidat élu président

© Fondapol – juin 2026

Élections présidentielles françaises — % des électeurs inscrits ayant voté pour le candidat élu président

© Fondapol – juin 2026

Enfin, les résultats obtenus par le candidat élu président n'ont jamais été très élevés par rapport aux électeurs inscrits. En moyenne, sous la V^e République, le futur président de la République recueille au premier tour un peu moins d'un quart des votes des électeurs inscrits (24 %). Au second tour, la moyenne est de 43,5 %. Il faut souligner que cette moyenne des 11 seconds tours depuis 1965 comprend trois seconds tours avec un candidat du FN/RN : 2002, 2017 et 2022. En conséquence les résultats de ces trois seconds tours ne mesurent pas l'adhésion des électeurs à une candidature soutenant un projet particulier, mais la volonté d'empêcher un candidat du FN/RN d'accéder au pouvoir. Dans ces trois cas, il est difficile de parler d'un contrat de gouvernement puisqu'il est entendu que ce n'est pas le sujet, comme le prouvent les électeurs de gauche qui ont voté pour Jacques Chirac en 2002, ou les électeurs de droite et de gauche qui ont voté pour Emmanuel Macron en 2017 et en 2022.

Par ce type de configuration, le vainqueur de l'élection présidentielle ne peut se prévaloir d'aucun mandat en matière de politique économique et sociale, même si les présidents élus dans ce contexte tendent à l'oublier.

On voit aussi que la base initiale de premier tour du président élu ne représente en moyenne qu'un quart (24 %) des électeurs inscrits, et qu'il parvient au second tour à en réunir en moyenne 43,5 %, sachant que trois de ces onze scrutins ont donné, au second tour au vainqueur, plus d'électeurs que le vainqueur n'aurait pu en espérer s'il n'avait pas été opposé à un candidat antisystème. En excluant ces trois scrutins, la moyenne des scrutins est de 41,8 %. En d'autres termes, depuis 1965, environ 60 % des électeurs inscrits n'ont pas voté pour le président élu.

2. QUE PEUT ENCORE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE ?

1. Pour qui, pourquoi voter si le problème des Français est leur classe politique (64%) ?

Un nouveau président ... aussitôt sans majorité. La plupart des électeurs disent souhaiter le retour de l'ordre politique et institutionnel, soit la cohérence entre la majorité présidentielle et la majorité parlementaire, mais beaucoup n'y sont attachés que dans la mesure où cette cohérence épouserait leurs préférences ; en particulier, que la majorité présidentielle et la majorité parlementaire ne convergent pas au profit d'un président RN. Le souhait de revenir à l'ordre politique et institutionnel, mais à la condition que ce ne soit pas au profit du RN implique la possibilité d'une cohabitation immédiate du nouveau président avec une opposition parlementaire constituée et majoritaire à l'Assemblée ; mais la volonté de ne pas donner une majorité parlementaire à un président RN peut aussi engendrer une situation comparable à celle que nous connaissons depuis la dissolution de 2024, c'est-à-dire une absence de majorité et l'impossibilité d'en former une.

La question posée à ce sujet était la suivante : « Après la prochaine élection présidentielle, en 2027, si Jordan Bardella ou Marine Le Pen était élu(e) président(e) de la République, souhaiteriez-vous qu'il ou qu'elle obtienne une majorité de députés à l'Assemblée nationale pour soutenir sa politique ou bien, au contraire, souhaiteriez-vous qu'il/elle n'obtienne pas la majorité afin que les députés de l'Assemblée nationale puissent exercer un contre-pouvoir ? ».

Le pays est coupé en deux parts égales. D'un côté, les électeurs (49%) qui voudraient qu'après être parvenu à l'Élysée, le RN obtienne une majorité de députés pour soutenir sa politique ; à l'opposé, de l'autre côté (48%) ceux qui souhaitent que le nouveau président n'obtienne pas la majorité parlementaire, afin que les députés de l'Assemblée nationale puissent exercer un contre-pouvoir.

Ce souhait d'une correspondance entre la majorité présidentielle et la majorité parlementaire, en cas d'élection d'un président RN, obéit en partie au clivage gauche/droite. Ce souhait est particulièrement présent au sein des catégories sociales populaires (52%) mais aussi chez ceux dont le revenu mensuel du foyer est compris entre 2 000 et 3 499€ (55%), chez les Français peu ou pas diplômés (54%), ceux qui disent « s'en sortir très difficilement avec leurs revenus » (56%), les 25-34 ans (52%), les 50-64 ans (53%), les salariés du privé (53%), ceux qui disent être « très insatisfaits » de la présidence Macron (57%), ceux qui ont une image positive des Gilets jaunes (53%), les électeurs qui se situent à droite (71%), qui ont voté pour Marine Le Pen en 2022, au premier tour (86%), ou au second tour (84%), les électeurs de la droite LR-UDI-Centre lors des législatives de 2024 (61%), chez les catholiques (54%) ou encore chez les personnes favorables à un régime reposant sur « un homme fort » (65%).

Mais, inversement, le souhait, que le candidat RN n'obtienne pas la majorité, afin que les députés de l'Assemblée nationale puissent exercer un contre-pouvoir est particulièrement présent parmi les lycéens et les étudiants (66%), les 18-24 ans (61%), les moins de 35 ans (52%), les cadres, professions intellectuelles et supérieures (54%), chez ceux dont le revenu mensuel du foyer est de 3 500 € et plus (53%), les diplômés du supérieur (54%), les salariés du public (52%), les chômeurs (55%), ceux qui disent être « satisfaits » de la présidence Macron (58%), les électeurs de Jean-Luc Mélenchon en 2022 (74%), les électeurs qui se situent à gauche (80%), les proches de LFI (71%), du PS (74%), des Écologistes (84%) ou de Renaissance (73%), ceux qui ont une image négative des Gilets jaunes (55%), ceux qui ont voté Emmanuel Macron en 2022, au premier tour (63%), ou au second tour (64%), les électeurs du NFP lors des législatives de 2024 (78%), 42% des catholiques, très clivés sur ce sujet, à la différence des musulmans, largement en faveur (77%) d'une Assemblée nationale contre-pouvoir du RN.

Être élu, peut-être, mais pouvoir gouverner ? (en %)

Question : « Après la prochaine élection présidentielle, en 2027, si Jordan Bardella ou Marine Le Pen était élu(e) président(e) de la République, souhaiteriez-vous qu'il ou qu'elle obtienne une majorité de députés à l'Assemblée nationale pour soutenir sa politique ou bien, au contraire, souhaiteriez-vous qu'il/elle n'obtienne pas la majorité afin que les députés de l'Assemblée nationale puissent exercer un contre-pouvoir ? »

Réponses : « Je souhaite qu'il ou qu'elle obtienne une majorité de députés à l'Assemblée nationale pour soutenir sa politique » ; « Je souhaite qu'il ou qu'elle n'obtienne pas la majorité, afin que les députés de l'Assemblée nationale puissent exercer un contre-pouvoir »

Base : Ensemble de l'échantillon

		Je souhaite qu'il ou qu'elle obtienne une majorité de députés à l'Assemblée nationale pour soutenir sa politique	Je souhaite qu'il ou qu'elle n'obtienne pas la majorité, afin que les députés de l'Assemblée nationale puissent exercer un contre-pouvoir
Ensemble de l'échantillon		49	48
Âge	18-24 ans	37	61
	25-34 ans	52	48
	50-64 ans	53	43
Catégories socio-professionnelles	Ouvriers et employés	52	45
	Cadres et professions intellectuelles supérieures	44	54
Revenu mensuel du foyer	2 000 - 3 499 euros/mois	55	42
	3 500 euros/mois et plus	46	53
Niveau de diplôme	Sans diplôme/BEPC/CAP/BEP	54	44
	Supérieur à Bac+2	44	54
Statut	Salarié du public	47	52
	Salarié du privé	53	44
	Chômeur	41	55
	Lycéen et étudiant	33	66
Comment vous en sortez-vous avec les revenus de votre ménage ?	J'y arrive très difficilement	56	44
Jugement sur la présidence d'E. Macron	« Très insatisfaits » de la présidence Macron	57	40
	« Satisfaits » de la présidence Macron	40	58
Image des gilets jaunes	Une image positive	53	44
	Une image négative	43	55
Indice pratique religieuse	Catholiques	54	42
	Musulmans	22	77
Proximité partisane	LFI	29	71
	PS	24	74
	Les Écologistes	10	84
	Renaissance	27	73
	LR	56	44
	RN	90	8
	Sans proximité partisane	43	51
Autopositionnement politique	À gauche	19	80
	Au centre	46	52
	À droite	71	28
Vote au 1^{er} tour - Présidentielle 2022	Marine Le Pen	86	11
	Emmanuel Macron	35	63
	Jean-Luc Mélenchon	22	74
Vote au 2^d tour - Présidentielle 2022	Marine Le Pen	84	13
	Emmanuel Macron	34	64
Vote aux législatives - 2024	LR, UDI et centristes	61	39
	NFP	21	78
Système politique	Avoir un système politique reposant sur un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections	65	32

2. Les élections législatives : 3^e tour d'une longue présidentielle (avril-mai-juin-juillet 2027)

Nous l'avons vu, les Français attribuent la crise que nous vivons à la classe politique, non à un défaut de nos institutions. Les deux tiers des personnes interrogées (64 %) considèrent que, « globalement, nous avons un bon système politique, mais nous avons une classe politique qui n'est pas capable de gouverner et de trouver des solutions à nos problèmes ».

Pour qui penserait que les gouvernés s'exonèrent trop facilement de leurs responsabilités en accablant leurs gouvernants, il faut noter que ce jugement sévère est tenu par des citoyens dont la plupart (68 %) restent fidèles à l'idée qu'il est « utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses », contre 30 % qui concluent que « voter ne sert à rien, les hommes et les femmes politiques ne tiennent pas compte de la volonté du peuple ». Ce sont aussi les trois quarts (74 %) des électeurs qui manifestent leur préférence pour « un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le Gouvernement », contre « un système politique reposant sur un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections » (23 %).

Entre l'élection du chef de l'État et la désignation, très incertaine, de sa majorité parlementaire, il se passera une campagne de près de quatre mois, acharnée, peut-être furieuse, saturée de discours démagogiques. Quelle place laissera-t-on aux aspirations de la société française ? Auront-elles seulement voix au chapitre ? Perceront-elles la couche épaisse du simplisme médiatique et politique ? La campagne électorale s'inspirera-t-elle des grandes interrogations, des grandes convictions, des intuitions et des préférences politiques, économiques et sociales des Français, en dépit des dogmes plaqués par des machines idéologiques sur une pensée collective autrement pluraliste, inventive, informée et effervescente ? Notre système politique démontre que les Français peuvent être invités à voter, mais sans avoir eu la possibilité de discuter, sans véritablement avoir été entendus, ni même écoutés.

La période électorale et la crise politique en cours conduiront le commentaire public à accorder plus d'importance aux humeurs et aux passions françaises, hélas plus négatives que positives en raison de la situation du pays et de la campagne électorale. Pour autant, sur de nombreux aspects, les aspirations populaires doivent être jugées très encourageantes, même si l'on peut regretter qu'elles ne soient pas davantage prises en compte par les médias ni même sollicitées par les politiques. Ainsi, près des deux tiers (64 %) des personnes interrogées pensent que « compte tenu de l'évolution globale du monde, de la croissance économique et de l'innovation technologique, la France n'est plus dans la course », contre 35 % pour lesquels, au contraire, la France est toujours dans la course.

En interrogeant ceux pour lesquels la France n'est plus dans la course sur le fait de savoir « quelle devrait être la priorité de la France pour rattraper son retard et retrouver sa prospérité, sa puissance et son influence », le trio de tête des enjeux prioritaires est conquérant : « réindustrialiser les territoires » (43 %), « baisser les impôts et réduire les normes qui pèsent sur nos entreprises » (43 %), « retrouver une agriculture compétitive et exportatrice » (35 %).

Pour ceux qui estiment, au contraire, que « la France est toujours dans la course » le trio de tête des enjeux prioritaires que la campagne devrait traiter est le même. Il ne s'agit plus, cette fois, de rattraper le retard de la France, mais de « maintenir sa prospérité, sa puissance et son influence » ; l'ordre est à peine différent et tout aussi marqué du sceau du volontarisme : « réindustrialiser les territoires » (40 %), « baisser les impôts et réduire les normes qui pèsent sur nos entreprises » (35 %) et enfin « retrouver une agriculture compétitive et exportatrice » (31 %).

Pour ceux qui pensent que la France n'est plus dans la course, quelle priorité pour rattraper son retard ? (en %)

Question : « Parmi les options suivantes, quelle devrait être la priorité de la France pour rattraper son retard et retrouver sa prospérité, sa puissance et son influence ? »

Réponses : En 1^{er} ; Total en 1^{er} et en 2^{ème}

Base : Les personnes qui pensent que la France n'est plus dans la course

	En 1 ^{er}	Au total
Réindustrialiser nos territoires	25	43
Baïsser les impôts et réduire les normes qui pèsent sur nos entreprises	25	43
Retrouver une agriculture compétitive et exportatrice	15	35
Adapter les flux migratoires aux besoins de notre recherche et de notre économie	15	28
Renforcer les filières d'excellence pour l'École et l'Université	8	15
Développer notre industrie de l'armement	4	10
Devenir un acteur majeur dans le domaine de l'Intelligence Artificielle (IA)	4	9
Encourager davantage la création artistique et culturelle	3	6
Non réponse	1	1

© Fondapol – juin 2026

Pour ceux qui pensent que la France est toujours dans la course, quelle priorité pour maintenir sa position ? (en %)

Question : « Parmi les options suivantes, quelle devrait être la priorité de la France pour maintenir sa prospérité, sa puissance et son influence ? »

Réponses : En 1^{er} ; Total en 1^{er} et en 2^{ème}

Base : Les personnes qui pensent que la France est toujours dans la course

	En 1 ^{er}	Total en 1 ^{er} et en 2 ^{ème}
Réindustrialiser nos territoires	22	40
Baïsser les charge et réduire les normes qui pèsent sur nos entreprises	20	35
Retrouver une agriculture compétitive et exportatrice	15	31
Devenir un acteur majeur dans le domaine de l'Intelligence artificielle (IA)	11	20
Multiplier les filières d'excellence pour l'École et l'Université	9	18
Adapter les flux migratoires aux besoins de notre recherche et de notre économie	9	18
Développer notre industrie de l'armement	8	13
Encourager davantage la création artistique et culturelle	6	12

© Fondapol – juin 2026

Ces Français qui estiment que le thème « le déficit public et la dette » devrait être prioritaire dans la campagne présidentielle (en %)

Question : « Parmi les sujets suivants, lequel devrait être prioritaire dans la campagne présidentielle ?

En premier (1^{er} sujet) ? Et ensuite ? (2^e sujet) Et enfin ? (3^e sujet) »

Réponses : Réponses : En 1^{er} ; Total en 1^{er}, en 2^{ème} et en 3^{ème}

Base : Ensemble de l'échantillon

		Le déficit public et la dette	
		En 1 ^{er}	Au total
Ensemble de l'échantillon		11	27
Âge	65 ans et plus	19	38
Niveau de diplôme	Supérieur à Bac+2	13	32
Statut	Retraité	19	36
Revenu mensuel du foyer	3 500 euros/mois et plus	14	37
Proximité partisane	Renaissance	18	35
	LR	17	40
Vote au 1 ^{er} tour - 2022	Emmanuel Macron	19	38
Vote aux Législatives - 2024	Majorité présidentielle	26	48
	LR, UDI et centristes	21	44
Religion	Catholiques	14	33
Logement	Propriétaire	15	34
Satisfaction à l'égard d'Emmanuel Macron	Plutôt satisfait	15	26

© Fondapol – juin 2026

Nous avons vu que 88 % des personnes interrogées redoutent l'imminence d'une grave crise financière en raison de l'importance des déficits et de la dette du pays. Malgré cette prise de conscience très large du risque financier pesant sur la France, lorsque l'on interroge les électeurs sur les sujets qui devraient être prioritaires dans la campagne présidentielle¹⁰, l'item « le déficit public et la dette », figurant parmi les seize sujets proposés, est cité en premier par 11 % des personnes interrogées ; cela semble peu mais en tenant compte du total des citations, c'est-à-dire en premier, en second et en troisième, l'item « le déficit public et la dette » arrive parmi les trois plus grandes priorités pour un quart (27 %) des électeurs.

L'enjeu européen illustre également parfaitement la disposition au sérieux des Français. Il faut noter préalablement que, pour mieux saisir l'état de l'opinion publique à propos de l'appartenance de la France à l'Union européenne et à la zone euro, il est préférable de ne pas utiliser une question binaire (« pour » ou « contre ») afin de ne pas contraindre des eurosceptiques de cœur à renier leurs convictions

en approuvant une appartenance à laquelle ils se résignent par raison, par lassitude ou par dépit, mais que fondamentalement ils n'approuvent pas. Nous avons imaginé pour cela une question comprenant trois items :

- « Je suis favorable à l'Union européenne et au fait que la France en fasse partie ;
- « Je ne suis pas favorable à l'Union européenne mais je ne souhaite pas que la France en sorte, ce qui est fait est fait » ;
- « Je ne suis pas favorable à l'Union européenne et je souhaite que la France en sorte ».

Pour évaluer le soutien en faveur de l'appartenance de la France à l'Union européenne, il faut donc additionner les réponses aux deux premiers items, soit « Je suis favorable à l'Union européenne et au fait que la France en fasse partie » (46 %) et « Je ne suis pas favorable à l'Union européenne mais je ne souhaite pas que la France en sorte, ce qui est fait est fait » (29 %), soit un total de 75 % d'opinions favorables au fait que la France soit membre de l'Union européenne.

10. La question a été formulée ainsi « Parmi les sujets suivants, lequel devrait être prioritaire dans la campagne présidentielle ? En premier (1^{er} sujet) ? Et ensuite ? (2^e sujet) Et enfin ? (3^e sujet) ».

Il en va de même pour l'euro. Les trois items sont :

- « Je suis favorable à l'euro » (54 %) ;
- « Je ne suis pas favorable à l'euro mais je ne souhaite pas que l'on quitte l'euro pour revenir au franc, ce qui est fait est fait » (27 %) ;
- « Je ne suis pas favorable à l'euro et je souhaite que l'on quitte l'euro pour revenir au franc » (15 %).

Finalement, c'est une minorité (22 %) qui souhaite voir la France quitter l'Union européenne, et c'est une minorité plus modeste encore (15 %) qui souhaite que

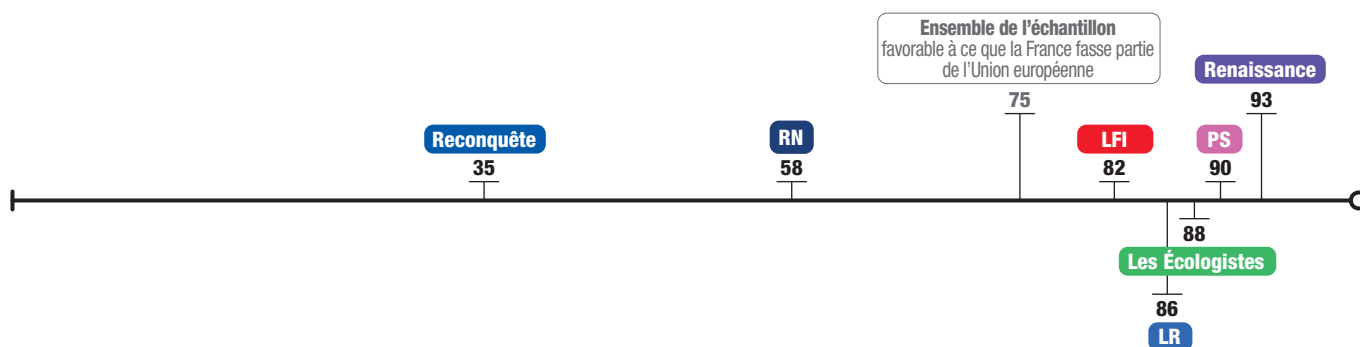
le pays abandonne l'euro et revienne au franc. Ces groupes d'opinions forment, bien sûr, un auditoire et un électorat que l'on ne peut pas perdre de vue ; ils pourraient servir d'appui à un parti anti-européen si les circonstances devenaient favorables, notamment en cas de crise financière. Pour autant domine le fait que 75% des personnes interrogées sont favorables, d'une manière ou d'une autre selon ces modalités, à l'Union européenne, et 81% sont favorables à l'euro.

Le soutien à l'Europe selon la proximité partisane (en %)

Question : « Concernant l'Union européenne, avec laquelle des opinions suivantes êtes-vous le plus d'accord ? »

Réponses : « Je suis favorable à l'Union européenne et au fait que la France en fasse partie » ; « Je ne suis pas favorable à l'Union européenne mais je ne souhaite pas que la France en sorte, ce qui est fait est fait »

Base : Ensemble de l'échantillon



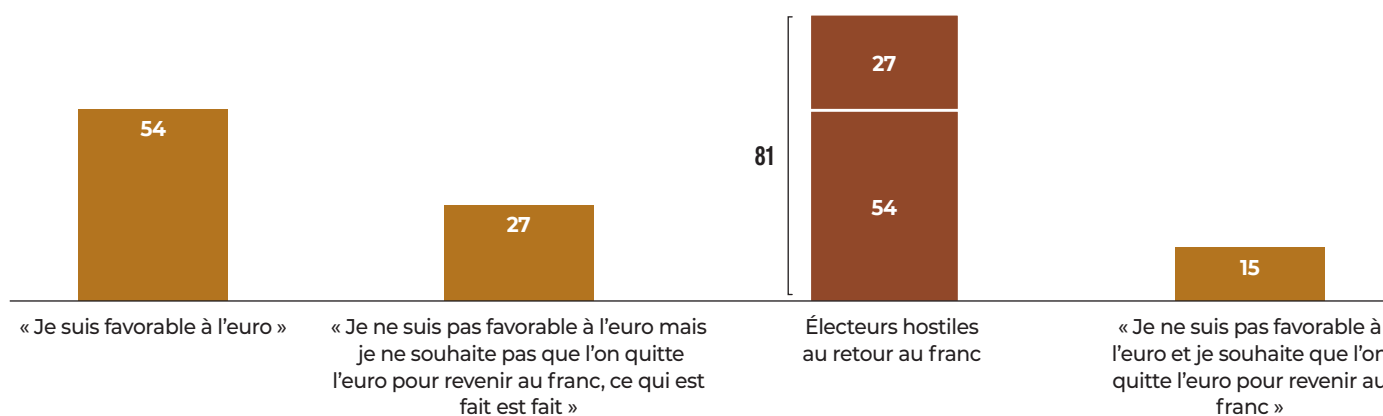
© Fondapol – juin 2026

Le soutien à l'euro dans l'opinion (en %)

Question : « Concernant l'euro, avec laquelle des opinions suivantes êtes-vous le plus d'accord ? »

Réponses : « Je suis favorable à l'euro » ; « Je ne suis pas favorable à l'euro mais je ne souhaite pas que l'on quitte l'euro pour revenir au franc, ce qui est fait est fait » ; « Je ne suis pas favorable à l'euro et je souhaite que l'on quitte l'euro pour revenir au franc »

Base : Ensemble de l'échantillon



© Fondapol – juin 2026

L'expression populiste d'une hostilité à l'Union européenne et celle d'une hostilité à l'euro sont perçues par les électeurs comme une menace pour leurs intérêts. Le discours contre l'Europe est volontiers écouté quand il est général, antisystème et qu'il permet de dire le mal que l'on pense des élites. C'est l'expression d'une protestation qui ne coûte rien ; mais le discours contre l'euro revient à demander aux citoyens de mettre en péril leurs intérêts matériels personnels. Telle est la limite de l'entreprise populiste. Les partis qui s'obstinent à combattre l'euro voient leur expansion électorale limitée ; ils ne peuvent progresser qu'en modérant leur critique de l'euro ou... en se ralliant à la monnaie européenne !

Dans les pays de la zone euro qui ont connu une forte poussée du vote populiste, l'opinion est restée nettement favorable à la monnaie européenne, comme si les citoyens cherchaient à imposer des limites au populisme gouvernemental. L'euro confirme son rôle de grand protecteur des intérêts économiques fondamentaux des Français. Il est donc aussi un facteur politique décisif qui réduit efficacement le risque que les élections nationales ont tendance à introduire depuis une vingtaine d'années.

L'Europe et l'euro restent les puissantes machines politiques à intégrer des partis populistes dans les systèmes démocratiques nationaux comme dans le système européen, en forçant leur modération. En France, la critique de l'Europe et de l'euro a puissamment contribué à la visibilité du FN, notamment lors des deux campagnes référendaires, l'une portant sur la ratification du traité de Maastricht, en 1992, l'autre sur la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe, en 2005. Mais cette critique a aussi conduit à la marginalisation du FN/RN. Pour jouer le rôle auquel sa progression électorale lui permet de prétendre, le RN a dû, dans l'ensemble, sensiblement modérer son hostilité à l'Europe et à l'euro. On observe le même phénomène dans le populisme de gauche incarné par le candidat de LFI, Jean-Luc Mélenchon. Pour maintenir une position conservant les apparences de la radicalité, il évoque, de fait confusément, plutôt des ruptures politiques, que des réformes techniques, comme en témoigne sa proposition d'effacer la dette ou encore de changer le statut de la BCE.

3. Le retour à l'ordre est-il possible en 2027 ?

La dissolution du 9 juin 2024 a engendré de nombreuses conséquences déterminantes dont deux doivent être soulignées ici. La première conséquence est immédiate et durable : avec la dissolution, le dérèglement et le désordre atteignent, cette fois, le cœur des pouvoirs publics. Le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif sont désarticulés et les relations deviennent dysfonctionnelles. Les Premiers ministres et les ministres se succèdent à un rythme jamais vu ni cru possible depuis 1958. La dissolution étant un pouvoir propre du chef de l'État, cet échec l'impacte directement et de façon très négative. Compte tenu du moment auquel a été prise sa décision, c'est-à-dire à mi-parcours de son dernier mandat, le Président ne s'est pas donné la possibilité de réparer son erreur ni d'en atténuer les effets délétères. L'absence de majorité a désorienté, exaspéré et choqué les Français. On l'a vu, près des trois quarts (72 %) des personnes interrogées, considèrent comme une « mauvaise chose pour notre pays » qu'il n'y ait « plus de majorité à l'Assemblée nationale ».

Les électeurs aspirent donc depuis l'été 2024 à un retour au fonctionnement normal des pouvoirs publics et, précisément, ils attendent ce résultat de l'élection présidentielle et des élections législatives de 2027. Mais, si le souhait de retrouver le fonctionnement normal de la V^e République rassemble les Français, en revanche, la nature de la majorité, la couleur politique qui bénéficiera de ce retour à l'ordre institutionnel, divise plus que jamais les électeurs. Et ils le sont si profondément qu'un cinquième d'entre eux admet l'idée de ne pas reconnaître le résultat de l'élection présidentielle.

Barrage avant la présidentielle ? Vue depuis l'été 2026, la victoire du candidat du RN semble possible. Considérons ce cas. Le nouveau président aura été élu au terme d'une campagne à la tonalité dramatique, dominée par des manifestations « antifascistes » et l'appel au « barrage républicain », dans le cadre d'une mobilisation portée jusqu'à l'incandescence la veille du scrutin de second tour, le 1^{er} mai. L'hypothèse de l'élection d'un candidat RN implique que, cette fois, le « barrage républicain » n'a pas fonctionné.

Blocage après la présidentielle ? Par certaines déclarations tonitruantes, des élus du parti de Jean-Luc Mélenchon (LFI), on l'a vu, ont assumé la possibilité de ne pas reconnaître les résultats du scrutin. De la part d'une organisation politique représentée à l'Assemblée nationale, c'est une première dans

l'histoire de la République. Par ses conséquences, y compris en termes d'ordre public, cette attitude pourrait peser lourdement sur le contexte et sur les résultats des élections législatives, car la possibilité de ne pas reconnaître la décision électorale en cas de victoire du RN est admise par 20% des électeurs.

Nous avons connu le « barrage républicain » avant le second tour de la présidentielle, nous connaissons peut-être un mécanisme à double détente, soit l'opposition d'un barrage, avant le second tour, et l'organisation d'un blocage après, notamment afin de peser sur le déroulement des élections législatives pour favoriser l'émergence d'une majorité d'opposition au président élu, la perspective d'une victoire du RN à la présidentielle suscitant dans une large partie de la population le souhait d'un contre-pouvoir parlementaire qui pourrait conduire à priver la nouvelle présidence d'une majorité favorable, voire de toute majorité comme depuis 2024.

La situation du pays est si dégradée, sur le plan politique, économique et psychologique, que les électeurs pressés de renouer avec l'ordre public pourraient paradoxalement ne pas y parvenir. Inquiets, et pour beaucoup désormais en colère ou découragés, ils pourraient, lors de l'élection présidentielle, sanctionner les partis de gouvernement, et cette fois macronistes compris, au nom de leur colère, puis élire comme président le candidat d'un parti protestataire et enfin, au nom de la prudence, se doter d'un contre-pouvoir parlementaire capable de bloquer la puissance publique, mais sans produire une majorité de cohabitation. Les Français s'apprêtent peut-être à faire ce qu'ils voudront défaire ou empêcher aussitôt, prolongeant pour longtemps le dérèglement actuel. Ce serait un paradoxe à la fois cruel, périlleux et coupable que l'élection présidentielle produise un résultat dont les Français ne veulent absolument pas.

Qui en 2027 ?



**Avec le simulateur de la Fondapol *Qui en 2027 ?*
imaginez les scénarios
de la prochaine élection présidentielle !**

Choisissez les candidats du premier tour ; ajoutez ou supprimez des candidatures ; estimez leurs scores au premier tour, imaginez les transferts de voix entre les candidats du premier tour et les deux candidats du second tour, voyez quel candidat l'emporte et à quelles conditions de transferts de voix. Si vous le voulez, vous pouvez demander à l'outil IA intégré d'évaluer vos hypothèses.

Partagez, comparez vos scénarios et hypothèses sur les réseaux sociaux !

**Pour comprendre l'élection présidentielle qui vient,
le simulateur de la Fondapol est disponible sur le site
fondapol.org (rubrique Qui en 2027 ?).**

Nos travaux sur le populisme







Sous la direction de Dominique Reynié

OÙ VA LA DÉMOCRATIE ?

UNE ENQUÊTE INTERNATIONALE DE LA
FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE



PLON

Edited by Dominique Reynié

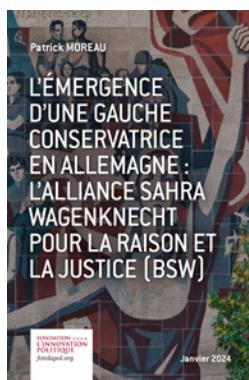
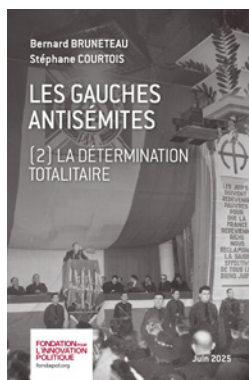
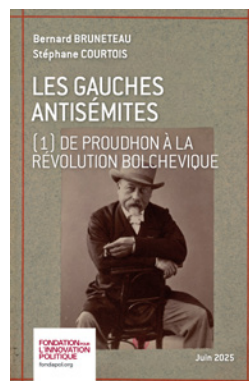
WHAT NEXT FOR DEMOCRACY?

AN INTERNATIONAL SURVEY BY
THE FOUNDATION FOR L'INNOVATION POLITIQUE



FOUNDATION FOR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondation.org







Nos dernières publications (2025 et 2026)

disponibles sur fondapol.org

D'un parti de protestation à un parti dominant - La dynamique électorale du rassemblement national (2017-2026)

Pascal Perrineau, juillet 2026, 29 pages

L'impasse de la « taxe Zucman » :

pour une réforme fiscale équitable et efficace

Victor Fouquet, juin 2026, 35 pages

Justice fiscale : comment nous avons trahi 1789

Victor Fouquet, juin 2026, 36 pages

Les faux-semblants de la proportionnelle

Christian Bidégaray, juin 2026, 35 pages

Un Orient compliqué. Des clés pour mieux comprendre

Fondation pour la Mémoire de la Shoah, Fondation pour l'innovation politique et Fondation Jean-Jaurès, Plon, 2026, 217 pages

Reform UK dans l'ère post-Brexit :

populisme, guerres culturelles et nouvelle droite

Jules Lemaire, mai 2026, 43 pages

Ce que l'Ontario nous apprend sur la pratique de l'« aide médicale à mourir » et l'urgence de sa refonte

Trudo Lemmens, mai 2026, 27 pages

Les robots humanoïdes : la prochaine révolution technologique ?

Guillaume Moukala Same, mai 2026, 50 pages

Les gauches antisémites (3) L'irrésistible convergence

d'antisémitismes pluriels, 43 pages,

(4) Le basculement antisémite des extrêmes gauches et ses conséquences, 64 pages,

Stéphane Courtois et Jean-Louis Panné, mars 2026

La guerre par la norme. La régulation, arme économique stratégique

Erwan Le Noan, mars 2026, 37 pages

Accompagner ou provoquer la mort ?

Les enjeux d'une légalisation de l'euthanasie et du suicide assisté

Dominique Reynié (dir.), Les Editions de l'Observatoire, 2026, 450 pages

Enjeux juridiques d'une légalisation d'un « droit à l'aide à mourir »

Aline Cheynet de Beaupré, Laurent Frémont et Didier Guérin, février 2026, 30 pages

Les Français n'approuvent pas la proposition de loi visant à légaliser l'euthanasie et le suicide assisté

Dominique Reynié, janvier 2026, 88 pages

Contre la bureaucratie, la compétence du peuple

Robin Rivaton, décembre 2025, 38 pages

Vers un système de retraite mixte répartition -

capitalisation quelques modalités concrètes de transition

Bertrand Martinot, Renan Muret et Philippe Gravier, novembre 2025, 42 pages

Sahara occidental : la théorie de l'infraction marocaine en question

Dominique Bocquet avec Sâ Benjamin Traoré, novembre 2025, 69 pages

Va-t-on légaliser la mort provoquée ?

La psychiatrie face au risque de l'euthanasie et du suicide assisté

Dr Françoise Chastang et Dr Cécile Omnès, octobre 2025, 30 pages

Va-t-on légaliser la mort provoquée ?

Le handicap face au risque de l'euthanasie et du suicide assisté

Agathe Barrois et Aline Cheynet de Beaupré, octobre 2025, 32 pages

Va-t-on légaliser la mort provoquée ?

La gériatrie face au risque de l'euthanasie et du suicide assisté

Pr Claude Jeandel et Dr Jean-Marie Gomas, octobre 2025, 36 pages

Le parlement enquête, le droit vacille

Pour une clarification du cadre juridique des commissions parlementaires

Jean-Jacques Urvoas, octobre 2025, 38 pages

Intelligence artificielle. Enjeux économiques et financiers d'une percée technologique

Françoise Drumetz et Christian Pfister, septembre 2025, 52 pages

La sécurité de la Pologne au ^{xx}e siècle : défis, stratégies et perspectives

Kinga Torbicka, septembre 2025, 45 pages

Contre l'écologisme réglementaire, bureaucratique et décroissant, l'aspiration à une écologie positive

Dominique Reynié, août 2025, 13 pages

Iran : une société sécularisée, diverse et dissidente

Pooyan Tamimi Arab et Ammar Maleki, juillet 2025, 38 pages

Le défi de la natalité. Une enquête d'opinion franco-italienne

Fondapol et Fondazione Magna Carta, juin 2025, 38 pages

L'immigration afghane en France. Un événement de grande ampleur

Didier Leschi, juin 2025, 35 pages

Combattre l'islamisme sur le terrain.

Témoignage d'un préfet de la République

Alexandre Brugère, mai 2025, 29 pages

Les gauches antisémites (1) La détermination totalitaire,

39 pages, (2) De Proudhon à la révolution bolchevique, 39 pages,

Bernard Bruneteau et Stéphane Courtois, juin 2025

Le mythe de la France raciste, (1) Le racisme, histoire d'un échec,

39 pages, (2) De l'échec du racialisme à la naissance du mythe,

41 pages, Vincent Tournier, avril 2025

Le détournement populiste du courant libertarien, (1) Des origines de l'anarcho-capitalisme au populisme de droite, 56 pages,

(2) Le populisme paléo-libertarien de Javier Milei,

53 pages, Jérôme Perrier, avril 2025

L'IA au service de la sécurité

Benoit Fayet, Bruno Maillot et Mathieu Zagrodzki, mars 2025, 29 pages

Retraites : optimiser les dépenses, introduire une part de capitalisation

Bertrand Martinot, mars 2025, 38 pages

Contribution à la mission flash de clarification du financement des retraites

Jean-Pascal Beaufret, février 2025, 53 pages

Union européenne : l'étouffoir de l'écologisme bureaucratique

Emmanuel Bloch, février 2025, 37 pages

Les non-dits économiques et sociaux du débat sur la fin de vie

Yves-Marie Doublet et Pascale Favre, janvier 2025, 28 pages

Pourquoi donner

Claire-Marie Morinière avec Wakil Belhaddad et Claude Birman, janvier 2025, 41 pages

L'histoire des think tanks

Simon Amat, janvier 2025, 33 pages

Équilibres et mérites de la loi qui encadre la liberté d'expression en France

Basile Ader, janvier 2025, 26 pages

☐ **Je soutiens la Fondapol**
voici ma contribution de :

☐ 100 € ☐ 500 € ☐ 1 000 € ☐ 5 000 €
☐ 10 000 € ☐ 50 000 € ☐ Autre montant : _____ €

Je choisis de faire un don :

☐ À titre personnel

☐ Au titre de la société suivante : _____

Destinataire du reçu fiscal : _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

☐ Par chèque, à l'ordre de
la Fondation pour l'innovation politique

☐ Par virement bancaire daté du : _____
au profit du compte
Fondation pour l'innovation politique
à la Caisse des dépôts et consignations : _____

IBAN : FR77 4003 1000 0100 0029 9345 Z16

BIC : CDCGFRPPXXX

À renvoyer à :

Fondation pour
l'innovation
politique
11, rue de Grenelle
75007 Paris

Contact :

Anne Flambert
Responsable
administratif
et financier
01 47 53 67 09



18 AVRIL ET 2 MAI 2027 L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE : LE TOURMENT FRANÇAIS

Par Dominique Reynié

La présidence d'Emmanuel Macron s'achève dans un climat dominé par une vive inquiétude. Incompréhensible, la dissolution décidée le 9 juin 2024 a provoqué un dérèglement politique et institutionnel qui a déstabilisé tout le pays. Cette décision a dérouté l'électorat macroniste en particulier. L'absence de majorité à l'Assemblée nationale qui en a résulté est désapprouvée par 80 % de ceux qui avaient voté pour la réélection du Président au premier tour de l'élection présidentielle de 2022, par la plupart de ses électeurs du second tour (77 %), par ceux qui ont soutenu la liste de la Majorité présidentielle aux élections européennes du 9 juin 2024 (87 %) ou encore par ceux qui ont voté en faveur de la Majorité présidentielle aux élections législatives de 2024 (85 %).

La marche d'un monde où la France semble en décrochage, les défis qu'elle doit relever, d'abord pour elle-même, et qui se montrent plus ardues chaque année, ont conduit les électeurs à considérer largement que leurs gouvernants et leurs élus sont incapables de répondre aux difficultés du pays. C'est pourquoi les Français estiment ne pas avoir un problème d'institutions mais de classe politique, tandis que les mêmes partis se lancent dans une douzième élection présidentielle qui apparaît comme la plus périlleuse de toutes. Les trois quarts (74 %) des électeurs expriment des émotions négatives à l'approche de la présidentielle.

Pivot et fierté de la V^e République, ce scrutin censé offrir des opportunités au pays est désormais perçu comme une source de menaces et de désordres. Le clivage gauche-droite, loin d'avoir succombé au « en même temps », s'est réimposé ; il s'est même radicalisé et métamorphosé sous l'effet de la montée en puissance des populismes, à droite et à gauche. Avec Marine Le Pen, le FN/RN est en mesure d'accéder au second tour pour la quatrième fois depuis 2002, d'autant plus que l'opinion publique récuse désormais le recours au « barrage républicain ». Avec Jean-Luc Mélenchon, le clivage s'est également métamorphosé sous l'effet d'une forte expansion du religieux en politique, à l'initiative et au bénéfice de LFI.

Alors que la plupart des électeurs veulent renouer avec l'ordre institutionnel et politique en 2027, ils pourraient cependant ne pas y parvenir. En effet, le mécontentement qui pousse les uns à sanctionner leur classe politique, en attribuant la présidence à une candidature protestataire (RN ou LFI), amènerait les autres à utiliser les législatives pour bâtir à la hâte un contre-pouvoir. En somme, les Français pourraient attribuer à la personne élue le pouvoir présidentiel le 2 mai 2027, puis lui retirer, dès l'été, toute capacité à gouverner, prolongeant ainsi, alors même que tous cherchent à en sortir, le grave dérèglement engendré par la dissolution du 9 juin 2024. Tel est le tourment français.

Ce document, qui s'inscrit dans la perspective de la prochaine élection présidentielle, est la nouvelle grande étude de la Fondapol. Elle repose notamment sur une enquête d'opinion administrée par OpinionWay auprès de 3 057 personnes inscrites sur les listes électorales, issues d'un échantillon de 3 598 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Le questionnaire de l'enquête a été conçu et rédigé par la Fondapol qui s'est également chargée de l'analyse des résultats qui fait l'objet de cette publication.



ISBN : 978-2-36408-395-0

10 €